

Musée départemental de la Résistance
et de la Déportation

Tracas, Famine, Patrouille

Une chronique de la vie quotidienne des Haut-Garonnais
pendant la 2^{de} guerre mondiale



haute-garonne.fr

TRACAS, FAMINE, PATROUILLE

Une chronique de la vie quotidienne des Haut-Garonnais
pendant la 2^{de} guerre mondiale

Volume 1.

Imaginer un nouveau quotidien

Collection « Dans les réserves du Musée »

Léon-Paul Fargue (1867-1947), poète français reprend la devise de la Révolution Nationale « Travail, Famille, Patrie » pour la dénoncer en la transformant en « Tracas, Famine, Patrouille ». Une façon ironique de traduire ce que vivent les Français pendant la seconde guerre mondiale.

En créant en 1994 le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, le Conseil Général de la Haute-Garonne souhaitait, aux côtés des résistants et des déportés, que ce lieu soit certes un lieu de mémoire, mais aussi un lieu où se construise la mémoire, grâce à l’histoire et à la recherche.

Aujourd’hui, près de vingt ans plus tard, la très large fréquentation du site, à commencer par les scolaires, est pour nous un encouragement à poursuivre dans cette voix. Cette volonté est d’autant plus ancrée au regard de la somme considérable des documents et objets dont dispose le Musée, exposés ou non, et qui sont issus de dons ou de legs offerts par des particuliers au fil des ans.

De ce patrimoine commun, public, il n’existait pas encore d’ouvrage qui aurait permis à chacun d’en connaître toutes les richesses. Mais plutôt que de réaliser des catalogues exhaustifs présentant chaque document, nous avons préféré puiser dans cette masse considérable pour raconter les faits, leur donner un sens dans le contexte de l’époque, et permettre à toutes et tous de s’interroger sur ce que ces faits nous disent sur ce temps passé, nous disent sur notre période, nous disent sur nous-mêmes. Bref, de faire de l’histoire.

Ce livre, réalisé à partir des archives et des collections documentaires du Musée, n’est que la première étape de ce vaste travail de mémoire, qui permet de réexpliquer le contexte général de la vie en Haute-Garonne pendant la seconde guerre mondiale. Il sera ensuite complété, année après année, par un deuxième ouvrage sur l’histoire de la Résistance et de la Déportation dans le département, puis par un troisième sur la mémoire de la seconde guerre mondiale en Haute-Garonne.

Pierre Izard
Président du Conseil Général de la Haute-Garonne

« *Plus de savon avant le mois prochain* », « *Jour sans viande* », « *Pas de pain* »...

Pour une large majorité des Haut-Garonnais pendant la seconde guerre mondiale, les journées se résument souvent à ces formules courtes et sèches affichées sur les devantures des commerces.

Aujourd’hui encore, dans notre mémoire collective, la représentation traditionnelle de cette période passe par les files d’attente interminables devant les magasins, les tickets de rationnement, les voitures à gazogène ou les vélos-taxis, les chaussures à semelles de bois, les savons synthétiques... Ce sont d’abord ces images, mélange d’anecdotes souriantes et de souvenirs plus émus, qui imprègnent fortement la vision de cette période.

Mais si les soucis de ravitaillement restent la préoccupation majeure des Français, ils doivent également faire face à bien d’autres problèmes. Vivre pendant la guerre, c’est d’abord apprendre à vivre sous le régime de Vichy, autoritaire et répressif, qui, seul, a la mainmise sur la zone non occupée. À partir du 11 novembre 1942, l’armée allemande franchit la ligne de démarcation et vient occuper Toulouse et le département. Les Haut-Garonnais découvrent alors ce que veut dire concrètement « vivre sous l’occupation », et son lot de difficultés supplémentaires.

Plus de soixante-dix ans après, identifier ce dont était fait ce quotidien, ses souffrances, ses angoisses, ses compromis, ses espérances aussi, c’est comprendre bon nombre des séquelles qui persistent aujourd’hui encore dans notre histoire et dans notre société.

SOMMAIRE

I	LA HAUTE-GARONNE ENTRE EN GUERRE	8
1-	Faire la guerre ou la paix ?	10
2-	Préparer la guerre	14
	La Défense passive	
	Les soldats au front	
3-	Perdre la guerre	24
	Découvrir l'histoire d'un document du Musée : l'affiche « Silence l'ennemi guette vos confidences »	
II	LE MARÉCHAL DANS LES VIES	34
1-	Contrôler	36
2-	Embrigader	40
	Le Maréchal tous azimuts !	
3-	Exclure	48
	Cartes et laissez-passer	
	Découvrir l'histoire d'un objet du Musée : la plaque de rue « Avenue du Maréchal Pétain »	
III	UN QUOTIDIEN À RÉINVENTER	58
1-	Manger, se chauffer, s'habiller	60
	Les tickets, comment ça marche ?	
2-	Être une femme sous Vichy	68
	Les prisonniers de guerre	
3-	Vivre malgré tout	72
	Humour et restrictions	
	Découvrir l'histoire d'un objet du Musée : un poste de radio	
IV	LES ALLEMANDS SONT LÀ	80
1-	Vivre à l'heure allemande	82
2-	Collaborer	86
	Collaborateurs toulousains au service des nazis	
3-	Vivre dans la peur	94
	6 juillet 1944 : exactions, violences et crimes en Haute-Garonne	
	Découvrir l'histoire d'objets du Musée : l'équipement d'un douanier allemand	
V	LA LIBERTÉ RETROUVÉE	104
1-	Reconquérir la liberté	106
	La presse de la liberté	
2-	Rendre justice	114
	L'épuration en Haute-Garonne	
3-	Vivre dans une nouvelle société	120
	Découvrir l'histoire d'un document du Musée : le manifeste de « Libérer et Fédérer »	

LA HAUTE-GARONNE ENTRE EN GUERRE

« À 11 heures, ce matin, Toulouse en deuil a rendu à ses morts, ceux de 1914-1918 et ceux de 1939-1940, non seulement l'hommage que le gouvernement lui avait commandé, mais encore, et surtout, l'hommage de son cœur crispé, de ses larmes les plus intimes, de toute son âme saignante. »

La Dépêche du 26 juin 1940 au lendemain de la défaite...

Page Suivante. Septembre 1939. Le 14^e régiment d'infanterie défile dans les rues de Toulouse avant de monter au front.



FAIRE LA GUERRE OU LA PAIX ?

Le bruit des bottes

Entre incertitude et insouciance. Au début de l'année 1939, la société française est en plein doute, tiraillée par ses nombreuses contradictions et interrogations. Sur le plan extérieur, la pression des dictatures s'accroît, face à des démocraties européennes incapables de s'opposer à leur montée. Les accords de Munich en septembre 1938 sont le symbole de cette impuissance à contrer l'expansionnisme d'Hitler. La France et le Royaume-Uni abandonnent une partie de la Tchécoslovaquie et les Sudètes. La période est à l'occultation ou à la négation des problèmes présents et à venir. Le souhait d'éviter la guerre à tout prix écrase tout le reste. Les dirigeants français mais aussi le peuple hésitent : doit-on affronter les épreuves ou refuser de les voir ? Se battre maintenant ou reculer l'échéance ? Affirmer des principes ou se voiler la face ? La société française vit un véritable malaise, et se berce d'illusions face aux menaces grandissantes qui s'accumulent à ses frontières. Une série d'événements qui s'enchaînent sans frein ni contrôle, entraîne la France et l'Europe vers la seconde guerre mondiale, et les précipite dans la tourmente. Le tout premier d'entre eux est la guerre civile espagnole qui marque l'entrée en guerre pour la France et notamment le Sud Ouest du pays.

L'Espagne, premier péril

La *Retirada*. La guerre civile déchire l'Espagne depuis l'été 1936. En janvier 1939, les troupes du général Franco progressent et forcent les républicains à se replier vers la frontière française. Une masse considérable de civils se joignent à cet exode, à cette retraite (« *Retirada* »), redoutant les exactions des franquistes. La France doit alors faire face, en seulement quelques jours, à l'arrivée de plus de 350 000 hommes, femmes et enfants venus trouver refuge de l'autre côté des Pyrénées.

Les camps des plages. La France n'est pas préparée, ou plus exactement n'a pas voulu se préparer à cette déferlante de réfugiés, toujours partagée entre la peur d'être « contaminée » par la guerre et sa volonté de rester neutre. L'improvisation est donc totale dans les premiers jours de février 1939. On ne sait où placer ces personnes. Les hommes sont donc parqués à même le sable sur les plages de plusieurs communes du Roussillon (Argelès, Saint-Cyprien, Le Barcarès). Les familles sont séparées. Femmes et enfants sont répartis en France dans des centres d'accueil.

En Haute-Garonne. Revel, Saint-Martory, Saint-Béat, Salies-du-Salat, Villefranche-de-Lauragais, Cazères, Miramont-de-Comminges, etc. Partout dans le département, des communes sont réquisitionnées pour accueillir des familles espagnoles. Si parmi la population locale, certains montrent une franche hostilité envers ces étrangers, les manifestations de solidarité, organisées ou plus spontanées font jour, en permettant notamment à certains réfugiés d'obtenir un travail ou un toit plus décent.

2.



3.



4.



5.



6.



2. Tout au long du mois de janvier 1939 et jusqu'à l'arrivée des premiers réfugiés en France, la guerre d'Espagne fait tous les jours la Une de *La Dépêche*. *La Dépêche* du 29 janvier 1939.

3. Exilés espagnols sur la route de Cerbère (Pyrénées-Orientales). Février 1939.

4. Carte postale envoyée par un interné depuis le camp d'Argelès-sur-Mer. Ce camp est créé à la hâte. En plein hiver, les réfugiés espagnols sont entassés directement sur la plage.

5. Le 6 février 1939, plusieurs centaines de réfugiés espagnols arrivent en gare de Saint-Gaudens. Ce sont surtout des femmes, des enfants, des personnes âgées ou malades. Ils sont placés aux haras de la ville. Au bout de 10 jours, ils sont répartis entre deux centres d'accueil, à Gourdan-Polignan et à Miramont-de-Comminges. Photographie du centre d'accueil de Miramont-de-Comminges (1939). Collection privée Paco Puenteudera.

6. Pablo Martinez (accroupi au 1^{er} rang à gauche) est un républicain espagnol réfugié à Revel. Il réussit à s'intégrer grâce à un Revelois qui l'engage dans son garage. Collection privée Liliane Salvétat.

À Toulouse.

Ce sont près de 20 000 exilés qui arrivent au printemps 1939. Des comités organisent des collectes de fonds comme le Comité universitaire toulousain des Amis de l’Espagne républicaine du docteur Joseph Ducuing. Des associations espagnoles versent aussi des aides à leurs compatriotes, à l’image du S.E.R.E. (Service d’Évacuation des Réfugiés Espagnols).

Un exil intégré ?

Après avoir été parqués et rassemblés dans des camps d’internement, les républicains espagnols commencent à en sortir à l’automne 1939. Au déclenchement de la seconde guerre mondiale, les hommes français sont mobilisés et partent au front. Dans la région, ce sont souvent les Espagnols qui les remplacent dans leur travail quotidien et qui participent ainsi à l’effort de guerre. On les retrouve localement dans l’industrie ou l’agriculture. Des réfugiés du centre d’accueil de Gourdan-Polignan travaillent dans des usines de Lannemezan, d’autres sont affectés au chantier de recherches de pétrole à Saint-Marcet. Certains sont aussi employés au sein de la Société hydro-électrique de Luchon. Le gouvernement crée surtout les C.T.E. (Compagnies de Travailleurs Étrangers) qui emploient des Espagnols partout en France, notamment aux travaux de fortification de la ligne Maginot. Grâce au travail, mais aussi à l’école pour les plus jeunes, ces exilés vont peu à peu s’intégrer et faire qu’aujourd’hui, soixante-dix ans après, leur histoire soit devenue aussi notre histoire, celle de l’identité haut-garonnaise.

L’engrenage de la guerre

Après l’Espagne, les dangers se multiplient en Europe. L’Allemagne nazie se fait de plus en plus menaçante.

15 mars 1939.

Hitler renforce ses positions en envahissant la Tchécoslovaquie.

22 mars 1939.

Les nazis annexent le territoire de Memel, en Lituanie (territoire autonome depuis le traité de Versailles de 1919 et ayant appartenu à l’Allemagne).

22 mai 1939.

Le pacte d’Acier est signé entre l’Allemagne et l’Italie qui deviennent donc officiellement alliées. La guerre est inévitable, la France est cernée.

23 août 1939.

Signature du pacte germano-soviétique. Staline et Hitler s’entendent pour ne pas s’attaquer. C’est un vrai pas franchi vers la guerre. L’événement radicalise et chauffe les esprits.

26 septembre 1939.

Le gouvernement Daladier décrète l’interdiction du Parti Communiste français, dissout les syndicats qui en sont proches. Désormais, les communistes cristallisent toutes les peurs et les rancœurs. Les parlementaires communistes sont déchus de leurs fonctions, pour certains arrêtés, emprisonnés et envoyés dans des camps d’internement. La propagande les présente comme des traîtres, les diabolise.

7.



7. Chars allemands dans les rues de Prague. Mars 1939. Photographie Hall-La Dépêche.

8. 22 mai 1939. Signature du pacte d’Acier entre l’Allemagne et l’Italie. Photographie Hall-La Dépêche

9. 23 août 1939. Les acteurs de la signature du pacte germano-soviétique : le bras droit de Staline, Molotov (en train de signer) ; derrière lui, Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du *Reich*, et Staline, très souriant... Pour beaucoup, cette nouvelle alliance est une surprise. La France perd un allié ; l’Allemagne n’a jamais été aussi puissante. Photographie Hall-La Dépêche.

10. *La Dépêche* du 27 septembre 1939.

11. Après le pacte et l’interdiction du Parti Communiste, une vague d’anticommunisme parcourt la France. *La Dépêche* du 18 février 1940.

8.



9.

10.



11.

PRÉPARER LA GUERRE

La mobilisation générale

1^{er} septembre 1939. L'Allemagne nazie envahit la Pologne, conséquence presque inévitable du pacte germano-soviétique, dans lequel Hitler et Staline se sont entendus sur le démantèlement du pays.

Dantzig. Ville libre depuis le traité de Versailles (1919), port polonais, Dantzig fait partie des revendications d’Hitler. Il s’en empare et l’annexe lors de l’invasion de la Pologne. En France, Marcel Déat, alors pacifiste et futur ultra de la collaboration publie dans *l’Œuvre* l’article « Mourir pour Dantzig ? » qui a un très fort écho dans l’opinion. En d’autres termes, doit-on entrer en guerre pour sauver cette ville ? Question récurrente de l’époque qui s’est posée pour l’Autriche, pour la Tchécoslovaquie... Beaucoup de Français s’interrogent sur la nécessité de se battre pour un territoire si éloigné, ou plus exactement sur l’obligation de respecter nos engagements et notre allié polonais.

3 septembre 1939. Avec l’attaque contre la Pologne, la France comprend qu’elle ne peut plus reculer face à la guerre. La Pologne est notre alliée et doit être soutenue. La mobilisation générale est décrétée le 2 septembre ; le lendemain, le Royaume-Uni puis la France déclarent officiellement la guerre à l’Allemagne.

La stratégie française. Sûrs de leur force, les chefs de l’armée française adoptent une tactique identique à celle de la première guerre mondiale. Les soldats mobilisés sont envoyés sur la frontière franco-allemande. Ils creusent des tranchées et attendent une hypothétique attaque nazie derrière la fameuse ligne Maginot, réputée infranchissable. Pour eux, la France dispose à la fois de la meilleure armée au monde (elle a gagné 14-18), et du meilleur système de défense avec la ligne Maginot. La guerre va être gagnée rapidement, l’État-major français n’en doute pas un instant.

Du côté des Haut-Garonnais

Les premières réactions. Le 4 septembre 1939, Ellen-Prévo, maire de Toulouse, déclare à la population : « *La paix est vaincue* ». Pourtant, à l’annonce de la mobilisation, calme et fatalisme dominant dans le département comme partout en France. Si d’un côté, on croit en la victoire, la déclaration de guerre démoralise et inquiète quand même. La première guerre mondiale devait être la « Der des Ders », la dernière guerre. Vingt ans plus tard, les Français repartent pourtant au combat.

Les Toulousains s’organisent. La confiance affichée par les généraux français au front contraste terriblement avec les précautions prises dans les villes à l’arrière. À Toulouse et ailleurs, on se prépare à affronter le pire. On calfeutre les fenêtres, on bouche les ouvertures, les édifices publics sont protégés par des sacs de sable. La population se prépare à vivre sous les bombes.



12. Les troupes nazies prenant Dantzig début septembre 1939. Photographie Hall-La Dépêche.

13. Affiche de l'ordre de mobilisation publiée dans l'ouvrage de Stéphane Marchetti, *Affiches 1939-1945. Images d'une certaine France*.

14. Le 14^e Régiment d'Infanterie de Toulouse défile dans les rues de la ville. Ces soldats sont cantonnés à la caserne Niel avant leur départ.

15. *La Dépêche* du 4 septembre 1939.

Le traumatisme de la « Grande Guerre ». Plus de soixante-dix ans après, ces mesures de protection semblent disproportionnées, d'autant plus que la Haute-Garonne n'a pas connu la guerre depuis plus d'un siècle. Lors de la première guerre mondiale, les combats s'étaient concentrés exclusivement dans le Nord-Est de la France. Il n'y avait donc aucune raison objective que le département soit touché directement par cette nouvelle guerre que l'on imagine courte et victorieuse. Un tel décalage s'explique en fait par la proximité avec 14-18 et de ses souvenirs traumatisants tels que les gaz asphyxiants dans les tranchées ou la « Grosse Bertha », canon à la réputation terrible que les Allemands avaient utilisé alors à quelques reprises contre Paris. Pour tous, ce sont des dangers mortels et dans l'imaginaire collectif, les Allemands ne se priveront pas de frapper la population civile. D'un côté, on fantasme cette guerre, et on se surprotège en conséquence ; de l'autre, on sous-estime totalement la puissance militaire réelle des nazis.

Un quotidien bouleversé. Conséquence immédiate de l'entrée en guerre, la vie se trouve modifiée à tous les niveaux. La rentrée scolaire 1939 est repoussée pour des milliers d'élèves. Rapidement, le rationnement apparaît, ainsi que les premiers signes de pénurie. Les Français apprennent à utiliser les tickets de rationnement qui ne les quitteront que bien après 1945. Le gouvernement multiplie les appels : « *Économiser, c'est servir. Gaspiller, c'est trahir* ». La vie collective et sociale est entravée par la fermeture des magasins, des salles de spectacles et par l'annulation des manifestations sportives. Dans ce contexte, les femmes vont prendre une place plus importante au niveau du travail puisqu'elles remplacent les hommes partis au front. C'est le cas aussi bien dans les exploitations agricoles que dans les usines. Mais la guerre n'arrive pas et la vie reprend son cours -presque-normal. Les magasins, restés un temps fermés au début du mois de septembre 1939, rouvrent tout comme les salles de spectacles. La guerre semble s'éloigner.

La « drôle de guerre »

La vie au front. Depuis septembre 1939, les soldats patientent dans leurs tranchées. Les nazis n'ont toujours pas lancé leur offensive et l'État-major français ne veut pas attaquer en premier. À la frontière, cette situation va durer près de huit mois pendant lesquels les combats se limitent à de brèves escarmouches. Le seul engagement notable a lieu en Norvège, quand les Alliés français et anglais décident de couper la route du fer à Hitler en Scandinavie. Pendant quelques semaines, les Français se passionnent alors pour « la bataille de l'eau lourde » à Narvik. Mais généralement, partout en France, on espère que cette guerre n'aura finalement pas lieu. Alors les soldats s'occupent comme ils peuvent... Loin de leur famille, beaucoup commencent à trouver le temps long. La « drôle de guerre » sape le moral des troupes, l'ennui et la lassitude prennent le dessus. Tous se demandent, au sortir du très long et rude hiver 39-40, ce qu'ils font là.

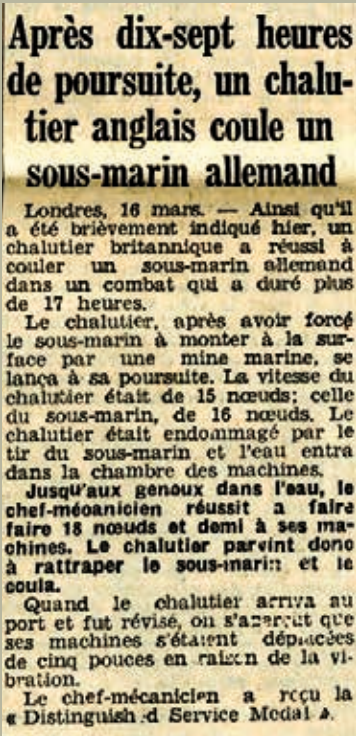
16.



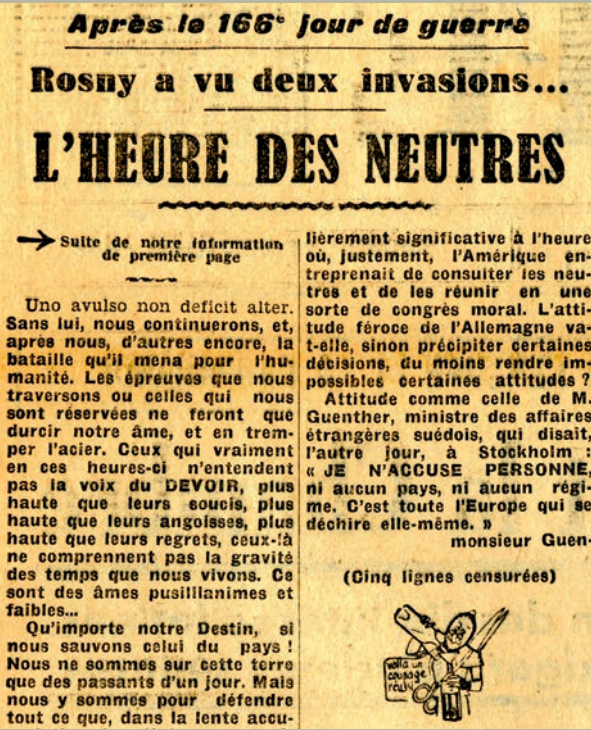
17.



19.



18.



Le soldat au centre de toutes les préoccupations. La population à l'arrière est sollicitée pour envoyer des colis (alimentation, linge, tabac, etc.) à ces hommes au front. Des opérations de parrainage de soldats sont aussi organisées dans les écoles primaires. On récolte même des fonds pour financer la guerre. Tous les jours, dans toutes les pages des journaux, les appels aux souscriptions pour des bons d'armement se multiplient. Donner un peu de son argent pour armer les soldats, c'est soutenir la Patrie même depuis l'arrière, c'est faire la guerre à sa façon et avec ses moyens.

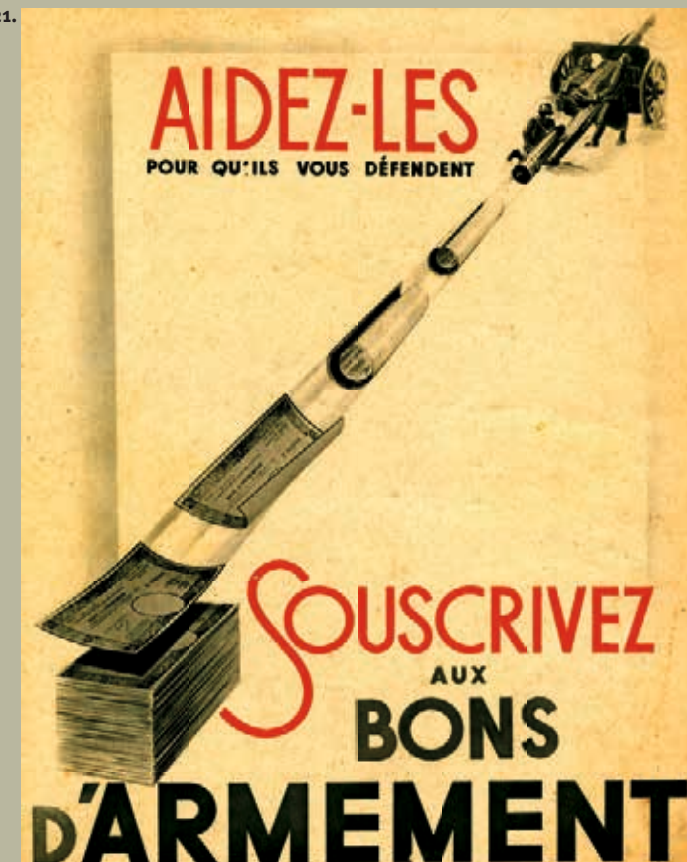
Entre info et intox. Le gouvernement français cherche en permanence à mobiliser les Français en multipliant les déclarations optimistes dans la presse. On met en avant le nombre peu élevé de victimes, et les rares occasions de se réjouir prennent une dimension disproportionnée. Dans la même logique, les mauvaises nouvelles sont minimisées ou supprimées. Savoir réellement ce qui se passe sur le front est difficile, les informations étant filtrées. Fausses nouvelles et censure se systématisent. Tous les journaux sont concernés. Parfois, l'article entier a été interdit ou seulement quelques lignes. Dans *La Dépêche*, une vieille dame nargue les lecteurs : Anastasie est le symbole de cette censure. Lorsqu'un passage est interdit, elle apparaît et interpelle le lecteur ainsi : « *Voilà un coupage réussi* », « *Encore un coup de blanc ?* », « *Vous avez le bonjour d'Anastasie* ».

21. Par voie de presse ou d'affiches, le gouvernement incite les Français à financer la guerre. *Paris-Match* du 6 juin 1940.

22. Le soutien à l'armée passe également par l'organisation de manifestations sportives pour lever des fonds. *La Dépêche* du 17 février 1940.

23 et 24. Des espions allemands se mêlaient à la population. Réalité ou rumeur ? Le gouvernement utilise en tout cas ce prétexte pour tenir la population en alerte. Affichette et *La Dépêche* du 15 mai 1940.

21.



22.



23.

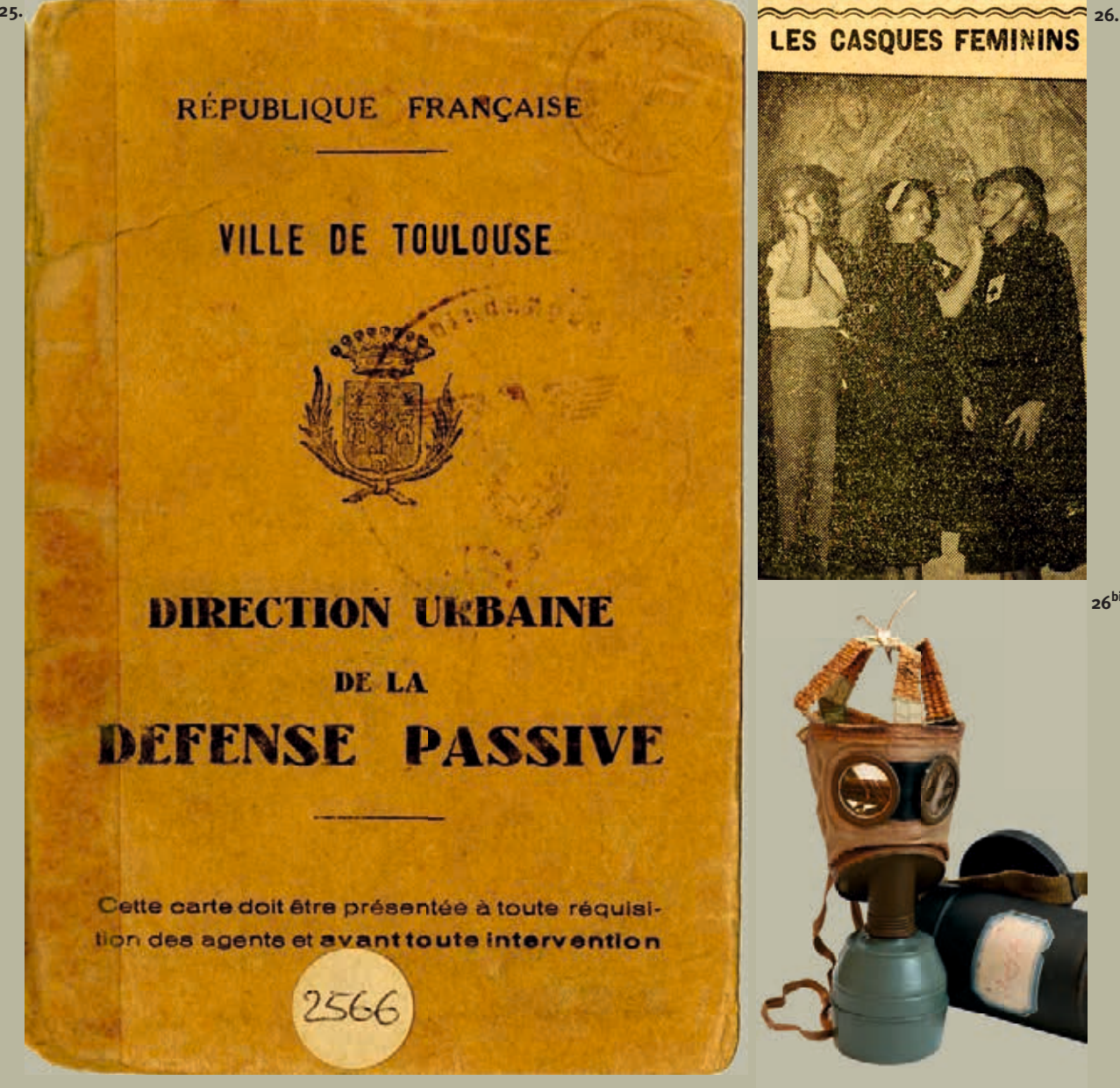


24.

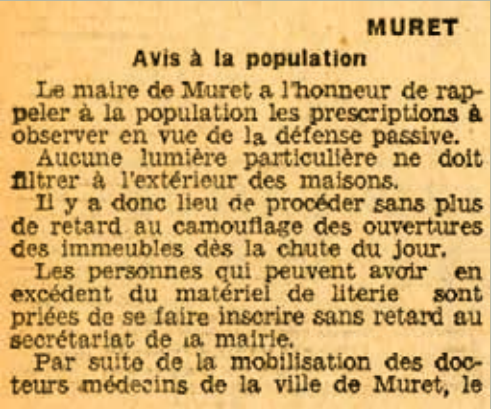


LA DÉFENSE PASSIVE

Cette institution, gérée par le Ministère de la Guerre, réquisitionne des civils pour préparer la population aux mesures de protection et les faire appliquer. En cas d'alerte au bombardement, les requis font des rondes, vérifient que les habitants ont éteint leurs lumières ou sont descendus aux abris. Ils distribuent les masques à gaz, donnés en priorité dans les écoles et les industries indispensables à l'effort de guerre. Ces requis déblaient aussi les décombres, recensent les caves (pour les abris), creusent des tranchées et contrôlent les phares des voitures qui doivent être atténués par des caches de feutre. Pourtant l'État-major ne peut ignorer qu'il est techniquement impossible pour les Allemands de bombarder Toulouse.



25. Carte d'un civil requis pour la Défense passive à Toulouse.
26. « L'Union des Femmes de France essaie des casques que d'anciens poilus leur envoient et qui peuvent leur être utiles dans la Défense passive. »
La Dépêche du 2 septembre 1939.
- 26bis. Masque à gaz et son étui.
27. Article publié dans *La Dépêche* du 3 septembre 1939.
28. Affichette pour la répartition des abris par rue.
29. Prescriptions relatives à la distribution, la conservation, l'entretien, la représentation et le port des masques distribués à la population civile.
30. Dessin publié dans le journal satirique *Marius*.
31. Les tranchées creusées dans les rues de Muret n'ont finalement servi qu'à amuser les enfants de la commune. Fonds Brouquisse. Archives municipales de Muret.



LES SOLDATS AU FRONT

Inactivité, attente, ennui, etc. Tel est le quotidien des soldats français sur le front. Au début, la seconde guerre mondiale prend une tournure surprenante. Arrivés sur le front à l'automne 1939, les soldats français se voient contraints d'attendre. Pas de combat, pas d'attaque des nazis pour l'instant... On finit presque par se dire que cette guerre n'aura pas lieu. C'est la « drôle de guerre », la guerre sans la guerre. Avant d'en découdre, les soldats s'occupent comme ils peuvent, notamment en effectuant quelques travaux de bûcheronnage... ou en faisant payer la visite de la ligne de front ! Les soldats et leur confort occupent les esprits. À l'arrière, les publicitaires s'en donnent à cœur joie. Dans les journaux, les encadrés se multiplient pour promouvoir une foule de produits censés améliorer le quotidien du soldat.



32. Photographie Hall-La Dépêche.
33. Publicité publiée dans La Dépêche du 20 décembre 1939.
34. Publicité publiée dans La Dépêche du 9 novembre 1939.
35. Publicité publiée dans La Dépêche du 21 décembre 1939.
36. Publicité publiée dans La Dépêche du 23 décembre 1939.
37. Publicité publiée dans La Dépêche du 22 décembre 1939.
38. « Sur le front l'heure du pinard ». Photographie Hall-La Dépêche.
39 et 40. Pour tuer le temps, les vedettes de l'époque - Joséphine Baker et Maurice Chevalier - viennent divertir les soldats. Maurice Chevalier remporte un important succès auprès des garnisons avec sa chanson Ça fait d'excellents Français ! Ses paroles ont d'ailleurs un arrière goût de pacifisme : les Français, au front malgré eux, se seraient bien passés d'une nouvelle guerre. Photographie Hall-La Dépêche. Paris-Soir du 14 novembre 1939.



« Les visiteurs désirant contempler la rive allemande par dessus les sacs à terre sont priés de verser une taxe de une cigarette. »

PERDRE LA GUERRE

La France balayée

10 mai 1940. Les Allemands attaquent. L'invasion a lieu par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, et non sur la Ligne Maginot au Nord-Est comme l'État-major français l'envisageait. Si la surprise de l'armée française est totale, elle traduit toutefois son incapacité à anticiper le danger représenté par l'ennemi. En effet, lors des deux derniers conflits qui ont opposé ces deux pays, en 1870 et 1914, les Allemands sont à chaque fois passés par la Belgique et le Nord de la France.

La « guerre éclair ». Cette *Blitzkrieg* menée par les nazis grâce à la combinaison de leur aviation et de leurs blindés regroupés en grosses unités, anéantit la France en seulement six semaines. À quelques exceptions près, et malgré le courage de ses soldats, l'armée française est incapable de s'opposer à la *Wehrmacht*, supérieure en hommes et en armes, mais surtout en tactique et stratégie. Le 14 juin 1940, les nazis entrent déjà dans Paris.

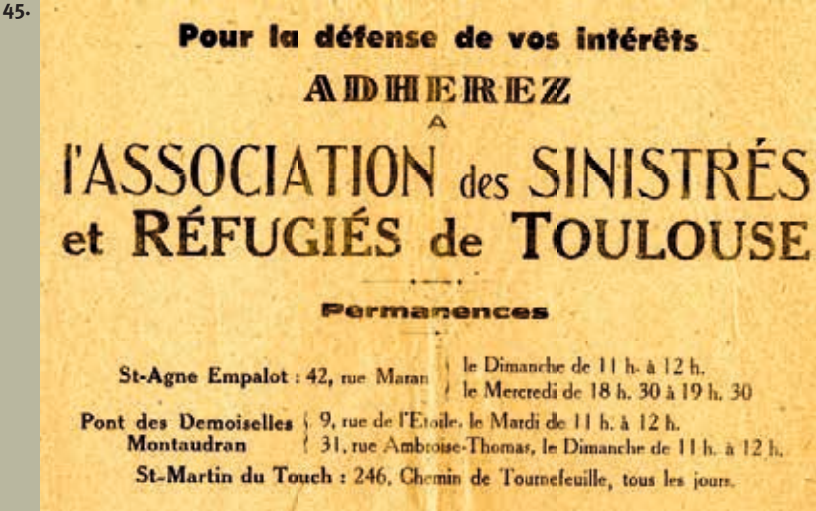
« En un mot, [c'est] parce que nos chefs, au milieu de beaucoup de contradictions, ont prétendu avant tout renouveler, en 1940, la guerre de 1914-1918. Les Allemands faisaient celle de 1940. »
Marc Bloch, *L'étrange défaite* (1940).

L'effondrement d'un pays. Au-delà de la faillite militaire, c'est l'ensemble des pouvoirs français qui s'écroule. Le gouvernement quitte Paris pour Tours puis Bordeaux ; certains préfets abandonnent leurs postes laissant derrière eux une population livrée à elle-même. Le pays est plongé dans le chaos le plus total face à la faiblesse des dirigeants et la démission des élites. Près de 40 millions de Français sont livrés à eux-mêmes, ignorant ce qui se passe réellement.

L'exode. Face à l'avancée très rapide des nazis, les populations belge et du Nord de la France paniquent et fuient vers le Sud. Les pires rumeurs de viols, de pillages et de brutalités circulent autour de la *Wehrmacht*, aggravées par les fantasmes issus de la dernière guerre. Entre 5 et 6 millions d'hommes, de femmes et d'enfants se jettent sur les routes, à pied, à vélo, en charrette et plus rarement en voiture. Cet immense exode est un phénomène sans précédent, où des Français deviennent des réfugiés dans leur propre pays.

Accueillir, soigner, héberger

Le Sud-Ouest comme refuge. Toulouse et la Haute-Garonne ont toujours été des zones d'accueil grâce à une situation géographique favorable (proximité avec l'Espagne, l'océan Atlantique et la mer Méditerranée). De manière générale, les grandes villes attirent pour leurs commodités (hôtels, télécommunications, ravitaillement...) Dès la fin de l'année 1939, la IIIe République prévoit la répartition de possibles réfugiés dans les communes du Sud de la France. Ainsi, Toulouse accueille avant



42. Paris-Soir du 12 juin 1940.

43. La « guerre éclair » bat son plein. Les Allemands avancent. *La Dépêche* du 16 mai 1940.

44. Pour retrouver un parent, signaler une nouvelle adresse, informer de sa présence sur Toulouse, certains réfugiés passent par les colonnes des quotidiens locaux moyennant 5 francs la ligne. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* du 11 juin 1940.

45. Affichette pour l'adhésion à l'Association des sinistrés et réfugiés de Toulouse.

46. Formulaire de demande d'allocation de réfugiés.



même l'exode de mai-juin 1940 un nombre très important de personnes repliées en début de conflit (enfants, ouvriers, professeurs, étudiants, etc.)

Toulouse face à l'exode. Aucun préparatif n'a cependant devancé un tel déferlement de réfugiés. Dès le 15 mai 1940, les premiers Belges arrivent en gare Matabiau à Toulouse. Quatre convois se succèdent dans la nuit, puis cinq autres le 16 mai. Ensuite, ce sont des réfugiés français qui affluent jusqu'en juin, pour qui Toulouse est le point final de leur fuite. Une vaste pagaille s'installe dans les rues de la ville avec un flot spectaculaire de gens déboussolés qu'il faut prendre en charge. Fin mai 1940, les Toulousains sont 260 000 ; un mois plus tard, le chiffre grimpe à près de 500 000 habitants. Le désordre règne dans la ville. Scène incroyable pour l'époque : Toulouse connaît ses premiers embouteillages !

Pénurie et surpeuplement. Voilà les deux problèmes majeurs auxquels sont confrontés les pouvoirs publics toulousains. Très vite, les hôtels sont surchargés, les établissements scolaires se transforment en dortoirs ainsi que les cinémas, les théâtres et les stades. Ce qui n'empêche pas certaines personnes sans solution de logement de dormir dans la rue. Les difficultés de ravitaillement commencent et le prix des denrées explose. À partir du 25 mai 1940, les boucheries sont, par exemple, fermées trois jours par semaine.

Les Toulousains face à la guerre. Incontestablement, cet exode est le premier choc pour la population locale. Cette fois, la guerre est bien là et la touche de plein fouet. Les combats se déroulent au Nord de la France, et le département ne vit pas « dans » la guerre. Voilà pourquoi cet exode ramène durement les Haut-Garonnais à la réalité. Nombreux sont les habitants qui se mobilisent pour aider les sans-abris, les loger, les nourrir. Au-delà de cette solidarité, ce sont les récits des évacués qui marquent les esprits. Cet exode a été pour eux une véritable épreuve : le départ précipité de chez soi, la peur des mitraillages de l'aviation allemande, les morts dans les fossés, les voitures abandonnées sur le bas-côté, les enfants perdus dans la foule, les familles séparées et la chaleur écrasante du soleil de juin.

Accepter la défaite

17 juin 1940. Le maréchal Pétain, appelé depuis quelques jours au pouvoir par le président Lebrun, annonce son intention de demander l'armistice aux Allemands. Il est signé le 22 juin 1940 à Rethondes. La France est vaincue.

Deux zones. C'est une des conséquences de l'armistice, sûrement la plus marquante à l'époque. La France est divisée en deux zones. Au Nord et sur la façade atlantique, la zone occupée est contrôlée par les nazis ; au Sud, la zone non occupée est dirigée par le maréchal Pétain qui installe son gouvernement à Vichy. Une ligne de démarcation, véritable frontière, sépare en deux le territoire.



47. La Dépêche du mercredi 26 juin 1940.

Réactions locales. Comme pour beaucoup de Français, soulagement et résignation dominant. Nombreux sont ceux qui voient l’armistice comme la fin d’un cauchemar. On a l’espoir de reprendre sa vie comme si de rien n’était. Peu d’entre eux mesurent l’ampleur du désastre et tous s’en remettent à l’homme providentiel qu’est devenu le maréchal Pétain, héros de la première guerre mondiale. De plus, il offre à la population ce qu’elle attendait : la paix. La presse toulousaine se rallie immédiatement à son action :

« L’illustre soldat, chef du gouvernement, parlant à la radio, nous montre comment nous avons succombé, ce qu’il nous en coûte moralement et matériellement et la tâche qui nous attend, au bout de laquelle [se trouve] l’espérance. »
La Dépêche du 26 juin 1940.

Toulouse non occupée. Le département est en zone sud. La Haute-Garonne n’est donc pas occupée par l’armée allemande. Cet aspect a une grande importance : quand les Français du Nord doivent apprendre à subir, dès le début, l’ordre nazi, ceux du Sud sont - provisoirement - préservés de ce traumatisme. Dans les premières semaines, le courrier ne circule pas entre les deux zones et aucun franchissement de la ligne n’est autorisé. Des familles entières se trouvent séparées, privées de nouvelles de leurs proches. Par la suite, si ces mesures s’assouplissent un peu, il reste très difficile de se voir sauf à obtenir, rarement, un *Ausweis* (laissez-passer). Délicat aussi de communiquer : les correspondances sont contrôlées, lues, filtrées. Jusqu’en mai 1941, le trafic des marchandises, les échanges et les transferts de fonds sont suspendus.

48.

Après avoir complété cette carte strictement réservée à la correspondance d'ordre familial, biffer les indications inutiles. — Ne rien écrire en dehors des lignes.
ATTENTION. — Toute carte dont le libellé ne sera pas uniquement d'ordre familial ne sera pas acheminée et sera probablement détruite.

Angoulême le 25-2-1941

Toujours en bonne santé ~~fatigué.~~
légèrement, gravement malade, blessé.
~~tué~~ ~~prisonnier.~~
~~décédé~~ ~~sans nouvelles.~~
~~de~~ La famille va bien.
~~besoin de provisions~~ ~~d'argent.~~
~~nouvelles, bagages.~~ ~~est de retour à~~
~~travaille à~~ ~~va entrer~~
~~à l'école de~~ ~~a été reçu~~

Je suis allé à Bordeaux le dimanche
et j'y ai vu Sally qui ramène ses sœurs chez lui. Il m'a rien de
nouveau à signaler vous concernant. Pas nouvelles de Ginette & Magali. Baisins

Affectueuses pensées. Baisers.
Signature,
Jung

48^{bis}.

FRANCE
PRIX DE VENTE
2,90
CARTE POSTALE

EXPÉDITEUR
Georges RAPHAËL
Chirurgien-Dentiste
Angoulême

DESTINATAIRE
Mademoiselle F. Wahl
chez Madame Bladviel
59 Rue de la Colombette
Toulouse
H. L.

48 et 48^{bis}. Carte interzone envoyée depuis Angoulême (zone occupée) à Toulouse (zone non occupée). On remarque qu’il n’est pas possible d’écrire ce que l’on veut. L’expéditeur doit remplir les cases et barrer les mentions inutiles.

49. Franchir la ligne de démarcation n’est possible qu’avec un laissez-passer délivré par les nazis. Il faut évidemment motiver son « voyage » en zone non occupée. Tous les déplacements sont contrôlés et limités dans leur durée.

49.

Durchlasschein West Nr. 09594
Laissez-Passer Ouest N°
Demarkationslinie P. A.

Anouilh, Geneviève, Elise
(Née le 10.12.1900, Saint-Denis, Seine)

ausgestellt von Pol. St. Brieuc in der Zeit
delivré par le 10. April 1941 bis zum 25. April 1941
à partir du 10. April 1941 jusqu'au 25. April 1941

ist berechtigt, unter Vorlage des Passiers, das Gebiet zu durchqueren
est autorisé, en présentant le passeport, à franchir la zone occupée
Eichengüterverkehr — der Kennkarte! —

Haupt-
über die amtlich angelegten Übergangsstellen
à franchir les frontières par les passages officiels

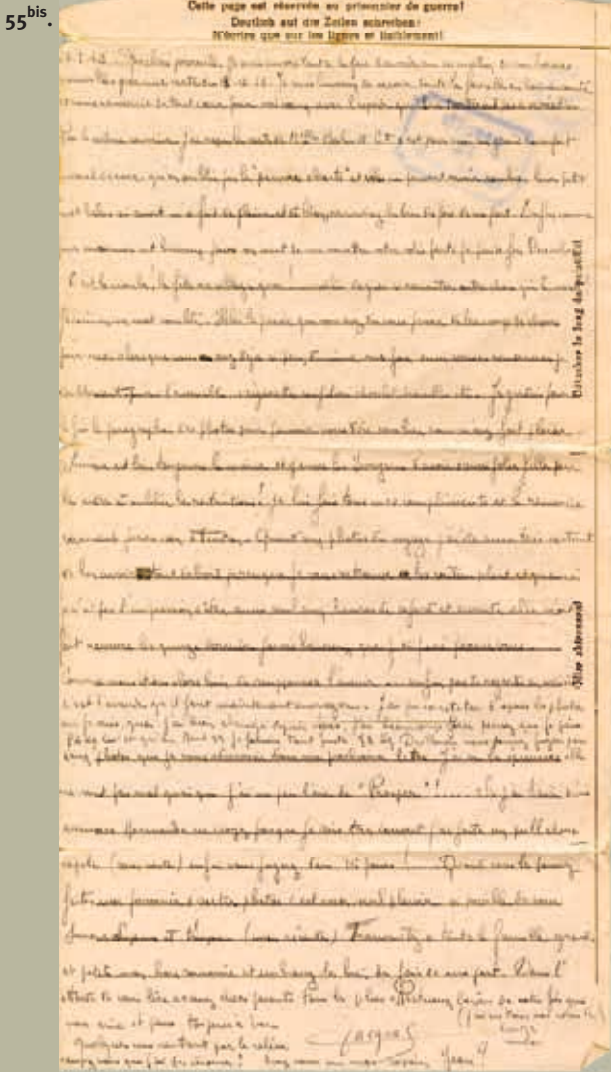
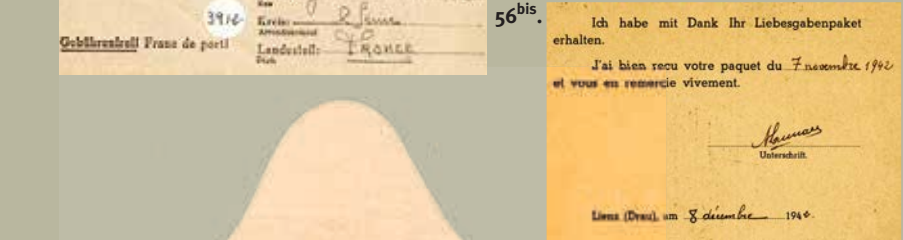
von St. Brieuc
de
nach Toulouse
zu reisen

Angers, den 3. April 1941
Der Generalquartiermeister
A. H.

Leutnant

LES PRISONNIERS DE GUERRE

Lors des combats de juin 1940, près de 59 000 soldats sont morts et plus de 1 800 000 sont faits prisonniers de guerre. Ils partent en Allemagne, détenus dans des *stalags* (pour les soldats) et des *oflags* (pour les officiers). Leur statut de prisonnier de guerre les protège et, pour la plupart, ces soldats ne vivent pas dans de trop mauvaises conditions malgré le mal du pays, la pénurie et le manque de la famille. Les activités sportives et culturelles leur sont autorisées. Les familles sont séparées, pour certaines jusqu'en 1945. Les lettres et colis sont les seules façons d'avoir des nouvelles, de garder le contact. Dans ces lettres, les soldats ont un souci majeur : le ravitaillement. Ils demandent à leurs femmes ou à leurs mères, de leur envoyer des cigarettes, des vêtements, etc. Il n'est pas toujours simple de les satisfaire : on manque de tout en France. De nombreuses manifestations (collectes de fonds, de vêtements) s'organisent partout pour soulager les absents.



50. Photographie de prisonniers de guerre dans un stalag, un dimanche.

51. Des prisonniers de guerre s'apprêtent à assister à une représentation théâtrale.

52. Centre d'Entraide Oflag II B n°2.

53. L'UNIR n°19-20 de août-septembre 1943.

54. La presse dans les camps de prisonniers de guerre est très développée. De nombreux titres apparaissent comme Le Trait d'Union (n°275 jeudi 18 mars 1943).

55 et 55^{bis}. Les prisonniers de guerre devaient utiliser ce format très particulier de lettre pour écrire à leur famille. Ce modèle pliable ne nécessitait pas d'enveloppe.

56 et 56^{bis}. Carte postale spéciale pour les prisonniers de guerre. Celle-ci a été envoyée par un officier français à des Toulousains pour les remercier de l'envoi d'un colis. On remarque la traduction en allemand et l'impossibilité d'écrire ce que l'on veut.

57. Programme écrit à la main par un prisonnier de guerre pour une manifestation sportive organisée au sein du stalag.

58. Le tri des colis pour les prisonniers de guerre.



L’AFFICHE « SILENCE, L’ENNEMI GUETTE VOS CONFIDENCES »

FICHE D’IDENTITÉ DU DOCUMENT

Nature : Affiche éditée par le gouvernement français de la III^e République. Fac-similé conservé au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Date : Février 1940.

Format : 59 cm x 38,5 cm.

Numéro d’inventaire : 2905.

Présentation.

Réalisée par Paul Colin (1892-1985), affichiste et décorateur français, cette affiche est composée d’un fond bleu aux nuances noires, les lettres du texte sont blanches et les personnages de même couleur sauf la silhouette que l’on devine en arrière-plan qui est sombre. Un militaire (que l’on reconnaît grâce à son uniforme et notamment son calot sur la tête) et un homme en civil sont représentés. Le premier parle à l’oreille du second, comme s’il lui faisait des confidences. Dans l’ombre, on comprend que le troisième personnage est un espion qui écoute la conversation entre le soldat et le civil. Le dessin central est compris entre les deux parties du slogan : en haut, le mot « *SILENCE* » apparaît en grosses lettres comme un ordre ; en bas, dans la phrase « *l’ennemi... guette vos confidences* », le mot « ennemi » est le plus important. Sur l’affiche originale, on pouvait deviner en bas à gauche l’inscription à l’encre noire « *visé par la censure* ».

Contexte.

En février 1940, c’est la « drôle de guerre ». Le gouvernement lance une campagne de sensibilisation auprès de l’opinion par voie de presse, de tracts et d’affiches sur les éventuels indics ennemis qui s’infiltreraient parmi la population. On maintient les Français en alerte en diabolisant ces espions qui récoltent des informations et sapent le moral des gens. La population est lassée de cette « drôle de guerre » et sa mobilisation s’étiole de jour en jour. Les autorités redoutent donc qu’avec ce relâchement, des paroles soient prononcées un peu légèrement. Le slogan de l’affiche de Paul Colin traduit cette inquiétude « *Silence l’ennemi guette vos confidences* ». À travers cette affiche, le gouvernement avertit également la population sur le danger que représente la cinquième colonne, véritable mythe à cette époque, selon lequel des Français, partisans de l’Allemagne nazie, ou des Allemands réfugiés en France, travailleraient dans l’ombre à la victoire de l’ennemi en minant le pays de l’intérieur. Le climat d’espionnage que connaît la France pendant la « drôle de guerre » est donc favorable au développement d’un tel mythe et de telles rumeurs, et contribue à rendre suspects des catégories de personnes qui peuvent être victimes d’arrestations et d’internement arbitraires.

Pour aller plus loin.

L’expression « la cinquième colonne », encore utilisée parfois de nos jours, est à l’époque connue et comprise de tous. La cinquième colonne, ce sont les « ennemis de l’intérieur », ceux qui sont déjà parmi nous et qui veulent aider ceux qui nous combattent depuis l’extérieur. Son origine remonte à un entretien qu’un chef franquiste, le général Mola, a accordé à des journalistes au moment de la première bataille de Madrid en 1936. Quatre colonnes d’insurgés se dirigeaient alors vers la capitale républicaine espagnole. À la question de savoir laquelle de ces colonnes serait la première à prendre la ville, Mola déclara aux journalistes que ce serait en réalité une cinquième (la « quinta columna »), encore invisible mais déjà sur place à Madrid, composée des partisans franquistes qui le ferait. La bataille de Madrid en 1936 fut en fait perdue par les franquistes (grâce notamment aux premiers éléments des brigades internationales), et Madrid ne tomba qu’à la fin du mois de mars 1939.

59.



LE MARÉCHAL DANS LES VIES

« Un ordre nouveau commence [...]. C'est un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. »

Discours radiodiffusé du maréchal Pétain, le 25 juin 1940.

Page Suivante. Livre de propagande sur la vie du maréchal Pétain à destination des petits Français.



CONTRÔLER

Une dictature française

10 juillet 1940. Le Parlement de la III^e République est convoqué dans le théâtre du grand Casino de Vichy, nouvelle capitale de la France vaincue. À l'ordre du jour, le vote d'un texte qui prévoit d'accorder les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, à effet pour lui de « *promulguer une nouvelle Constitution* ». 569 parlementaires abandonnent la République et votent les pleins pouvoirs, seuls 80 s'y opposent et 20 s'abstiennent. Légalement, ce jour-là, la France bascule dans la dictature.

Vincent Auriol. Originaire de Revel, ce militant socialiste est élu en 1914 député de Muret. Tour à tour ministre des Finances et garde des Sceaux sous le Front Populaire, Auriol est le seul des sept parlementaires de Haute-Garonne à s'opposer à la mort du régime républicain, au maréchal Pétain et à voter contre les pleins pouvoirs. Par la suite, il est suspendu de ses fonctions de maire de Muret, puis arrêté et incarcéré en septembre 1940. Relâché par la suite, il n'en reste pas moins sous surveillance policière.

Le régime de Vichy. En trois semaines, tous les symboles de la République sont supprimés. *La Marseillaise* est mise à l'écart et la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » est remplacée par « Travail, Famille, Patrie ». Toutes les libertés individuelles sont abolies : plus de droit de vote, ni de droit de grève, les partis politiques sont interdits comme les syndicats, les réunions, les manifestations et les journaux d'opposition. Tout contre-discours devient impensable face à l'idéologie de Vichy, et la liberté d'expression est abolie. Une censure très sévère se met rapidement en place. C'est donc la société dans son ensemble qui est contrôlée, encadrée par ce régime autoritaire et répressif. Ces mesures liberticides sont alors présentées à la population comme nécessaires afin de redresser le pays. La politique du Front Populaire et la III^e République sont, entre autres, désignées comme responsables du chaos que vit la France.

Vivre en dictature

L'épuration de la classe politique toulousaine. Au lendemain de la mise en place du régime de Vichy, le Conseil général de la Haute-Garonne est dissous, remplacé par des conseillers départementaux nommés et désignés par le gouvernement. Le maire de Toulouse, Gabriel Ellen-Prévot, espérant être maintenu dans ses fonctions, rédige un texte d'allégeance au maréchal Pétain. Il est soutenu dans cette démarche par l'ensemble des conseillers municipaux. Cette motion n'empêche pas son éviction en septembre 1940 et son remplacement par Maître Haon, bâtonnier des avocats, qui devient « Président de la Délégation spéciale pour la ville de Toulouse ». Les maires de Rieumes et de Salies-du-Salat sont également évincés. Le régime place ses pions partout en France pour mieux contrôler la population locale.

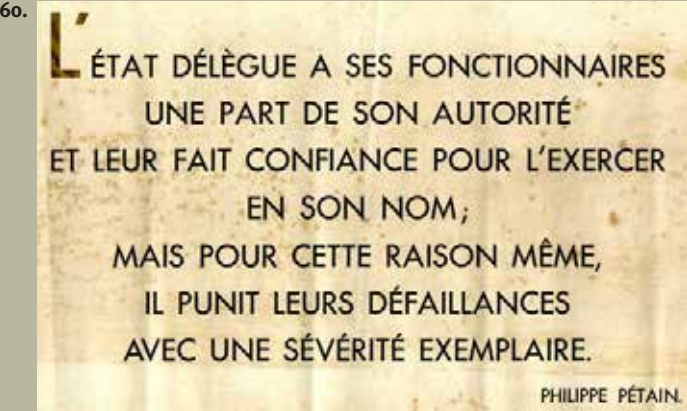
La mise sous tutelle des richesses. Le contrôle du régime de Vichy passe aussi, dès le début, par une mainmise sur la production industrielle. Tout le pays se plie aux conditions très dures imposées lors de l'armistice : la France doit payer un lourd tribut à l'Allemagne nazie et livrer une très large partie

60. Affiche éditée par le gouvernement de Vichy afin de promouvoir et légitimer les mesures liberticides prises à l'été 1940 comme la suppression des partis politiques, des syndicats, des associations.

61. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* du 11 juillet 1940.

62. Vincent Auriol à Revel à la Libération.

63. Le gouvernement place immédiatement ses fidèles partisans. Alors que le général De Gaulle est mis « d'office à la retraite », suite à son appel à la Résistance du 18 juin 1940, Cheneaux de Leyritz devient préfet de la Haute-Garonne. Un moyen de contrôler la population. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* du 25 juin 1940.



de sa production, dans tous les domaines. Les prélèvements économiques, agricoles et industriels se multiplient donc. En Haute-Garonne par exemple, le complexe industriel de BousSENS va en subir les conséquences. De la même façon, c'est toute l'industrie aéronautique qui est mise à la disposition des nazis. Les usines Bréguet et Dewoitine fabriquent des moteurs pour les avions allemands ; la Cartoucherie et la Poudrerie maintiennent également leur production, au profit bien sûr du *Reich*. Alors même que le département et le Sud de la France ne sont pas encore occupés, la pression nazie est déjà bien réelle.

La répression comme moyen de contrôle. Dans une dictature, l'opposition au régime est inconcevable. Elle impose par différents moyens ses idées et toute transgression est durement punie. La force et la violence sont des recours systématiques pour des régimes autoritaires. Le gouvernement de Vichy déploie une énergie considérable pour maintenir et imposer l'ordre. Il met en place un arsenal répressif impressionnant. État policier par excellence, Vichy développe les prisons mais surtout l'internement administratif, instauré dès la IIIe République. La zone non occupée se couvre de camps pour enfermer des opposants et autres indésirables sans aucun jugement, parfois même sans motif. La Haute-Garonne devient l'une des principales zones d'internement en France avec les camps de Noé et du Récébédou (Portet-sur-Garonne) qui ouvrent en février 1941. En parallèle, les forces de police sont renforcées avec la création en 1941 des G.M.R. (Groupes Mobiles de Réserve, ancêtre des C.R.S.) et la police nationale. La justice de Vichy croule également sous une multitude de nouveaux crimes et délits, augmentant considérablement les effectifs des prisons françaises bientôt surchargées. Des juridictions d'exception (tribunaux spéciaux et sections spéciales) complètent ce dispositif répressif à partir de 1942.

Entre attentisme et obéissance. Étonnamment, les changements politiques et la mise sous tutelle de la société à tous les niveaux ne paraissent pas avoir perturbé la population haut-garonnaise dans son ensemble. On peut cependant se demander pourquoi les Français acceptent de telles conditions de vie et de surveillance. En fait, en dehors de toute logique, beaucoup d'entre eux cherchent un « coupable idéal » à la défaite militaire, et acceptent le message qui désigne les chefs de la gauche républicaine et de la IIIe République comme seuls responsables de ce désastre, en lieu et place des chefs militaires (dont Pétain) qui n'avaient pas su préparer la guerre. La propagande de Vichy ne manque pas d'ailleurs de rejeter quotidiennement la faute sur la classe politique d'avant, et désigne de faciles boucs-émissaires. La défaite (et les conditions de cette défaite) a été un choc considérable pour les Français qui ne s'attendaient absolument pas à une telle débâcle. C'est ce qui explique largement l'attitude figée qu'adopte alors la population, comme prostrée face à l'ampleur du désastre. La confiance accordée au maréchal, héros de la première guerre mondiale, dont la popularité pendant l'entre-deux-guerres ne s'est jamais démentie, y participe aussi. L'espoir que les Français fondent dans le « vainqueur de Verdun » assure un soutien quasiment unanime au nouveau régime. Son image de père, cultivée par la propagande, rassure. Les Français se soudent autour de leur chef et il est inconcevable de contester ce qu'il dit. La fidélité domine alors.

64.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le conseil municipal de la commune de Rouffiac (Haute-Garonne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Rouffiac (Haute-Garonne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Laurens (Jacques) ; membres : MM. Delpech (Antonin), Pons (Cizaire).

Art. 3. — Le préfet de la Haute-Garonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 2 janvier 1942.

PIERRE PUCHEU.

65.

ETAT FRANÇAIS
PRÉFECTURE RÉGIONALE DE TOULOUSE

NOTRE
"sur l'emploi de "
"Secrétaire de Po-"
"lice des Polices "
"Régionales d'Etat"

INDICADON DE POLICE
DE TOULOUSE
14, Place Saint Etienne

CONDITIONS A REMPLIR - Les Secrétaires de Police sont recrutés au concours parmi les candidats civils ou parmi les inspecteurs de sûreté, les gardiens de la paix et agents spéciaux remplissant les conditions prévues à l'article 29.

1^{re}) Être de nationalité française à titre originaire et non juif, conformément à la législation en vigueur ;

2^o) N'appartenir à aucune société secrète visée par la loi ou avoir rompu toute attache avec elle.

3^o) Avoir satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée, sans exemption ni réforme.

4^o) Être âgé de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus à la date du concours ou de l'examen d'admission. Cette limite d'âge est reculée d'autant d'années que le candidat compte d'années de services civils ou militaires pouvant être décomptés dans la liquidation d'une pension de retraite de l'Etat ; elle est reculée en outre d'une année par enfant à charge ; Le bénéfice de ces dispositions ne s'applique pas cependant aux candidats ayant dépassé l'âge de quarante ans ; Toutefois, la limite d'âge des inspecteurs de sûreté, gardiens de la paix et agents spéciaux est reculée jusqu'à quarante ans. Les intéressés doivent faire l'objet de notes favorables. Nul ne peut se présenter plus de trois fois au concours.

5^o) N'avoir encouru aucune condamnation ;

6^o) Être de constitution robuste. Être reconnu indemne de toute affection tuberculeuse et apte à un service actif de jour et de nuit par un médecin assermenté, désigné par l'administration.

7^o) Posséder, avant recrutement, une acuité visuelle minimum de quinze dioptries pour les deux yeux. Le port des verres est admis, sauf pour les candidats aux emplois de gardiens de la paix, ainsi qu'il est stipulé à l'article 46 ;

8^o) Être agréé par le Préfet Régional ;

9^o) Adresser au Préfet Régional (secrétaire Administratif des services régionaux de police) une demande d'emploi sur timbre, précisant l'état civil complet, la situation de famille, les titres et diplômes universitaires, le domicile actuel et les résidences antérieures, la profession actuelle et celles précédemment exercées ; fournir ensuite toutes les pièces, documents, diplômes, attestations, certificats ou déclarations, qui sont demandés pour la constitution du dossier.

....

64. Le conseil municipal de Rouffiac en Haute-Garonne n'étant plus au goût des autorités, il est démis de ses fonctions et remplacé. *Journal Officiel* du 04 janvier 1942.

65. Note officielle de l'État français concernant les conditions d'accès au concours de la police nationale. On remarque dans les points 1 et 2 que les juifs ne peuvent se présenter ainsi que les franc-maçons. Pour Vichy, un représentant de l'État français ne saurait faire partie de « l'Anti-France »...

66. Le maréchal Pétain et Pierre Laval peu de temps avant le vote des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940. *L'Illustration* du 13 au 20 juillet 1940.



66.

EMBRIGADER

« Maréchal, nous voilà ! »

Pétain omniprésent. Le maréchal fédère la population autour de son image. Il incarne le sauveur qui a « *fait don de sa personne* » pour « *atténuer le malheur* » de la France. La propagande décuple l’attachement voire l’amour que les Français lui portent. Tous les objets du quotidien sont récupérés par la propagande. Drapeaux, bustes, affiches, assiettes décoratives, calendriers, plaques de rue, mouchoirs, baromètres... Le maréchal est partout, dans chaque étape de la vie, à chaque moment de la journée. La propagande cultive cette image de père, voire de grand-père du peuple, de celui dont la sagesse et l’honnêteté sont incontestables. Malgré son grand âge (84 ans en 1940), le maréchal est pourtant présenté comme un homme robuste, solide, imposant physiquement. C’est l’image d’un homme sur lequel on peut se reposer qui est mis en avant.

Les Toulousains acclament le maréchal. Dès sa prise de pouvoir, Philippe Pétain multiplie les déplacements en zone non occupée et se fait acclamer lors d’impressionnants bains de foule. Le maréchal vient à Toulouse deux fois : le 5 novembre 1940 puis le 14 juin 1942. Il est reçu dans la salle des Illustres au Capitole, puis à l’hôtel d’Assézat par l’Académie des Jeux Floraux. Il visite des écoles, assiste à une démonstration de labourage à l’école d’agriculture d’Ondes. Une exposition est également présentée à Toulouse fin 1942-début 1943 sur la vie et l’œuvre du maréchal. Le préfet délégué de la Haute-Garonne, Maurice Bézagu, relate dans son rapport d’opinion du 5 février 1943 que cette manifestation a été « *suivie avec beaucoup d’intérêt par le public. [...] Une nombreuse assistance a visité cette exposition* ».

La jeunesse française

Encadrer les Français de demain. L’embrigadement commence dès les premières années d’une vie. Pour assurer son avenir, une dictature doit former les plus jeunes à ses idées, afin qu’ils lui restent fidèles et dévoués. Le contrôle sur les enfants et la jeunesse est donc au cœur de la politique de « Révolution Nationale ». Aucun élève ne peut ignorer qui est le maréchal et la place qu’il occupe. Abécédaires, jeux de l’oie, revues et imagerie enfantines, figurines, bons points, cahiers de coloriage... Le maréchal a une emprise totale sur les plus jeunes à travers le moindre petit objet ou jouet. Vichy mise évidemment sur l’école comme lieu privilégié de sa politique d’embrigadement.

Les Chantiers de Jeunesse. L’État français crée des organisations maréchalistes pour toutes les tranches d’âges : les Compagnons de France (de 16 à 30 ans) ; la Légion des combattants qui regroupe des anciens combattants des deux guerres, etc. Toutes sont des lieux privilégiés d’expression des idées de la « Révolution Nationale ». Les manifestations et rassemblements qu’elles animent, vantent des vertus bien françaises. Pour la jeunesse du pays, deux groupements sont très présents en Haute-Garonne : les Chantiers de Jeunesse et son pendant pyrénéen, Jeunesse et Montagne. Ils concernent

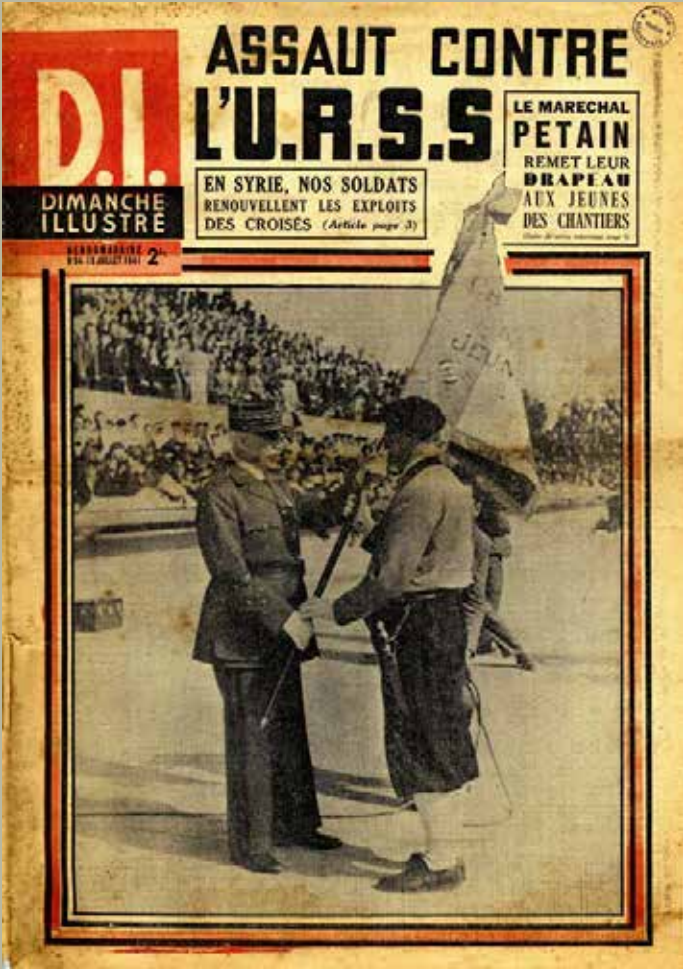
67.



68.



69.



67. Les Chantiers de Jeunesse. On reconnaît ces jeunes par leurs uniformes très caractéristiques composés d’un béret penché à droite, d’une chemise à poches, d’une cravate et d’un pantalon de golf.

68. Visite officielle du maréchal Pétain à Toulouse le 14 juin 1942.

69. « Le maréchal Pétain remet leur drapeau aux jeunes des Chantiers ». *Dimanche Illustré*, n°34, 13 juillet 1941.

70. Visite officielle du maréchal Pétain à Toulouse le 5 novembre 1940.



70.

tous les garçons de 20 ans, contraints de faire un stage de huit mois. Ces structures remplacent le service militaire, dans un pays qui se doit d’être démilitarisé selon les clauses de l’armistice. Comme dans les « Jeunesses Hitlériennes », on forme la jeune génération aux valeurs du régime. Ce sont essentiellement des travaux agricoles et de bûcheronnage qui sont réalisés par ces jeunes. Jeunesse et Montagne à Bagnères-de-Luchon approvisionne ainsi le département en bois de chauffage.

La « croisade de l’air pur ». Comme l’idéologie nazie, le régime de Vichy glorifie l’image d’un corps sain et pur. Le gouvernement organise des vacances à la campagne et à la montagne pour les petits citadins à travers des organisations comme le Secours National. Une occasion de développer au sein de la population l’idée d’une nation idéale physiquement, proche du stéréotype « aryen », et d’encadrer la jeunesse.

La « Fête de la Jeunesse ». Cette manifestation se déroule à Toulouse en octobre 1941 au stade des Sept Deniers. Près de trois cents sportifs sont réunis pour un grand défilé, des exhibitions et des épreuves. Rugbymen, footballeurs, ou autres athlètes de tout âge foulent la pelouse, en faisant le salut nazi devant la tribune officielle où sont présents le préfet Cheneaux de Leyritz, le maire Haon et Jean Borotra, commissaire général à l’Éducation Nationale et aux Sports. Ce type de manifestations, identique à celles organisées dans l’Allemagne nazie, contribue à promouvoir ce nouveau rapport au corps voulu par Vichy, entre santé, discipline, ordre et goût de l’effort.

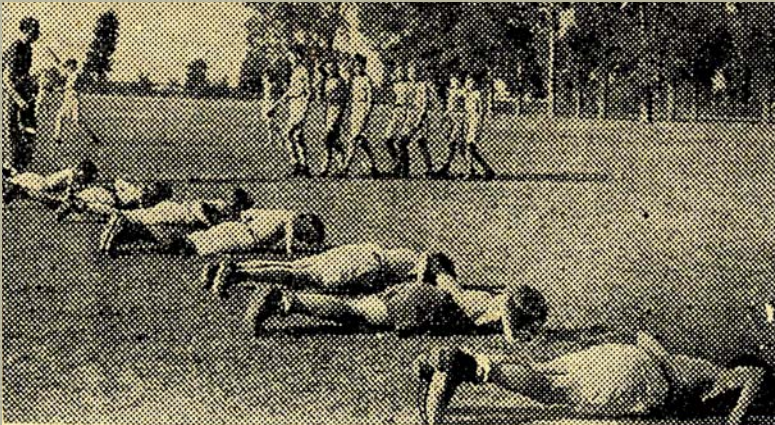
Travail, Famille, Patrie

La « Révolution Nationale ». Le maréchal met en place rapidement son programme idéologique intitulé la « Révolution Nationale ». C’est un mélange de retour à l’ordre moral et de restauration des valeurs conservatrices et réactionnaires. Elle doit conduire au « relèvement du pays » en s’appuyant sur trois piliers : « Travail, Famille, Patrie », nouvelle devise du gouvernement.

« La terre ne ment pas. » La propagande du régime de Vichy s’emploie donc à imposer les idées du maréchal. Le travail est ainsi présenté comme l’une des seules façons de redresser le pays. Le gouvernement n’a pas le choix : face aux destructions de la guerre, au pillage des nazis et aux difficultés de ravitaillement, l’État français ne peut que pousser les Français à travailler durement. La paix sociale en dépend. Mais ce n’est pourtant pas n’importe quelle forme d’activité qui est promue. Dans un pays très rural, les paysans sont au centre de toutes les attentions et le régime les érige en exemples. C’est un moyen de diffuser une image nostalgique et mythique de la France, celle de la terre, des anciens, attachée à ses racines... françaises évidemment.

Une certaine idée de la France. Si le travail incarne la France du moment, la Patrie fait référence à une France éternelle, d’hier. Aussi les personnages incontournables de l’Histoire du pays, comme Jeanne d’Arc, Napoléon, Louis XIV, sont glorifiés. Les programmes et manuels scolaires sont remaniés

71.



Un second exercice du programme d'éducation physique, à l'école de Croix-Daurade : la marche rapide à quatre pattes avec obstacles à surmonter. Ainsi travaillent les « gosses » qui acquièrent de cette façon le goût du sport, dans la joie et au grand air. (T. W. 3.450)

71. L'exercice physique érigé en style de vie pour des jeunes Français en bonne santé comme dans cet article consacré au sport à l'école de Croix-Daurade. *Paris Soir* du 26 octobre 1940.

72. La figure du paysan, incarnation du travail, est très souvent mise à l'honneur et valorisée par la propagande vichyste. Dans cet extrait d'une biographie du maréchal publiée à destination des enfants (*Il était une fois un maréchal de France*), Pétain est représenté comme très proche de cette France rurale.

73. Ce certificat atteste qu'un don a été fait par un particulier pour financer la « Croisade de l'air pur ». Fac-similé.

72.



autre chose, à servir leur nation natale, à respecter leurs parents, à servir leur pays et de leur inculquer ce triple amour : l'amour du travail, l'amour de la famille, l'amour de la Patrie.
« Le travail, disait-il sans cesse, est la ressource suprême de la Patrie. Il doit être sacré. »

Et il trouva un jour, pour mieux faire comprendre, encore sa pensée profonde, cette magnifique formule : « Tous les Français fiers de la France ; la France fière de chaque Français. »

Redisant les mêmes mots, reprenant les mêmes formules, il allait, de ville en ville, de bureau en bureau, s'arrêtant au passage avec un paysan en train d'ensemencer son champ, ou entrant dans une école au moment de la classe. Le paysan s'interrompait un moment de lancer son grain ; les enfants se levaient derrière leurs bancs. A l'ancien,

73.



CE CERTIFICAT SERA PRÉSENTÉ
AU MARÉCHAL DE FRANCE
CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Dans quelques jours le dossier passera sous votre main. Préparez votre obole et il vous ramènera des Bons de Solidarité en échange et reprendra ce certificat rempli par vous.

S. LA RESISTANCE - Reproduction fac-similé

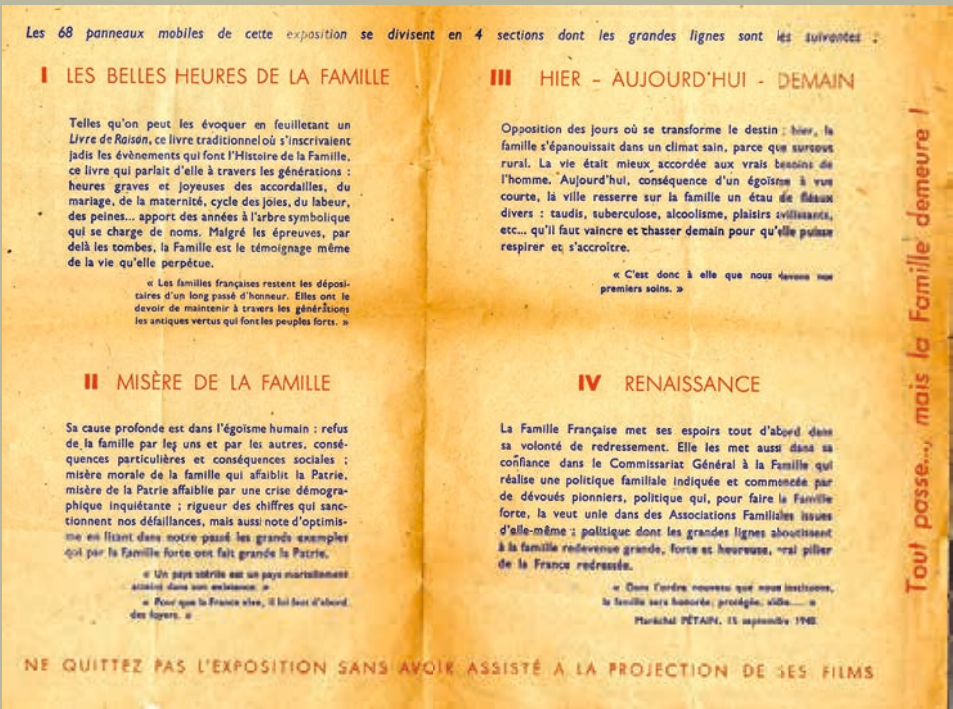
afin justement de les valoriser et de promouvoir la « Révolution Nationale ». C’est une Histoire officielle et donc réécrite qui s’impose. L’objectif est à la fois de fédérer la population autour de son territoire (afin de mieux faire oublier qu’il est coupé en deux), mais aussi d’asseoir une vision très restreinte du pays dans lequel seuls les « vrais » Français selon Vichy, peuvent se reconnaître.

La famille française. C’est le véritable socle de la société pour l’État français qui multiplie les mesures pour favoriser la démographie. La Fête des Mères devient un événement incontournable, le divorce est interdit (durant les trois premières années de mariage), les familles nombreuses avantagées à tous les niveaux et l’avortement est puni par la peine de mort. C’est donc un retour à la morale chrétienne, dont l’Église, écartée par la République, est la grande bénéficiaire. Le clergé français se montre, en effet, très majoritairement favorable au maréchal et à l’ensemble de sa politique. L’Église retrouve notamment un rôle important en matière de formation de la jeunesse, qu’elle peut endocliner à sa guise.

74.



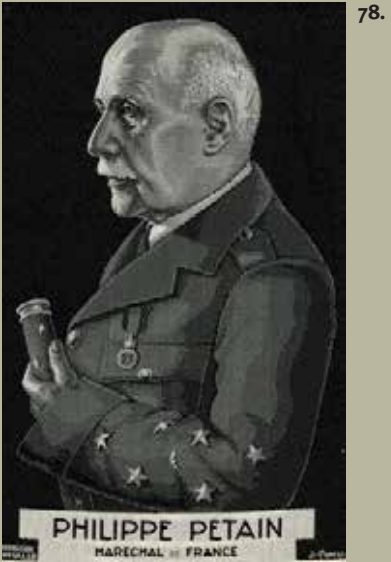
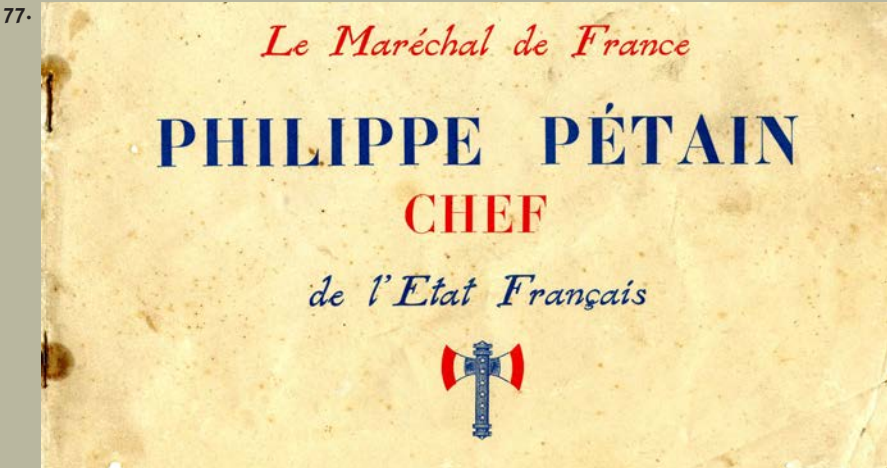
74^{bis}.



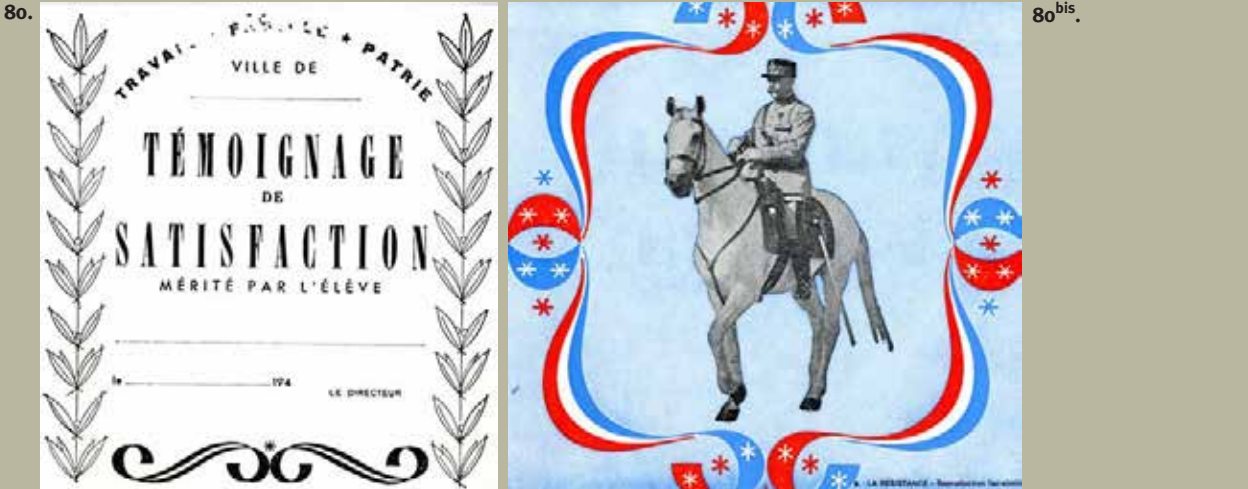
74 et 74^{bis}. Guide distribué dans le cadre de l'exposition ambulante *La famille française* organisée en 1943 par le Commissariat général à la Famille. Avec ce type de mise en scène, la propagande prend une dimension considérable.

LE MARÉCHAL TOUS AZIMUTS !

Dans la France de Vichy, le culte de la personnalité bat son plein autour du maréchal Pétain. Presque aucun objet n’y échappe. Des portraits officiels (tableaux, photographies, sculptures) inondent les lieux publics, les administrations... Mais c’est aussi dans l’intimité des Français que le maréchal s’immisce en devenant le héros incontournable des objets de leur quotidien.



75. Almanach de 1941. Fac-similé.
76. Timbre à l'effigie du maréchal Pétain.
- 77 et 77^{bis}. Une multitude de livres sur la vie et les idées du maréchal est publiée comme cette petite brochure.
78. Broderie sur Philippe Pétain. Le bâton de maréchal et les sept étoiles représentant son grade sont bien mis en valeur pour insister sur le prestige du personnage.
79. Assiette décorative à poser ou à accrocher à un mur. Encore une fois, Pétain est représenté de profil à la manière d'un empereur romain sur des pièces de monnaie. Dans les dictatures de l'époque, et celle de Vichy ne déroge pas à la règle, la référence à la Rome antique est très présente.
- 80 et 80^{bis}. Témoignage de satisfaction (bon point) offert en récompense aux élèves méritants. Fac-similé.
81. Partition de l'hymne *Maréchal nous voilà* chanté notamment tous les matins en début de classe par les écoliers français.
82. *Aux enfants de France*, petite brochure publiée à destination de la jeunesse du pays.



EXCLURE

La lutte contre l’« Anti-France »

Les ennemis de la France. Le régime de Vichy exclut toutes les personnes considérées comme des menaces pour le pays. Juifs, étrangers, communistes, Tsiganes, syndicalistes, francs-maçons, opposants politiques incarnent cette « Anti-France », sur lesquels la propagande s’acharne à longueur de temps. Présentés comme responsables de la défaite, ils deviennent des boucs émissaires à écarter de la société. Cela permet surtout de détourner l’attention de la population des réels problèmes et des véritables responsables du chaos français. Le maréchal Pétain, qui ne peut prétendre imposer son pouvoir en assumant ses erreurs, n’a de cesse de rejeter la faute sur ces minorités.

Les francs-maçons. Dès août 1940, les sociétés « secrètes » sont interdites. Une chasse aux sorcières est lancée : parmi les fonctionnaires, les exclusions se multiplient. Les loges maçonniques sont dissoutes. Le gouvernement présente les francs-maçons comme des comploteurs, des traîtres, à l’image des juifs.

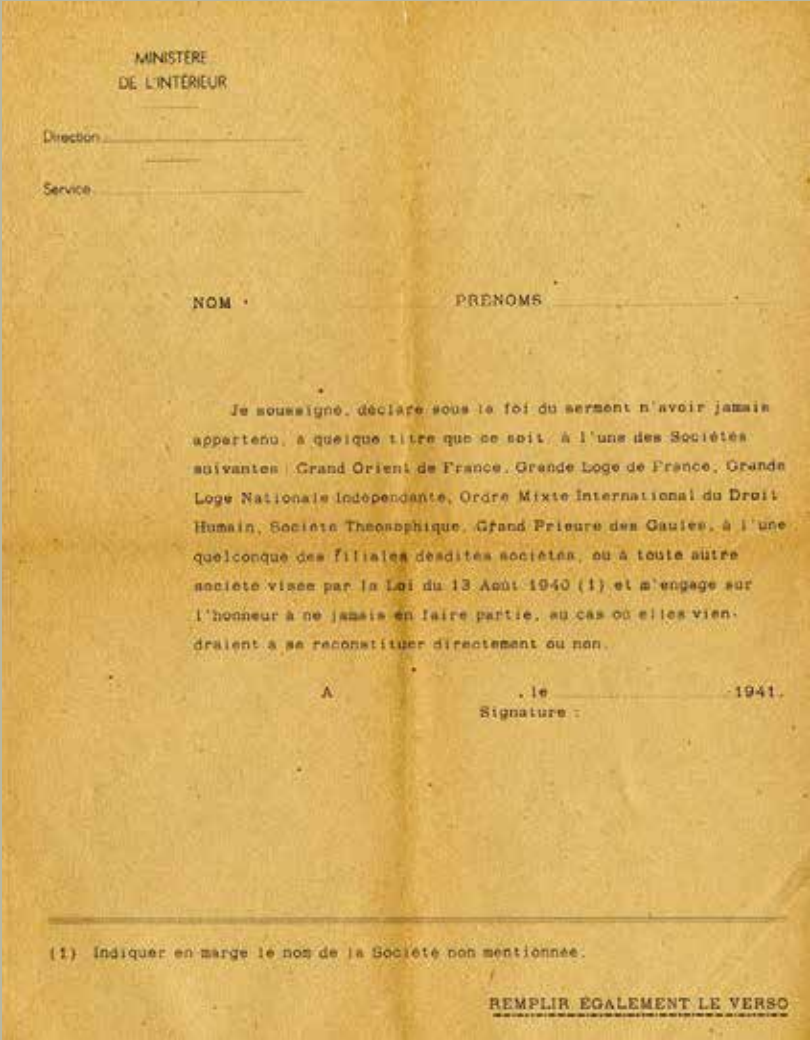
Les étrangers. Avoir un nom à consonance étrangère, parler avec un accent devient une véritable menace dans la France du maréchal. Le gouvernement de Vichy ne tarde pas à supprimer les naturalisations accordées dans l’entre-deux-guerres, à déposséder les Français nés de parents étrangers de la nationalité française les rendant ainsi apatrides et hors-la-loi. Le droit du sol, existant depuis la Révolution, est nié. Par essence, l’étranger est suspect aux yeux des autorités qui exploitent aussi une xénophobie déjà bien présente en France avant la défaite.

Les premiers résistants. Au lendemain de la défaite, une poignée d’hommes et de femmes ne peuvent supporter l’occupation nazie et la perte des libertés qu’impose le régime de Vichy. La Résistance naît de ce refus mais connaît des débuts difficiles et lents. Peu de moyens, peu d’effectifs... La répression contre ces opposants est pourtant, elle, immédiate. Le gouvernement du maréchal s’en prend dès 1940-1941 aux communistes et aux gaullistes. Puis son champ d’action s’élargit ; tout résistant est pourchassé, jugé et condamné à des peines de prison ou de travaux forcés. Les exécutions commencent toutefois très tôt en zone occupée sous la répression nazie.

L’antisémitisme français

Un volet incontournable de la « Révolution Nationale ». La communauté juive est la première visée par l’exclusion et cristallise haines et rancœurs. L’antisémitisme développé par l’État français s’appuie sur un fort sentiment anti-juif très présent depuis des décennies en France. L’idée d’un « complot juif » est soutenue par de nombreux intellectuels, philosophes, journalistes, politiques de tous bords, avec souvent une grande violence, dès la fin du 19e siècle. C’est donc sans difficulté que le gouvernement de Vichy accuse immédiatement les juifs d’avoir mené la France à sa perte. Très

83.



84.



85.

vite, des mesures se multiplient à leur rencontre, aggravant progressivement leur quotidien, affectant leurs biens, leurs libertés, leur dignité et enfin leur vie. C’est le Commissariat Général aux Questions Juives, créé en mars 1941, qui les met en œuvre.

Les lois. Dès l’automne 1940, l’État français met en place sa propre politique de persécutions anti-sémites. En septembre, tous les juifs doivent se faire recenser dans les mairies, les commissariats et les préfectures. Ils sont donc dénombrés et localisés dans un fichier détenu par la police. 57 textes (décrets, lois ou arrêtés) sont promulgués en l’espace d’un an, preuve de l’acharnement du gouvernement. Les juifs, au seul motif qu’ils sont nés juifs, se retrouvent privés de leurs droits civiques. La première loi, celle du 3 octobre 1940, définit dans l’article 1^{er} ce qu’est censé être un juif : « Est regardé comme juif [...] toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif ». La notion de « race », sur laquelle se base toute la propagande antisémite et qui se fonde pourtant sur un mensonge, est donc immédiatement introduite. Vichy se place dans le sillage d’Hitler et de son idéologie raciste. Cette loi interdit également aux juifs l’exercice de nombreux métiers (professions libérales, presse, armée, etc.), les exclut de la fonction publique. Elle est ensuite complétée par celle du 2 juin 1941. Sans pression des Allemands, Vichy exclut les Français juifs de la communauté nationale. Quand aux juifs étrangers, ils sont internés dans des camps, première étape avant d’être livrés aux nazis.

La spoliation. Par la loi du 22 juillet 1941, Vichy décrète « l’aryanisation des biens juifs ». Il s’agit ni plus ni moins du vol légal de tous les biens des juifs. Ils ne peuvent donc plus bénéficier des ressources de leurs entreprises, qui sont confiées à des « administrateurs provisoires » non juifs, « aryens ». Les juifs sont purement et simplement volés.

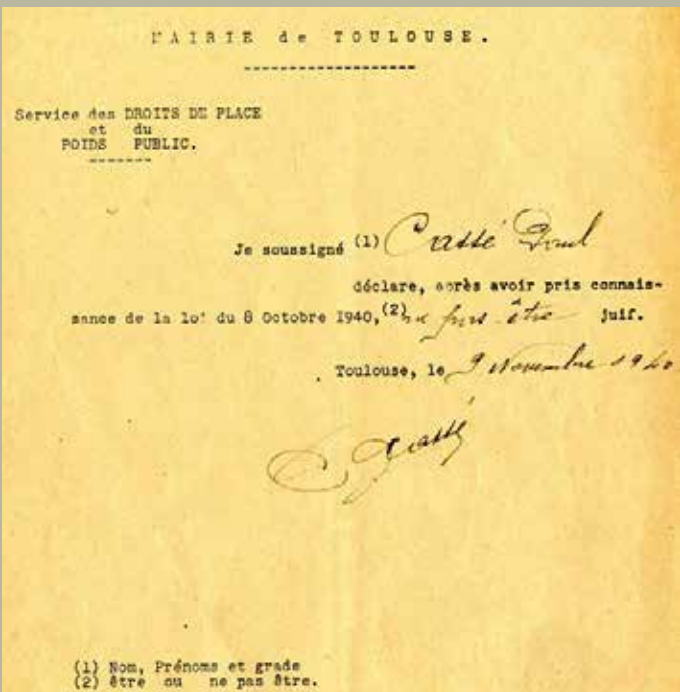
Les humiliations. Une multitude d’interdictions touche ces personnes, rendant leur quotidien infernal. Défense de déménager, de prendre les transports en commun, d’avoir une radio, de quitter son domicile de 20 heures à 6 heures du matin ; interdiction de fréquenter les magasins (sauf entre 15 heures et 16 heures) et autres lieux publics. Au printemps 1942, les enfants juifs sont exclus de l’école. La propagande antisémite s’introduit en classe : un manuel, *Le petit catéchisme antijuif*, est diffusé en 1942-1943 dans l’académie de Toulouse. Il est censé expliquer aux plus jeunes pourquoi les juifs sont mauvais. Certains professeurs, rares heureusement, conduisent aussi leurs élèves voir l’exposition *Le Juif et la France*, présentée rue du Taur à Toulouse, véritable appel à la haine antisémite.

Être juif à Toulouse. Avant la guerre, plus d’un millier de juifs vit à Toulouse. Cette population augmente fortement lors de l’exode. Face aux persécutions nazies en zone occupée, 6 à 7000 juifs trouvent refuge dans notre département. Ils pensent être à l’abri dans la France du maréchal. Leur situation se dégrade pourtant. À Toulouse, les tramways leur sont interdits ainsi que certaines rues (place du Capitole, rue du Taur...). Le Commissariat Général aux Questions Juives ouvre une direction régionale rue d’Alsace-Lorraine. Il gère les 284 entreprises et 33 immeubles « aryanisés » ainsi que les

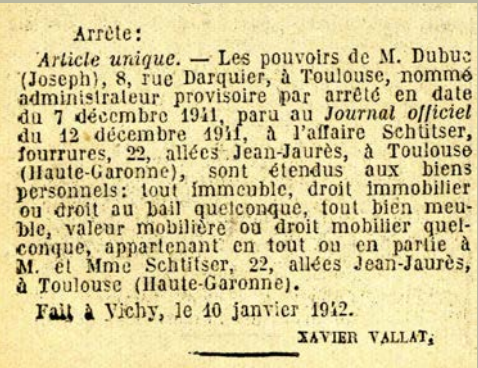
86.



88.



87.



86. Magazine hebdomadaire *Toute la vie* (octobre 1941) consacré à la franc-maçonnerie. Le but de cet organe de propagande pour le régime est de diaboliser les francs-maçons.

87. Un exemple d’aryanisation de biens juifs à Toulouse. *Journal Officiel* du 9 janvier 1942.

88. La mairie de Toulouse exige de ses agents qu’ils attestent de leur non-appartenance à la religion juive suite à la loi du 3 octobre 1940 qui prévoit l’exclusion des juifs de la fonction publique.

assignations à résidence. Certains juifs sont obligés de vivre dans des lieux ou des communes sans pouvoir en bouger (rue Paul Sabatier à Toulouse, ou à Luchon).

L'été 1942. Vichy franchit une nouvelle étape en arrêtant et déportant des juifs, que ce soit en zone occupée, ou en zone non occupée. On rafle en plein centre-ville de Toulouse le 26 août 1942 place Wilson. On interne des familles entières dans les camps de Noé et du Récébédou. Fin août-début septembre 1942, quatre convois de déportation partent depuis les gares de Portet-Saint-Simon et Longages-Noé par seule décision du gouvernement français. Par ces actes, le gouvernement de Vichy bascule totalement dans la collaboration avec l'ennemi, et bafoue toutes les règles d'humanité, sans la moindre contrainte de l'occupant : il n'y en a pas à ce moment... Le Sud de la France, cette zone prétendue « libre » par Vichy, est d'ailleurs la seule zone d'Europe d'où sont partis des convois de déportés « raciaux », alors même qu'il n'y avait aucun soldat allemand sur place. Face à cette politique de persécution, de nombreux Français restent passifs, indifférents, plus préoccupés par la pénurie. Beaucoup se sentent impuissants, sous-estiment ces mesures ou acceptent ce qui se passe par peur des représailles. Toutefois, certaines personnes aident ces persécutés en les hébergeant, en les cachant, en les avertissant d'une arrestation. Une partie infime de la population agit.

89.

N° RUBENSTEIN
Prénoms : Zyska
Surnoms et pseudonymes :
Né le 20 Avril 1921 à Łódź Pologne
Canton Łódź département Pologne
Fils de Jacek
et de Bronia Rubenstein
Profession : tailleur
Dernière résidence :
résidence act. 2, rue de la Doune
Papier d'identité :
Relations :
Services militaires :
Condamnations antérieures, leur nombre :
Cause et lieu de la détention antérieure :
Motif actuel, spécification du délit :
Renseignements divers.
contrôle au 14.3.43
2271
MUSEE
TULOUSE
RESISTANCE

89 et 89^{bis}. Fiche d'arrestation de Zyska Rubenstein établie par la police de Toulouse le 14 mars 1943. Cette jeune femme a été interpellée lors d'un contrôle d'identité sur la place du Capitole. Son crime : avoir marché en ce lieu, interdit aux juifs.

89^{bis}.



CARTES ET LAISSEZ-PASSER

Pendant la seconde guerre mondiale, une multitude de cartes apparaît. Le moindre statut, la moindre démarche, la moindre catégorie de personnes entraînent la création systématique de cartes. Dans cette France qui contrôle tout le monde, tout le temps, et d’autant plus par la suite sous l’occupation, il faut constamment prouver son identité, son droit de circuler, son droit pour ceci et pour cela... C’est une véritable mise en cartes de la société.

90.



93.



94.



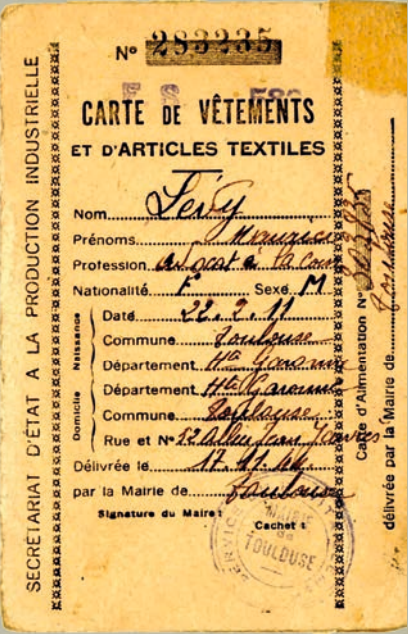
95.



95^{bis}.



96.



90. C’est sous le régime de Vichy que la carte d’identité devient obligatoire. Elle se compose de caractéristiques bien précises et étonnantes pour une simple carte d’identité. La présence de la photographie de profil et, sur certains documents, des empreintes digitales surprennent car elles rappellent les casiers judiciaires. Carte d’identité de Marie Lassère, cultivatrice à Cier-de-Rivière (Haute-Garonne).

91. Certificat de travail (1943).

92. La circulation et les déplacements font également l’objet de contrôle. Laissez-passer pour les vélocipèdes soumis à l’impôt.

93. En zone non occupée, Vichy décide de faire tamponner les cartes d’identité de la mention « JUIF » en rouge. Ces personnes sont donc marquées comme du bétail. En zone occupée, l’étoile jaune est imposée par les Allemands le 29 mai 1942 mais n’est pas utilisée dans le Sud de la France.

94. Permis de séjour pour les communes de Vichy, Cusset et Bellerive (1943). « Le titulaire de ce permis doit en être constamment porteur et devra le présenter à toute réquisition des autorités civiles et militaires ».

95 et 95^{bis}. Avec l’État français, les cartes d’identité ne sont plus françaises mais « de français ». Ce qui implique donc qu’il existe des cartes d’identité d’étrangers. L’exclusion passe également par les documents officiels et la mise en carte de la société favorise la ségrégation et la différenciation des catégories de population.

96. Des cartes sont indispensables pour tout : se chauffer, se nourrir et s’habiller. Les cartes d’alimentation et les tickets de rationnement, nécessaires pour le moindre achat, sont tous nominatifs.

LA PLAQUE DE RUE « AVENUE DU MARÉCHAL PÉTAIN »

FICHE D'IDENTITÉ DU DOCUMENT

Nature : Plaque de rue « Avenue du Maréchal Pétain ».

Date : Novembre 1940.

Format : 48 cm x 25 cm.

Numéro d'inventaire : 4197.

Présentation.

Cette avenue toulousaine commence à l'Arc de Triomphe (ou Monument aux morts) et se termine au Grand-Rond. Anciennement « Allées Alphonse Peyrat » depuis 1905, les Toulousains les connaissent aussi sous le nom des « allées Saint-Etienne ». L'initiative de l'apposition de cette plaque revient à l'Etat français, à la suite de sa visite officielle du maréchal Pétain à Toulouse le 5 novembre 1940. Sa mise en place est formalisée par déclaration de la Délégation Spéciale de Toulouse (qui remplace le conseil municipal), le 14 novembre 1940 : « *Le maréchal de France, chef de l'État Français, a fait à la ville de Toulouse l'honneur de réserver sa première visite officielle. La délégation spéciale est certaine d'être l'interprète de la population toulousaine qui a acclamé l'illustre soldat au cours des journées des 5 et 6 novembre, en donnant son nom à l'une des grandes artères de la cité [...]* »

Contexte.

À l'automne 1940, la popularité du maréchal est immense. Il entame une série de déplacements en zone non occupée, où il est acclamé en véritable héros. C'est à cette époque que se développe la propagande sur son image. Cet objet participe au culte de la personnalité autour du maréchal, et contribue au prestige du chef auprès de la population. Ce culte atteint un tel degré qu'un nombre impressionnant de places, rues etc. porte le nom du maréchal alors qu'il est plutôt de coutume en France d'attribuer des noms de rue à des personnes décédées pour honorer leur mémoire.

Pour aller plus loin.

À la Libération, cette plaque de rue est arrachée par les résistants. L'avenue est ensuite rebaptisée au nom de François Verdier, chef de la Résistance locale et tué par les nazis en janvier 1944. Son nom devient alors « allées Forain-François Verdier » qu'elle porte encore. Des résistants avaient déjà envisagé sous l'occupation, en février 1944, de rebaptiser cette avenue du nom de François Verdier après la découverte de son corps en forêt de Bouconne. Mais ils avaient renoncé afin de protéger Jeanne Verdier, sa femme, alors déportée en Allemagne.

97.

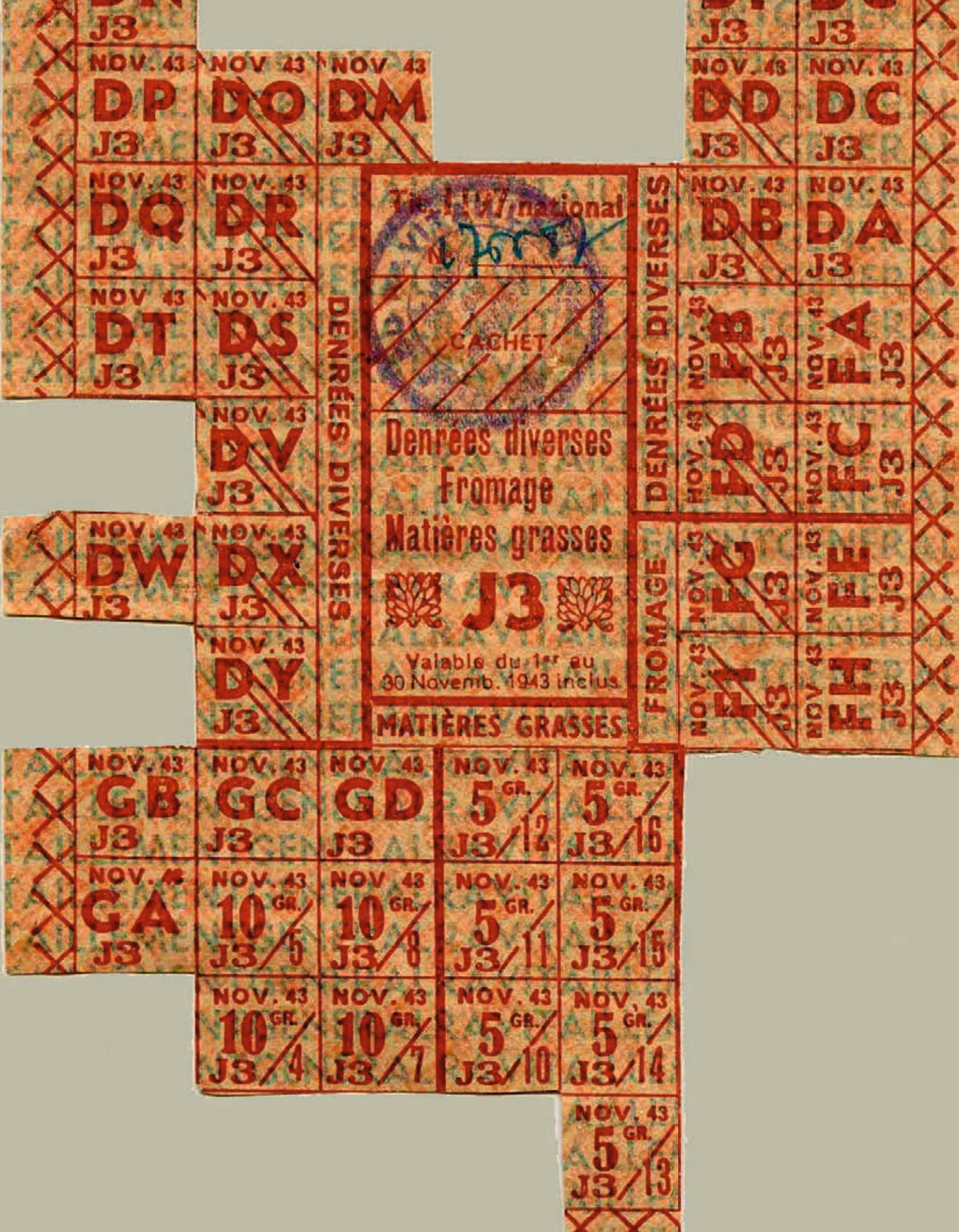


UN QUOTIDIEN À RÉINVENTER

« Inscrivez-vous aujourd’hui pour le beurre, demain il sera trop tard. »

La Dépêche du 12 octobre 1942, rubrique « Toulouse ravitaillement ».

Page suivante. Ticket de rationnement pour le mois de novembre 1943 sur les matières grasses, le fromage et autres denrées. Chaque carré à découper donne droit à une quantité précise de nourriture. Le code « J3 » désigne la catégorie de personnes qui peuvent utiliser ces tickets, dans ce cas les jeunes de 13 à 21 ans.



MANGER, SE CHAUFFER, S'HABILLER...

Le temps des tickets

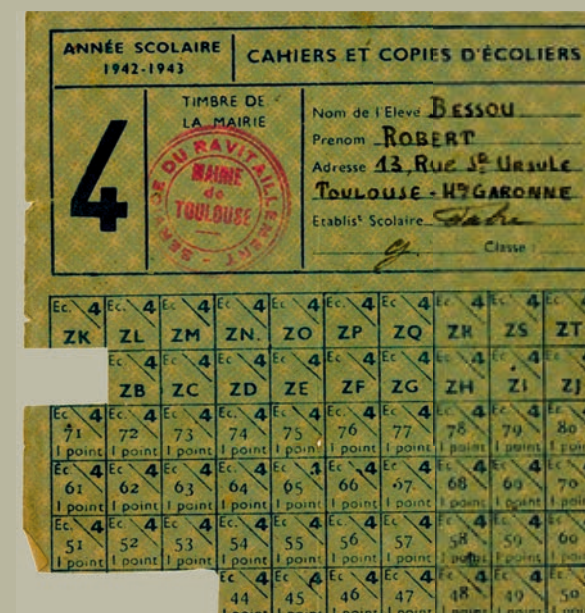
La pénurie. Dès 1940, avant même la défaite de la France, tous les produits du quotidien viennent à manquer dans le cadre de l'effort de guerre. Mais avec l'entrée en guerre et la défaite, la situation se dégrade très rapidement. L'armistice impose au pays de verser un lourd tribut en argent et en production à l'occupant nazi. C'est un véritable pillage économique qui s'organise. Une très grande partie de la production agricole et industrielle, de l'énergie et des transports est réquisitionnée. En punition, la France doit aussi verser la somme exorbitante de 300, puis 400 millions de francs par jour, officiellement pour participer à l'effort d'entretien des troupes allemandes d'occupation en France. À cela, s'ajoutent l'absence de main d'œuvre masculine, le blocus maritime des Britanniques, la suspension des échanges entre la zone occupée et la zone non occupée. Les Français doivent donc se contenter de ce qu'il reste. Difficile à accepter...

La course au ravitaillement. Les rayons des magasins, les étals des épiceries se vident. L'approvisionnement se fait très difficilement. Faire ses courses devient un véritable parcours du combattant. Il faut s'armer de patience et sillonner la ville pour trouver le précieux ravitaillement. Les rumeurs circulent sur la présence de tel ou tel produit, introuvable ailleurs ou depuis tant de temps, à telle ou telle épicerie. Sans raison, et souvent pour rien, des files d'attente se forment alors devant des rideaux baissés. Ailleurs, elles s'étirent sur les trottoirs pendant des heures, les ménagères veulent être les premières servies. Elles sont donc obligées d'anticiper l'ouverture des commerces et parfois même l'arrivée du livreur.

Organiser le ravitaillement. Face aux stocks limités, le rationnement s'impose pour répartir les produits entre les individus suivant les besoins supposés de chacun. Afin que la distribution des denrées soit autant que possible efficace et juste, des cartes d'alimentation et des tickets apparaissent pour organiser ce rationnement. Ces tickets sont attribués à l'ensemble de la population selon les âges, les statuts, etc. Ces coupons d'échange sont délivrés dans les mairies de la commune de résidence. Mais il existe des tickets pour absolument tout ! Rien n'échappe au rationnement : sucre, lait, pain, farine, viande, œufs, café, fromages, légumes, céréales, chocolat, vin, etc. Même les semences de jardinage, le tabac, le charbon et les vêtements sont rationnés. En 1942, les Français bénéficient d'à peine 180 grammes de viande par semaine, entre 100 et 350 grammes de pain par jour ; le lait n'est autorisé que pour les bébés, les enfants et les personnes âgées. Le confort quotidien est donc fortement atteint. D'autant plus que les ressources énergétiques s'amenuisent : sans gaz, difficile de cuisiner. Certains produits sont de qualité médiocre, d'autres disparaissent des cuisines, ce qui provoque des carences. À défaut de viande et d'autres aliments, des légumes peu appréciés sont alors pourtant consommés tels les fameux rutabagas et topinambours. Cependant l'apport journalier en calories reste bien insuffisant : entre 1200 et 1800 calories seulement par jour !



98.



98. Tickets de rationnement et cartes d'alimentation divers pour le charbon, le tabac, les fournitures scolaires, le textile et les vêtements, et le savon. Grâce à ce panel, on constate qu'il en existait pour tous les produits et que leur forme et apparence pouvaient être extrêmement variées.

Quelle pénurie en Haute-Garonne ? Le département étant encore très rural, la pénurie, même si elle est bien réelle, n'est pas vécue aussi durement qu'en région parisienne par exemple. Plus qu'entre la zone nord et la zone sud, la différence se fait entre villes et campagnes. Cependant, la zone non occupée se voit privée de certains produits et denrées dont elle a besoin (sucre, huile, lait, pommes de terre...) à cause de la suspension des échanges avec le Nord de la France où ces biens sont produits. Mais c'est surtout la surpopulation et l'arrivée des réfugiés qui rendent le ravitaillement très délicat à Toulouse. Le manque de logement devient vite un grave problème. Beaucoup de réfugiés vivent dans des taudis, où le froid très rigoureux des hivers 1941 et 1942 rend leur situation précaire. Ce surpeuplement provoque aussi une augmentation spectaculaire du chômage : les colonnes de *La Dépêche* sont remplies de demandes d'emploi. Mais il se résorbe vite dans une France où l'on a besoin de bras pour remplacer les prisonniers de guerre (ils sont environ 1 million et demi) ou les ouvriers envoyés en Allemagne.

Le système « D »

La débrouillardise devient un véritable mode de vie. Pour améliorer l'ordinaire, la population doit mobiliser toute son imagination et son audace. Le troc est de retour : contre quelques cigarettes, on obtient des légumes. Il faut apprendre à contourner les problèmes, ce qui demande beaucoup de temps et d'énergie. On reprise des habits, on fouille dans les greniers. Rien ne doit se perdre, le moindre objet est réutilisé par économie.

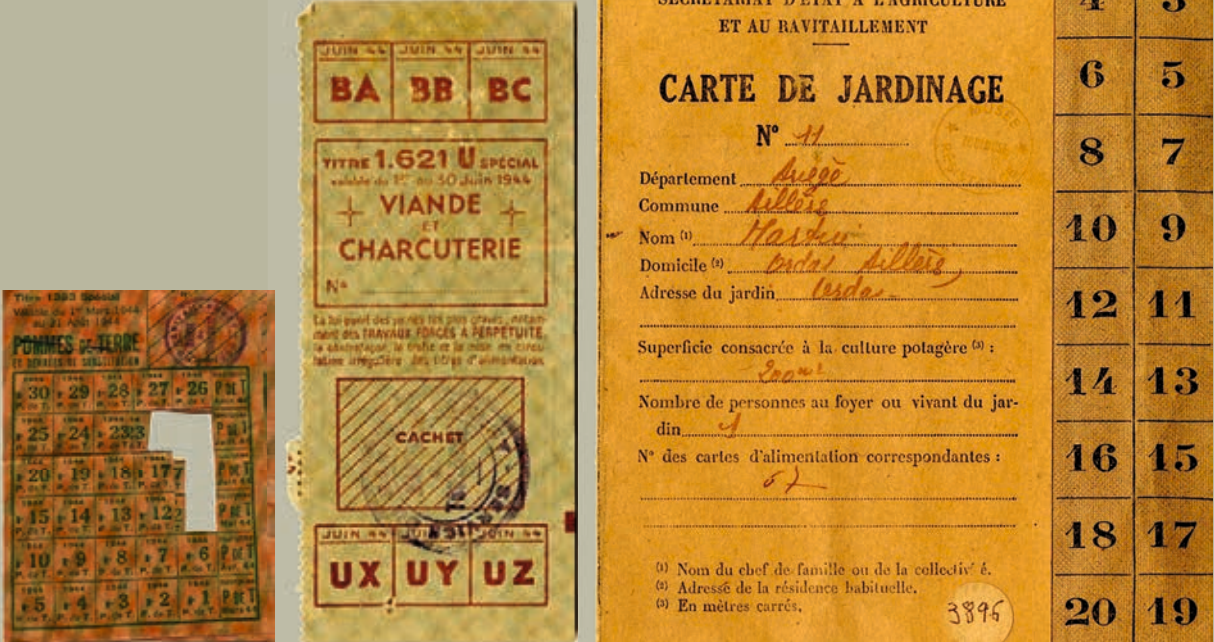
Le marché noir. Certains débrouillards ou profiteurs vont même verser dans l'illégalité en participant à ce marché parallèle et clandestin où l'on peut acheter ce que l'on ne trouve pas dans le commerce. L'organisation du ravitaillement se révèle compliquée et inefficace, et favorise le développement du marché noir. Mais les prix sont très élevés et ce marché ne peut être réservé qu'à une petite partie de la population, plus aisée. Le gouvernement réprime cette activité illégale, qui est souvent responsable de la forte augmentation des prix, en punissant durement les fraudeurs et en les dénonçant à grand renfort d'affiches de propagande.

Les ersatz. Il est impossible de satisfaire tout le monde et pour compenser la pénurie de matières premières, on crée des produits de substitution appelés ersatz. Savons synthétiques, café en poudre, bouillons solubles... apparaissent dans les foyers.

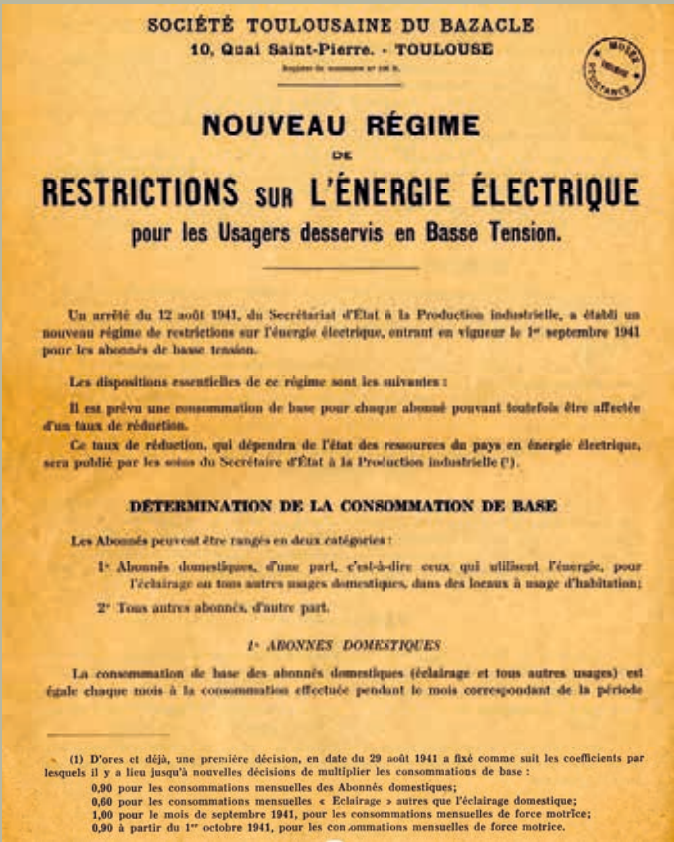
Se déplacer. Entre le couvre-feu établi entre 23 heures et 6 heures du matin, les interdictions de circuler, les ausweiss difficiles à obtenir, il n'est pas évident de se déplacer à cette époque. Les trains qui parcourent le pays sont peu nombreux et surchargés. Des dizaines de milliers de véhicules sont réquisitionnés par les nazis. L'essence est également rationnée. Voitures, autobus et camions ont bien du mal à avancer. À Paris, de drôles de vélos-taxis apparaissent. Dans les grandes villes, les métros et

98^{bis}. Tickets de rationnement et cartes d'alimentation divers pour le jardinage, les pommes de terre, la viande, la charcuterie et les semences.

99. Annonce destinée à la population expliquant les nouvelles restrictions en électricité à Toulouse par la Société Toulousaine du Bazacle (août 1941).



99.



les tramways (comme à Toulouse) sont aussi bondés. Là, au moins, on est sûr d'y avoir chaud. Le vélo devient le moyen de transport incontournable. En avoir un est essentiel pour le Français moyen, se le faire voler est une vraie catastrophe ! Bon marché, demandant peu d'entretien, il nécessite toutefois des tickets de rationnement pour les pneus (le caoutchouc manquant, ces derniers peuvent être en bois, comme les semelles des chaussures) et les chambres à air !

Les expéditions campagnardes. Les citadins, plus touchés, par la pénurie que les ruraux, passent leurs dimanches à sillonner la Haute-Garonne. Ils se fournissent en vivres dans des fermes et reviennent les paniers remplis. Ce ravitaillement de complément est normalement interdit mais les gendarmes ferment souvent les yeux si les abus ne sont pas trop marqués. On parle alors à l'époque de « marché gris ». L'élevage citadin et les jardinets se développent aussi dans certains quartiers toulousains comme à Saint-Agne, Saint-Cyprien, Soupetard ou aux Trois-Cocus. Cela engendre quelque-fois des scènes étonnantes : dans les rues de Toulouse, on peut entendre parfois derrière une porte cochère le chant d'un coq ou le gloussement d'une poule. Certaines cours d'immeubles deviennent des basses-cours improvisées !

100.



100. Le bouillon « Viandox » est l'un des *ersatz* symboliques de l'époque.

101. Les Français doivent lire la presse qui donne des informations sur les produits rationnés que l'on peut trouver dans les commerces à telle date. *Paris Soir* du 21 septembre 1940.

102. Les conseils domestiques se multiplient pour lutter contre le gaspillage comme ici à l'arrière d'une carte de rationnement pour le jardinage. Des affiches de propagande, des articles dans la presse, des tracts sont également produits par le gouvernement français pour inciter la population aux économies.

103. Image banale du quotidien pendant la guerre : les files d'attente devant les commerces comme ici à Salies-du-Salat (Collection C. Soula).



101.



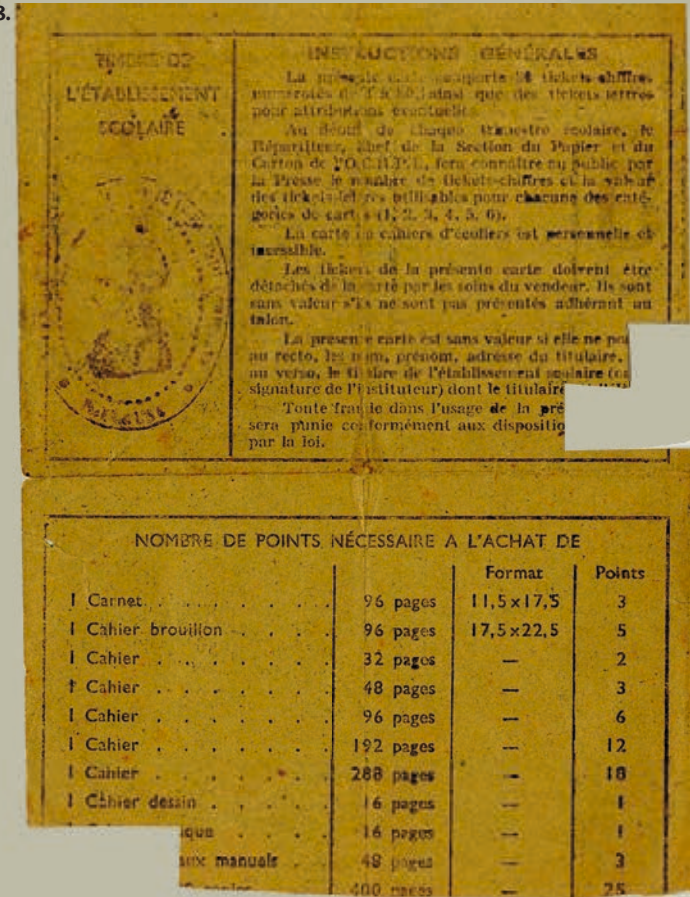
102.



103.

LES TICKETS, COMMENT ÇA MARCHE ?

Le ravitaillement est un véritable casse-tête pour les Français. Pas seulement à cause des queues interminables, des jours « avec » ou « sans » ou de la disparition de certains produits, mais aussi parce qu'il faut apprendre à utiliser les tickets de rationnement. Leur fonctionnement est très strict et organisé selon des règles précises. Les tickets ne sont pas une monnaie. Le consommateur paye en liquide, puis présente un petit coupon (sorte de timbre) qu'il découpe de son carnet. Ce ticket permet au commerçant de savoir quelle quantité de lait, de beurre, de viande, de sucre, etc., le client a droit par semaine ou par mois. Et ces quantités varient selon la catégorie à laquelle on appartient. En effet, la population est divisée en groupes selon l'âge et la condition sociale. Par exemple, les nouveaux nés relèvent de la catégorie E ; les enfants de 3 à 6 ans appartiennent à la catégorie J1 ; la catégorie T regroupe les travailleurs de 14 à 70 ans, etc. L'objectif est de répartir les produits équitablement et selon les besoins de chacun. Les Français deviennent donc des « lettres » dans cette nouvelle hiérarchie sociale. Les cartes sont nominatives : chaque membre d'une même famille a donc sa propre carte dans laquelle sont glissés les tickets dévolus à sa catégorie.



104. Sur cette carte de lait entier, on constate que la quantité autorisée de lait entier de juillet à septembre 1943 n'est que d'un quart tous les trois jours. Ce qui fait véritablement très peu notamment pour un enfant appartenant à la catégorie J2 (de 6 à 12 ans) comme c'est le cas ici.

105. Les tickets et coupons sont rangés dans la carte, dépliés ici à l'extérieur. Chaque personne a un quota de tickets pour une période précise. Il faut donc apprendre à gérer son stock pour ne pas en donner trop la première fois et les épuiser trop vite. Quand on a utilisé tous ses tickets, il devient donc impossible d'acheter. Il est alors nécessaire d'attendre le mois suivant par exemple, pour obtenir à nouveau le quota. Dans ces conditions, perdre ses tickets est un réel drame !

Sur chaque petit coupon, plusieurs codes rappellent la catégorie à laquelle appartient la personne (ex : « A » pour les adultes de moins de 70 ans) et le nombre de points. Une chemise d'homme « vaut » 25 points (dans ce cas ci-dessus, 25 coupons puisqu'ils valent tous 1 point), une paire de chaussettes 4 points. Aujourd'hui, de nombreuses familles conservent toujours ces « souvenirs » de la guerre. Il reste en effet des tickets en quantité, ce qui peut sembler étonnant car on se demande pourquoi ils n'ont pas été utilisés. La raison est simple : la pénurie est tellement importante que certains produits ne se trouvent plus. Donc ces tickets-là n'ont jamais servi !

106. Ci-contre, les achats sont notés par le commerçant (parfois même tamponnés).

107. Ces tickets-là désignent le produit que l'on peut acheter sur une certaine période (ici en 1943). Autrement dit, on ne peut pas consommer sucre, café, viande de cheval, triperie et poisson en même temps.

108. Le fonctionnement en points se comprend très bien ici grâce au tableau se trouvant au verso d'un carnet de tickets pour les cahiers et fournitures scolaire. Un cahier de 192 pages = 12 points. Les « instructions » sont très claires sur les consignes à respecter et les sanctions encourues en cas de fraude.

109. Ces tickets pour la viande et la charcuterie permettent d'obtenir 30 grammes par coupon en juillet 1944. Les tickets ont des couleurs différentes qui peuvent avoir leur importance. Elles varient selon le produit : violet pour le beurre.

ÊTRE UNE FEMME SOUS VICHY

Les Françaises et leur famille

Les actrices du quotidien. La vie des Haut-Garonnaises n'est pas différente de celle de toutes les Françaises. Selon leur origine sociale, certaines traversent ces quatre années de guerre plus ou moins facilement. Pourtant, les femmes connaissent partout les mêmes difficultés. Ce sont elles qui subissent le plus frontalement les problèmes de pénurie. Les femmes passent des heures à trouver le précieux ravitaillement pour toute la famille. Leurs journées sont des courses contre la montre sans fin. Entre les enfants et les tâches ménagères, elles se retrouvent confinées dans leur foyer. Ce qui convient très bien au gouvernement de Vichy...

L'absence des hommes. Mais ces femmes sont également obligées de gérer entièrement la vie de tous les jours car beaucoup d'hommes ne sont pas présents. Mobilisés au front en 1939, certains sont morts, d'autres sont prisonniers de guerre en Allemagne. Des femmes sont donc seules, dès l'exode, et deviennent ainsi les chefs de famille. Pendant ces années, les colis qu'elles envoient et les lettres qu'elles reçoivent les relient à leurs époux. Elles assument toutes les responsabilités ; dans les campagnes, elles sont à la tête des exploitations agricoles, assurent la direction des commerces, élèvent les enfants.

La Relève. C'est également l'une des causes de l'absence des hommes dans les foyers. La Relève est instaurée en juin 1942 par Pierre Laval, président du Conseil. Officiellement, elle prévoit qu'en échange de trois ouvriers français volontaires pour aller travailler en Allemagne, un prisonnier de guerre soit libéré. Pour encourager les Français à partir, des promesses de prime d'éloignement sont formulées et des avantages sociaux sont avancés. Une campagne très importante de recrutement est menée par voie de presse et d'affiches. Ces ouvriers requis grossissent les rangs des absents en France car l'Allemagne exige près de deux millions de travailleurs. Ces départs imposés désorganisent les familles.

Vichy et les femmes

Femmes sous tutelle. « *Les temps sont révolus où la femme pouvait n'être qu'une poupée maquillée. La débâcle est venue, entraînant la souffrance et la souffrance nous a appris à nous connaître* ». Cet extrait de la revue *La mode du jour* publié en juin 1941 est révélateur du statut de la femme d'avant-guerre et surtout de celui que le gouvernement de Vichy lui confère. En 1939, les femmes n'ont pas le droit de vote ; elles sont sous la tutelle de leur père ou de leur mari. Vichy va maintenir et aggraver leur état de dépendance.

La fête des mères. Pour Vichy, les Françaises sont aussi responsables de la défaite. Elles ont voulu être égales aux hommes et travailler ; elles se sont éloignées de leur foyer. Elles n'ont pas

110.



112.



110. L'éloignement entre les prisonniers et leurs familles représenté sur ce menu d'un repas de Noël en 1942 dans un camp de prisonniers en Allemagne.

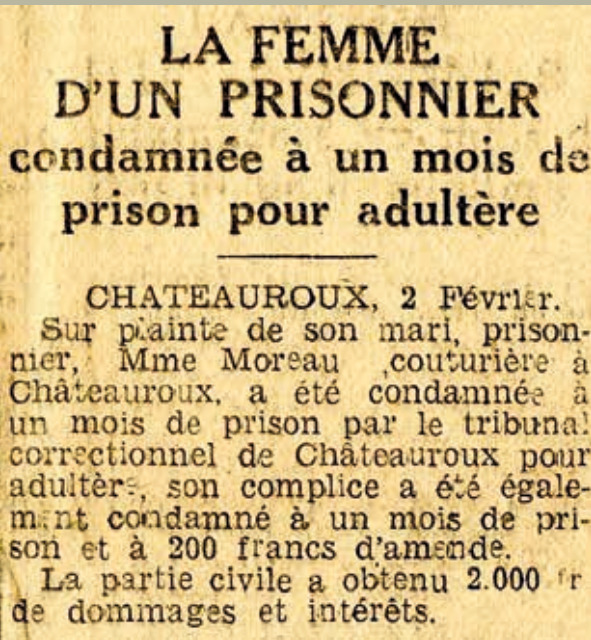
111. Départ d'ouvriers toulousains pour le travail en Allemagne depuis la gare Matabiau.

112. Article sur la Fête des mères publié dans *L'Alerte*, n°89, du 30 mai 1942.

113. C'est avec une grande sévérité que les femmes de prisonniers de guerre convaincues d'adultère sont punies par la justice de l'État français. Pour Vichy, la « vraie » coupable (la seule ?), c'est donc la femme. Son nom est livré, pas celui de son « complice ». *Paris Soir* du 3 février 1943.



111.



113.

assez fait d'enfants, donc pas assez de soldats. La propagande de Vichy explique que le déclin de la société française est dû à cela. Au sein de la « Révolution Nationale », le rôle des femmes se résume à être des mères et à rester à la maison pour s'occuper de leur famille. Cette volonté se traduit par de nouveaux programmes scolaires. À partir de la 4^e, les mathématiques ne sont plus enseignés aux jeunes filles. Ces heures de cours sont remplacées par l'enseignement du ménage et des travaux domestiques. L'académie de Toulouse est désignée comme académie pilote pour tester ce programme.

« L'enseignement ménager ne vise, dans le deuxième cycle, à former ni des cuisinières, ni des couturières, ni des repasseuses, ni des infirmières professionnelles. Il veut simplement préparer les fillettes à leurs futurs devoirs de ménagères et de mères de famille, en leur donnant les moyens de bien les remplir, avec goût et compétence. »

Extrait du *Journal Officiel* de l'État français du 21 mars 1942.

Femmes et travail. Pour maintenir les femmes chez elle, les autorités prennent des dispositions légales pour limiter voire interdire l'accès à l'emploi. La propagande répète que le travail les a éloignées de leurs devoirs de mère et d'épouse. La loi du 11 octobre 1940 interdit donc aux femmes mariées fonctionnaires de travailler et met à la retraite celles âgées de plus de 50 ans. Le cumul de deux salaires dans un même foyer doit amener la femme à ne plus exercer, officiellement pour « *libérer des emplois* ». Mais un problème se pose très vite : au vu du contexte économique, les femmes sont contraintes de subvenir aux besoins de leur famille et ne peuvent donc se passer de travailler. À Toulouse, le préfet Cheneaux de Leyritz estime, dans un courrier du 30 octobre 1940 adressé à sa hiérarchie, que la loi d'octobre 1940 est difficilement applicable. Dans de nombreux cas, notamment dans le commerce et dans les fermes, les deux époux sont indispensables.

La politique nataliste et familiale de Vichy. Pour l'État français, une natalité vigoureuse est fondamentale. Plusieurs lois sont mises en place pour la favoriser. Allocations familiales, popularisation de la fête des mères en 1941, opposition aux contraceptions, grossesses étroitement encadrées, rations supplémentaires en lait... Les femmes enceintes ou allaitantes, les mères de quatre enfants de moins de 16 ans sont prioritaires dans les files d'attente devant les magasins. L'avortement devient un « crime contre la sûreté de l'État » et est passible de la peine de mort.

Dans le collimateur de Vichy. Le gouvernement met indéniablement la pression sur les femmes françaises, et notamment celles qui se retrouvent seules. La solitude des veuves, et notamment des femmes de prisonniers, pèse sur leur quotidien. Certains couples sont séparés pendant quasiment cinq ans, mais Vichy surveille. Des poursuites judiciaires pour adultère peuvent être engagées contre les épouses infidèles de prisonniers. Le divorce est aussi interdit avant un délai minimum de trois ans de mariage et les causes acceptées pour lancer une procédure de séparation sont considérablement réduites. Certaines femmes sont réellement isolées : l'absence de leur mari les prive de vie sociale même si l'entraide dans les associations et fédérations de femmes de soldats se développe.

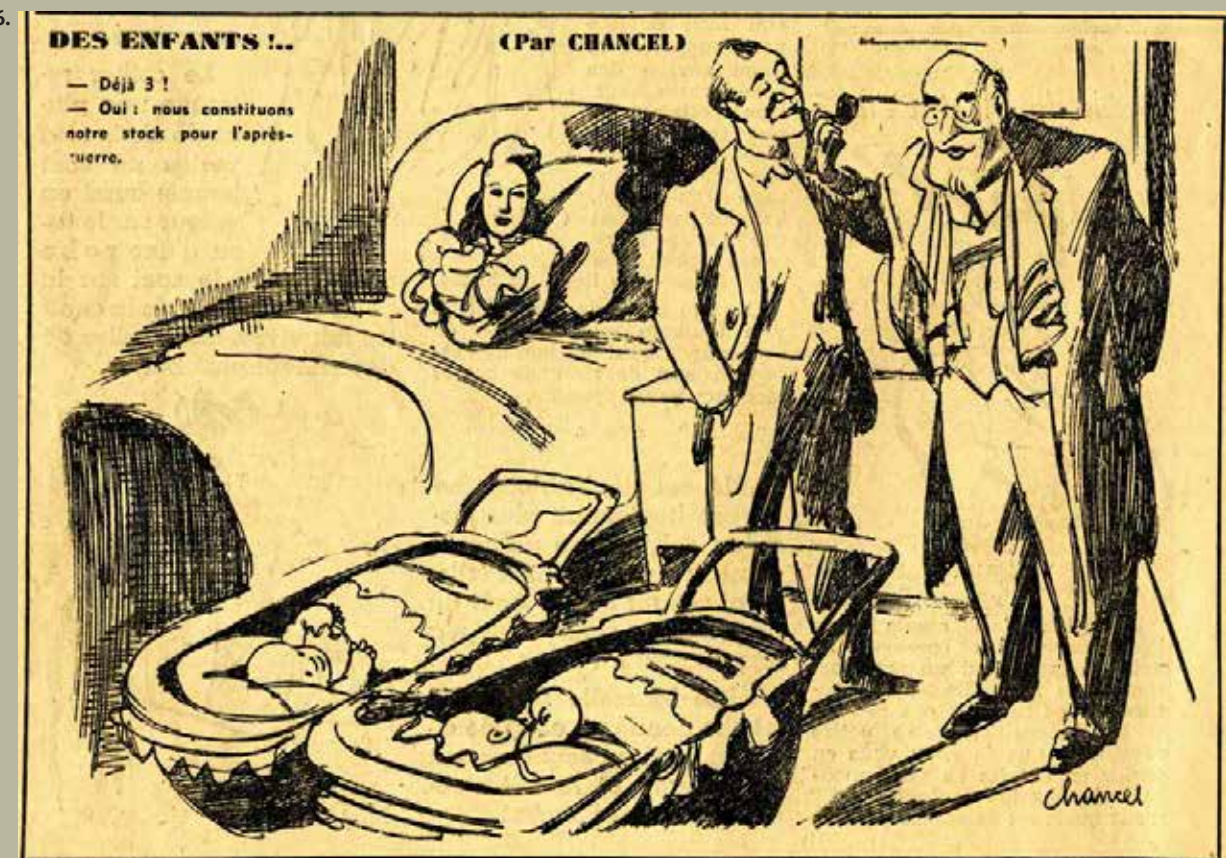
114. Communication des suppléments alimentaires accordés pour les familles nombreuses publiée dans *Paris Soir* du 3 février 1943.

115 et 116. La politique nataliste du régime suscite des commentaires humoristiques et traits d'esprit dans le magazine *L'Alerte* du 31 janvier 1942 et le journal *Paris Soir* du 9 mars 1943.

114.



116.



115.



VIVRE MALGRÉ TOUT

Les remèdes au malheur

La vie continue... Plus les mois et les années passent durant cette guerre, plus le contexte est difficile au quotidien. Les tensions se multiplient au sein d'une population française qui doit toujours consentir à davantage d'efforts. La répression de la Résistance se radicalise, les persécutions antisémites aussi. Des gens sont arrêtés, fusillés, déportés. Et pourtant, même si cela peut paraître surprenant, la vie reprend pourtant ses droits. Les Français continuent à vivre, aimer, se divertir, créer, inventer. Malgré les drames, on fête Noël, Pâques, les anniversaires ; on se marie, on baptise, etc. Face au malheur, on se raccroche à tout ce qui semble normal.

La vie culturelle. Les pratiques sociales et culturelles s'adaptent ; elles sont d'ailleurs en plein essor pendant quatre ans. Tous les arts (cinéma, théâtre, chanson, littérature) se développent malgré les contraintes matérielles, les restrictions, les moyens techniques limités. Réflexe de survie ? De protection ? Au-delà de la censure et de la manipulation des médias par Vichy et les nazis, des modes d'expression s'imposent, d'abord pour oublier les souffrances et les sacrifices.

Trucs et astuces. Les temps sont durs, tout manque... Il faut compenser avec ce que l'on peut. On fait du neuf avec du vieux pour améliorer l'ordinaire. Des petits malins rivalisent d'ingéniosité pour résoudre les problèmes du quotidien. Des inventions insolites et cocasses apparaissent : pièces de monnaie trouées pour économiser le métal, pneus en rondelles de caoutchouc, « réchaud-papier » qui fonctionne avec des boulettes de papier, etc.

Le « look » des années 40. Malgré les restrictions, les Françaises restent coquettes et imaginent toutes sortes de tenues avec pourtant le strict minimum. Une véritable prouesse ! Leur garde-robe est parfois étonnante. Pour affronter le froid dans les files d'attente, ces dames enfilent des pantalons de ski. La jupe en vélo n'est pas très pratique : les filles adoptent la jupe-culotte ou le pantalon pour pédaler. Les revues féminines de l'époque comme *Marie-Claire* multiplient les conseils aux demoiselles pour soigner leurs toilettes. Pourquoi ne pas confectionner un gilet ou une coiffure avec une peau de chamois ?

Les zazous. C'est un phénomène essentiellement parisien. Des lycéens et étudiants, issus des classes privilégiées, adoptent un nouveau style vestimentaire avant-gardiste. Jupes écossaises plissées, grands sacs en bandoulière, vestes longues et voyantes, parapluies sous le bras, coiffures décalées, cravates étroites... Ces jeunes expriment leur frustration notamment en dansant sur du jazz et du swing, alors interdits car issus des États-Unis.

« Jusqu'ici sur Terre, un homme pouvait être blanc ou noir ou jaune ou rouge et puis c'est tout.
Mais une autre race est en train d'apparaître. C'est les Zazous, c'est les Zazous. »

Chanson *Y a des zazous* de Raymond Vincy et Henri Martinet (1943).

117.



117, 117^{bis} et 117^{ter}. *Marie-Claire* du 1^{er} décembre 1942. Articles « Pour l'hiver 1943, les couturiers de Paris ont découvert... » et « À vos pieds Madame ». Dans le premier, la mode n'a pas perdu ses droits, même en période de crise et de restrictions. « *Les belles fourrures d'autrefois sont rares, et combien coûteuses : cependant, les élégantes n'ont pas renoncé aux pelisses. Elles viennent découvrir d'humbles bêtes de chez nous qui leur font aujourd'hui des manteaux confortables et charmants* ». Dans l'article « À vos pieds Madame », des conseils sont promulgués pour se fabriquer des chaussons avec des matériaux de récupération. « *Petits morceaux inutilisés de tissus, de fourrure, de feutre, vieilles sandales d'été, mules légères, avec tout cela, vous ferez vous-même ces chaussons d'hiver, jolis et confortables* ».

118. À Paris, la chasse aux clubs et aux dancings est ouverte ! Les autorités tentent de faire taire toutes expressions de liberté et surtout d'influences anglo-saxonnes. *La Dépêche* du 27 juillet 1943.

117^{bis}.



118. **LES DANCINGS clandestins ont vécu**
Paris, 26 juillet. — Selon « *Le Petit Parisien* », les dancings camouflés en écoles de danse ont vécu. A dater du 1^{er} octobre, entre en application une nouvelle réglementation des écoles de danse exigeant que le professeur de danse passe avec succès, dans un délai de deux mois, un examen professionnel. L'enseignement et la danse du « swing » sont interdits. Ainsi en a décidé le comité d'organisation des entreprises du spectacle.

118.

117^{ter}.





Loisirs et divertissements toulousains

Opéra et music-hall. L'identité toulousaine et haut-garonnaise s'exprime à travers diverses pratiques culturelles toujours très vivaces pendant la guerre. Pour maintenir l'illusion que rien n'a vraiment changé ? L'opéra et les spectacles lyriques font partie de ces traditions propres à Toulouse. Des tarifs attractifs permettent d'ailleurs aux spectateurs de tous milieux de profiter des représentations. Le théâtre connaît un réel essor à Toulouse, notamment en 1940. L'exode a amené dans la région plusieurs troupes parisiennes qui se produisent sur place. De nombreuses vedettes présentent également des spectacles de music-hall dans certains cinémas toulousains. Jusqu'à fin 1940, on peut voir Piaf, Trénet, Fernandel, Orane Demazis ou Pierre Dac sur les scènes du *Nouveautés*, du *Trianon* ou du *Plaza*.

L'âge d'or des « cinoches » toulousains. Le septième art est extrêmement populaire. Assis dans leurs fauteuils de velours rouge, les spectateurs trouvent chaleur et réconfort devant les actualités, mises en scène bien sûr par le gouvernement, et qui précèdent le film. Quelques courageux sifflent parfois ces images jusqu'à ce que le préfet impose d'allumer les lumières pendant leur diffusion. À Toulouse, le public a le choix entre 20 salles différentes qui offrent des programmes très variés. Il y a les grandes salles de la place Wilson comme *Le Gaumont* ou *Les Variétés*, et des salles moyennes rue d'Alsace (*Cinéac*) ou rue Saint-Bernard (*L'Olympia* devenu *l'ABC*). C'est l'époque où Toulouse regorge de cinémas de quartier, les plus nombreux, à Saint-Agne ou Saint-Cyprien.

Convivialité toulousaine. Les formes de sociabilité propres au Sud résistent. Côté intellectuel, les conférences se multiplient au sein des associations, des académies ou des sociétés savantes. La lecture de la presse écrite tient toujours une place très importante. Dans les colonnes de *La Dépêche*, *Le Grand Écho du Midi*, *La Garonne* ou *Le Midi Socialiste*, on se tient surtout au courant du ravitaillement et des offres d'emploi. Les terrasses des cafés affichent toujours complet, preuve d'une vie sociale énergique. En Haute-Garonne, on aime s'attabler, partager des repas. Le bien-manger compte beaucoup et si la pénurie a été moins sévère dans la région, elle a marqué durablement ces populations aux appétits solides.

Allez le Stade ! L'enthousiasme haut-garonnais pour le sport n'est pas une légende. Pétanque, natation, football, rugby bien sûr et même basket animent les dimanches. Alfred Nakache, membre des Dauphins du TOEC, bat tous les records en 1941 (notamment un record mondial en nage libre) avant d'être déporté en 1943. Pour Vichy, on ne saurait être juif et champion à la fois...

119.



120.



121.

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL	
ZONE NON OCCUPEE	
Toulouse bat Brive.....	3-0
Montpellier et Saint-Etienne...	1-1
Marseille et Annecy.....	0-0
Grenoble bat Avignon.....	3-0
Lyon bat Nîmes.....	3-2
Nice bat Sete.....	4-2
Cannes bat Ales.....	1-0
Perpignan et Clermont.....	1-1
Le classement	
1. TOULOUSE, GRENOBLE...	12 p.
3. MARSEILLE, LYON, CANNES	10 p.
6. NîMES, CLERMONT, ANNÉCY	7 p.
9. BRIVE, SETE, PERPIGNAN	6 p.
12. MONTPELLIER, SAINT-ETIENNE	5 p.
14. NICE	4 p.
15. ALÈS	3 p.
16. AVIGNON	2 p.
En zone occupée	
Girondins bat Stade C.A.B.:	4 à 1.
Racing-Club de France bat Troyes:	6 à 1.
Stade de Reims bat Red Star :	3 à 1.
Amiens et Lille font match nul :	0 à 0.
Le Mans bat Rennes :	3 à 2.
Sochaux bat Le Havre :	2 à 1.
Lens bat Excelsior :	6 à 3.
Rouen bat Fives :	1 à 0.

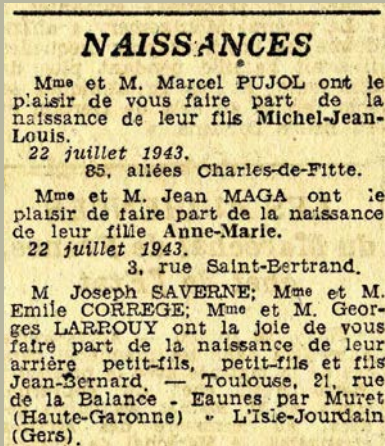
119 et 120. Publicités pour les cinémas toulousains publiés dans *La Dépêche* du 11 octobre 1940 et *Paris Soir* du 17 décembre 1942.

121. La ligne de démarcation a aussi divisé le championnat de France en deux. Les équipes se rencontrent par zone. Malgré les contraintes, les habitudes sportives survivent. *Paris Soir* du 26 octobre 1940.

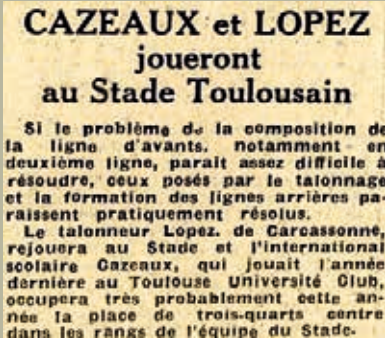
122. La vie continue... La natalité reprend en France. *La Dépêche* du 27 juillet 1943.

123. Le sport toujours au centre des intérêts dans les colonnes de l'édition régionale de *Paris Soir*. Le stade toulousain connaît des difficultés pour recruter des joueurs. *Paris Soir* du 26 octobre 1940.

122.



123.



HUMOUR ET RESTRICTIONS

Mieux vaut en rire. Rire pour ne pas pleurer. Dessiner pour dédramatiser. Certains caricaturistes parisiens s’en donnent à cœur joie en parodiant les difficultés de la vie quotidienne.

124.



125^{bis}.



125.



126.



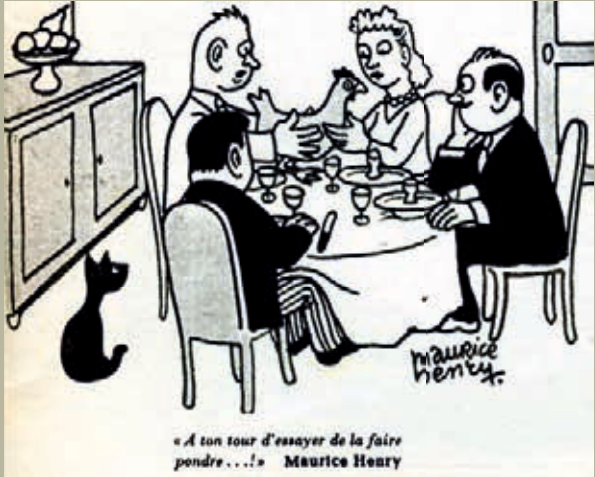
127.



128.



129.



124. Caricature sur les tickets de rationnement publiée dans le magazine *Signal* (avril 1942).

125 et 125^{bis}. Caricatures publiées dans *Paris Soir* le 21 septembre 1940 sur les difficultés de déplacements et d'approvisionnement en essence.

126 à 129. Caricatures publiées dans le magazine *Signal* (avril 1942). Ce magazine est le principal journal de propagande publié par l'Allemagne nazie durant la seconde guerre mondiale. Il est diffusé en France à partir de juillet 1940 et également dans une vingtaine de pays dans l'Europe occupée par les nazis.

UN POSTE DE RADIO

FICHE D'IDENTITÉ DU DOCUMENT

Nature : Poste de radio, appareil T.S.F. (transmission sans fil). 110/220 volts, 6 lampes, 3 gammes d'ondes, pick-up, HP 12 cm. Modèle AsterRadio.

Date : 1939. Il a été acheté la veille de la déclaration de guerre en septembre 1939.

Format : 25 cm x 45 cm x 30 cm de haut.

Numéro d'inventaire : 2155.

Présentation.

Ce poste appartenait à une famille toulousaine du quartier Purpan. Il est entré dans la collection du Musée en 1984 à la suite du don de Monsieur René Reffier, ancien sergent de l'armée de l'Air de la France Libre, collectionneur d'objets concernant l'Histoire de l'Air. Ce très beau modèle, dit « compact », est un AsterRadio. Grâce à cet appareil, l'auditeur pouvait capter des émissions en petites ou grandes ondes en provenance de toute l'Europe. Les trois boutons présents sur le devant de l'objet servent à régler le son, la longueur d'onde et la fréquence de la radio.

Contexte.

Avoir une radio, à l'époque de la seconde guerre mondiale, est relativement rare. En effet, ces postes coûtent cher et tous les foyers français n'en sont pas forcément équipés. On estime qu'il y a entre 5 et 6 millions de postes récepteurs en France, pour 40 millions de Français. Il s'agit encore d'un objet de luxe à ce moment-là, à tel point que les familles plus modestes tentent de s'en « bricoler » un, afin de pouvoir malgré tout écouter les émissions populaires de l'époque. Souvent on se retrouve entre voisins chez l'un ou chez l'autre, ou au café du village, pour profiter ensemble de cette nouveauté.

Pour aller plus loin.

La radio devient un outil de pouvoir durant l'occupation. Depuis les années 1920, c'est un moyen de communication important. Les gouvernements l'utilisent pour informer, mais surtout désinformer et diffuser leur propagande. Maîtriser la radio devient alors un enjeu essentiel, permettant de contrôler les esprits et de diffuser les idées « officielles ». En zone occupée, les Allemands créent « Radio-Paris », ouvertement antisémite, anticomuniste et anti-alliée. Depuis Vichy, Pétain parle de très nombreuses fois à la radio. On l'écoute religieusement dans les foyers mais aussi dans les classes, à l'école, sous le portrait du chef de l'État français. La Radio Nationale fait en permanence l'apologie du maréchal, de sa « Révolution Nationale » et de sa politique de collaboration. L'objectif est donc de monopoliser les ondes pour accaparer les pensées des Français. Mais ces efforts sont vains, la population se tourne progressivement vers la B.B.C., la radio anglaise, pour écouter les émissions de la France Libre telles que *Honneur et Patrie* ou *Les Français parlent aux Français*. Le bouche à oreille étant très efficace, le nombre d'auditeurs augmente vite comme la popularité du général De Gaulle qui lance ses appels à la Résistance. Bien qu'écouter la radio étrangère soit dangereux et les menaces de répression bien réelles, les Français ne sont pas découragés.

130.

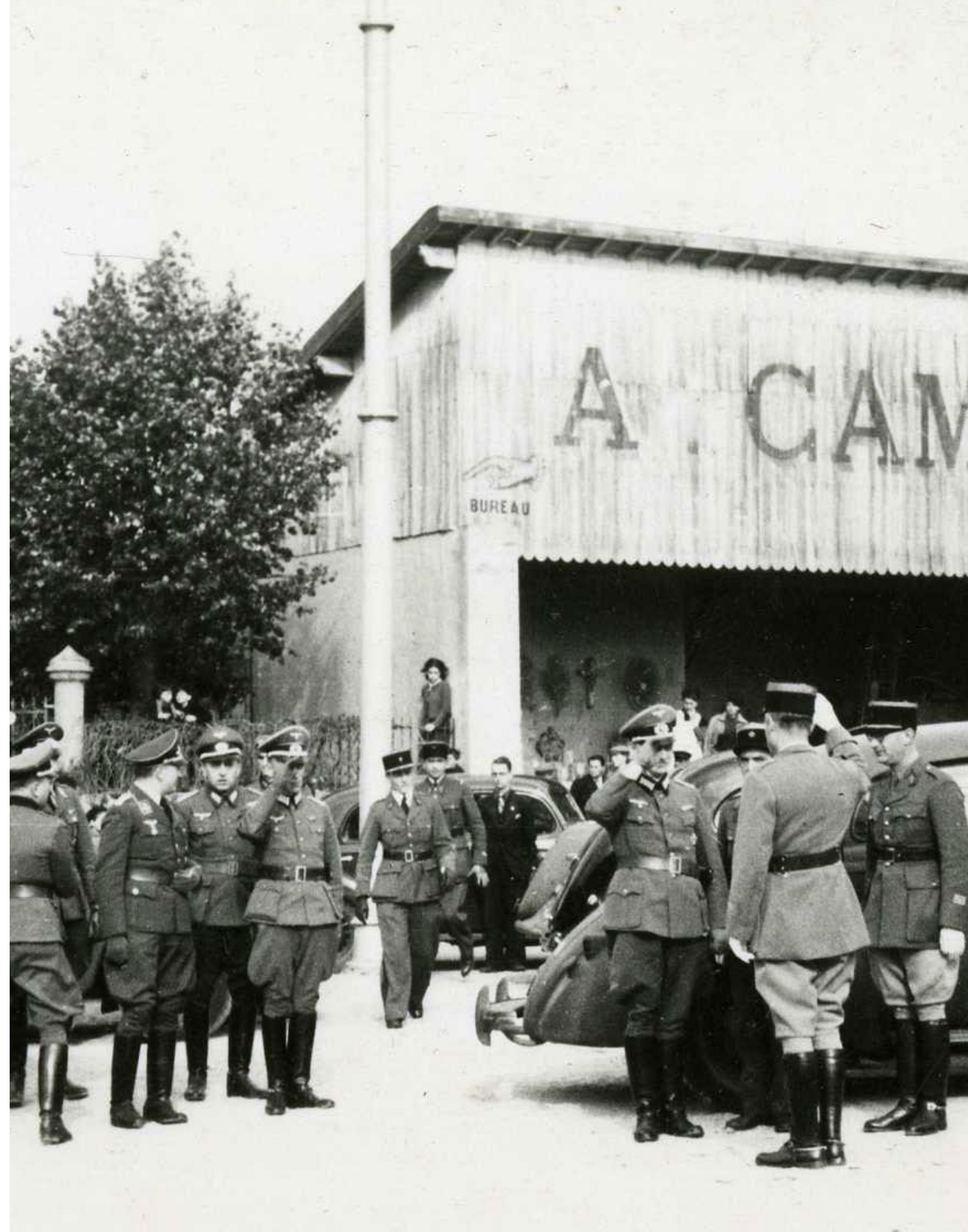


LES ALLEMANDS SONT LÀ

« Des troupes allemandes arriveront à Toulouse et dans les départements de la région dans le courant de la journée. Je demande à la population d'observer le calme absolu. [...] Tout acte contraire à l'ordre sera impitoyablement réprimé. »

Annonce du préfet régional de Toulouse, Léopold Cheneaux de Leyritz (11 novembre 1942).

Page suivante. Officiers allemands et français se retrouvent devant l'entrée du cimetière de Terre-Cabade à Toulouse au lendemain de l'invasion de la zone non occupée par les troupes nazies (novembre 1942).



VIVRE À L’HEURE ALLEMANDE

L’invasion de la zone sud

11 novembre 1942. Trois jours avant, le 8 novembre, les armées anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord. C’est un tournant de la guerre. Beaucoup croient voir en cet événement la fin du cauchemar. La Libération pourrait être proche. La réaction d’Hitler ne se fait pas attendre : pour lui, la menace d’un débarquement sur les côtes méditerranéennes grandit. Il utilise ce prétexte pour envahir la zone non occupée.

Conséquences. La ligne de démarcation ne disparaît pas pour autant avec l’occupation du Sud du pays. Les laissez-passer sont utilisés jusqu’en mars 1943. Cette invasion est un coup dur pour les Français, notamment pour ceux de la zone sud qui se croyaient à l’abri. De manière flagrante, le gouvernement de Pétain montre sa faiblesse et prouve qu’il est loin d’être le maître chez lui. Les promesses ne sont pas tenues. La souveraineté de la France sur son territoire n’est plus qu’une illusion et les Français ne sont pas dupes. Malgré tout, les administrations de Vichy sont maintenues, ménageant ainsi l’opinion publique, mais ce sont bien les services nazis qui décident et contrôlent tout.

Démonstration de force sur les boulevards toulousains. Le 11 novembre 1942, les blindés allemands entrent dans Toulouse et défilent sur les artères principales de la ville. Quelques badauds sont attirés par la parade. La population est de toute façon avertie par l’appel au calme du préfet régional :

« Des troupes allemandes arriveront à Toulouse et dans les départements de la région dans le courant de la journée. Je demande à la population d’observer un calme absolu. C’est par la dignité et l’esprit de discipline que nous prouverons notre patriotisme. Tout acte contraire à l’ordre sera impitoyable réprimé. »

Annnonce de Cheneaux de Leyritz, le 11 novembre 1942.

Pour les Haut-Garonnais, le choc de cette invasion est d’autant plus rude qu’il n’y a plus eu de soldats ennemis ou de batailles dans le département depuis le 10 avril 1814, lors de la bataille de Toulouse entre les troupes napoléoniennes et une colonne britannique.

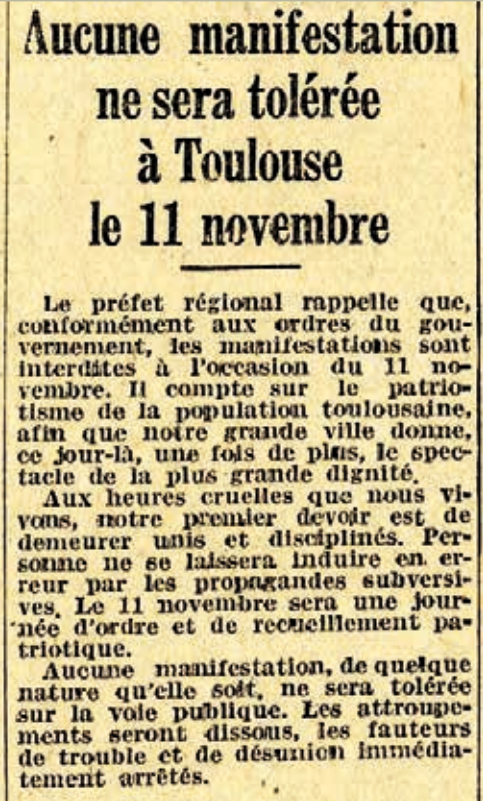
L’occupant nazi en Haute-Garonne

La présence allemande dans le département. Les troupes et services nazis s’implantent de manière inégale sur le territoire haut-garonnais. L’armée se concentre sur Toulouse et la bordure pyrénéenne. Certaines unités se fixent également à l’Est du département dans des châteaux, comme à Rouffiac-Tolosan, et des domaines ruraux réquisitionnés. Le château de Bonrepos-Riquet sert notamment de centre de formation pour des *Waffen-S.S.* français.

131.

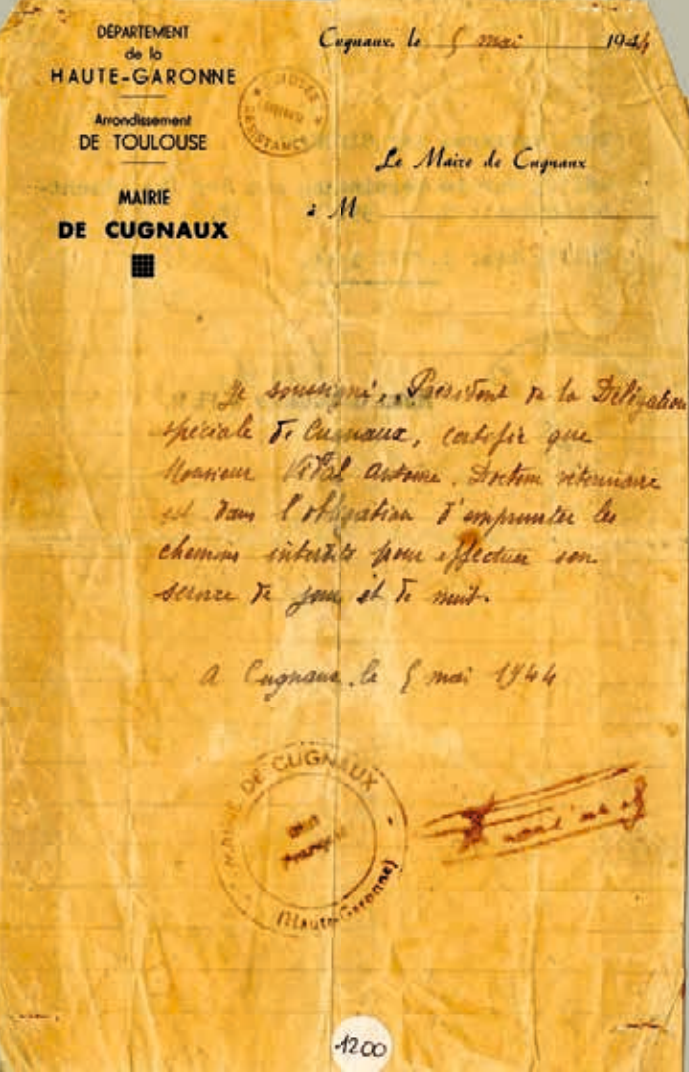


131^{bis}.



131 et 131^{bis}. En ce jour commémoratif de l’armistice de la première guerre mondiale, les cérémonies rappelant la victoire de la France sur l’Allemagne sont interdites. D’autant plus à partir de cette année où les nazis arrivent dans la région. *La Dépêche* du 11 novembre 1942.

132. Les laissez-passer sont durement obtenus. Lettre du maire de Cugnaux du 5 mai 1944 en faveur d’un vétérinaire qui, pour des raisons professionnelles, doit circuler sur des chemins interdits.



132.

La surveillance policière renforcée. Au Sud de la Haute-Garonne, tout au long de la frontière espagnole, les nazis instaurent « une zone réservée des Pyrénées », normalement inaccessible, à partir du mois de février 1943. Ils y sont donc très présents pour contrôler la frontière. Le quotidien des habitants de cette partie-là se complique. Pour circuler, les laissez-passer sont obligatoires, les contrôles sont nombreux. Un couvre-feu est mis en place de 20 heures à 6 heures du matin.

L’ennemi omniprésent. Dès leur arrivée, les Allemands s’installent. Visiblement, physiquement, ils sont partout à Toulouse. Des panneaux de signalisation écrits en allemand apparaissent aux carrefours des rues. Plusieurs services s’établissent aux quatre coins de la ville : la Gestapo est à l’hôtel de l’Ours Blanc puis rue Maignac (aujourd’hui rue des Martyrs de la Libération), la *Wehrmacht* se trouve rue d’Alsace au Grand Hôtel de la Poste, le Consulat Général occupe le Grand Hôtel rue de Metz, le Palais Niel abrite le QG de la 19^e armée et la *Soldatenheim* se situe place Wilson.

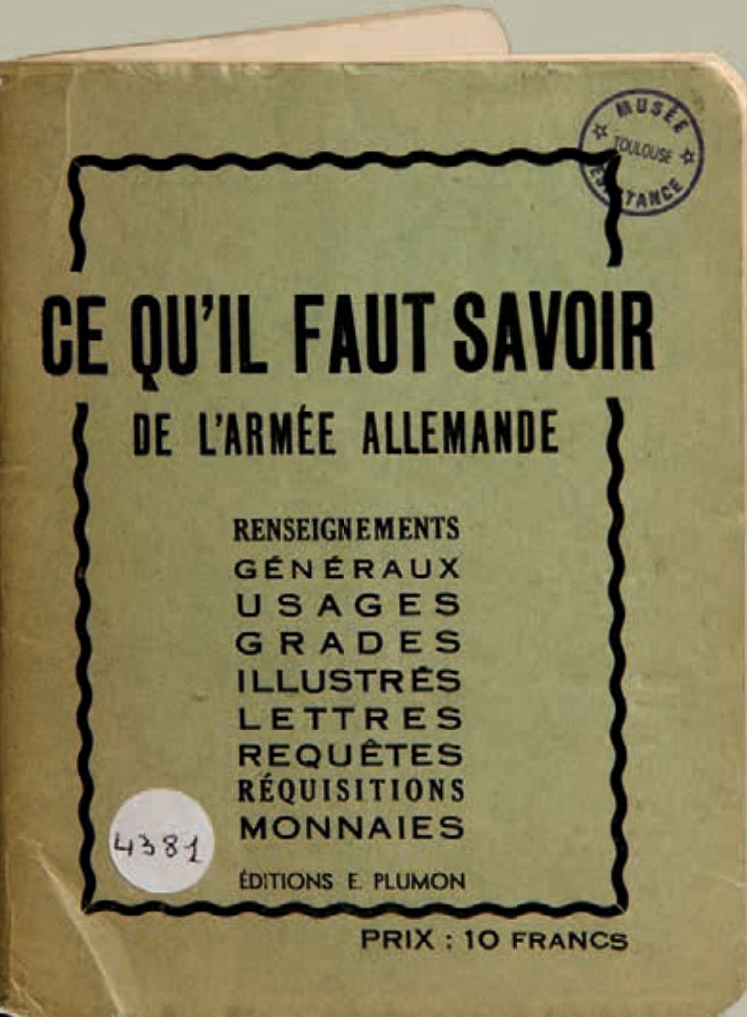
Une cohabitation difficile. Au début, les troupes d’occupation font preuve de modération à l’image de ce qui s’est passé en 1940 pour la zone occupée. Si les peurs sont fortes dans un premier temps, les craintes se dissipent face à l’attitude « correcte » de l’occupant, même si la germanophobie est bien réelle. Cependant, l’apprentissage de la vie quotidienne avec l’ennemi est difficile. Les Allemands sont « comme chez eux », imposent leurs lois, leurs décisions même si, en apparence, ils semblent ménager les fonctionnaires de Vichy. Sans surprise, l’hostilité contre les « Boches » dans l’opinion publique n’a aucun mal à se développer. La situation se dégrade donc très vite. Les édifices publics, les logements privés, les chambres d’hôtels, les moyens de transports, certains animaux, sont réquisitionnés en masse. La Gestapo, à elle seule, confisque et occupe six bâtiments et une cinquantaine de véhicules à Toulouse ! Elle est aussi présente à Luchon. Conséquence de la cohabitation avec les Allemands : la surpopulation s’aggrave comme la pénurie pour les Toulousains. La présence allemande, au-delà de l’humiliation qu’elle suscite, oblige la population à faire de nombreux sacrifices. Des Toulousaines manifestent même en juillet 1943 au Capitole et devant la préfecture « *pour réclamer 500 g de pain par jour, 300 g de viande, de l’huile, du sucre, ...* ». Si les petites communes et les villages du département sont moins touchés, en ville, les Haut-Garonnais cumulent les souffrances. Symbole de cette exaspération, les cinémas de Toulouse sont fermés tout un week-end en avril 1943 après que des spectateurs aient sifflé les actualités montrant une cérémonie en hommage à des soldats allemands morts au combat.

Le pillage. Il est très important d’un point de vue économique, industriel et agricole dans notre région. Matériels, machines, outillages sont bien sûr réquisitionnés. Les industries toulousaines et haut-garonnaises (par exemple le complexe industriel de Boussens) intéressent beaucoup les Allemands pour leur effort de guerre. La Poudrerie, la Cartoucherie, les industries aéronautiques sont à leur service et livrent armes, munitions et avions. Cela était déjà le cas, avant même l’occupation de la zone non occupée, mais les prélèvements s’intensifient après novembre 1942.

133.



134.



133. Des militaires français et allemands sont réunis (en présence également du consul belge en arrière-plan) au cimetière de Terre-Cabade. 12 novembre 1942, à Toulouse.

134 et 134^{bis}. « *Ce qu’il faut savoir de l’armée allemande* ». Ce livret à destination de la population française doit faciliter la « cohabitation » avec les troupes d’occupation. On y trouve des informations sur les différents uniformes et grades de l’armée allemande et des autres forces. Des lettres-types sont proposées pour des demandes de renseignements sur les réquisitions, les laissez-passer, les prisonniers de guerre... Un petit lexique français-allemand est aussi présent ainsi que des éléments liés aux habitudes culturelles des Allemands. En quelque sorte, le « manuel du parfait petit occupé ».

65

<u>A la</u>	<u>Auf der</u>
<u>Kommandantur</u>	<u>Kommandantur</u>
Je voudrais voir le Commandant de la Place ..	Ich bitte, den Kommandanten sprechen zu dürfen.
Le Commandant de la Place ne reçoit pas aujourd’hui	Der Kommandant ist heute nicht zu sprechen.
Je reviendrai demain	Ich werde morgen wieder kommen.
Oui, revenez demain avec votre dossier	Gut, kommen Sie morgen, mit Ihren Dokumenten wieder.
Puis-je avoir un rendez-vous à heure fixe ?	Kann ich zu einer bestimmten Stunde kommen ?
Je suis très occupé !	Ich bin sehr beschäftigt !
Je n’habite pas ici	Ich wohne nicht hier.
Je suis venu ici exprès pour le voir	Ich bin extra deswegen hierher gekommen.
Ne puis-je voir la personne qui remplace le Commandant de la Place ?	Kann ich den Vertreter des Herrn Kommandanten sprechen ?
C’est pour une affaire très urgente	Es handelt sich um eine sehr dringliche Angelegenheit.

134^{bis}.

COLLABORER

Les visages de la collaboration

L’entrevue de Montoire. La « collaboration » désigne d’abord la politique d’entente mise en place entre le gouvernement de Vichy et l’Allemagne nazie. L’entrevue de Montoire en est le symbole. Le 24 octobre 1940, le maréchal Pétain y rencontre Hitler pour définir les modalités de la collaboration. Vichy a trois objectifs essentiels dans sa politique de collaboration : donner une place privilégiée à la France dans la nouvelle Europe dominée par l’Allemagne nazie ; assouplir les conditions de l’armistice ; obtenir reconnaissance et légitimité pour son territoire. La collaboration est donc avant tout un choix politique qui va évoluer tout au long de la guerre, se durcir et se radicaliser. Mais Vichy, qui veut être l’égal de l’occupant, n’est en fait jamais que son valet.

Une collaboration à plusieurs facettes. Les Français de toutes origines, de tous statuts, se lient avec les Allemands au travers de relations commerciales, professionnelles et même amicales voire sentimentales. La collaboration est d’abord économique, comme cela est prévu dans les clauses de l’armistice. Elle est inévitable même si certains vont profiter de l’opportunité pour s’enrichir. Ensuite, collaborer se fait aussi individuellement, par intérêt, lâcheté ou soumission. Dénoncer un juif, un résistant peut en effet être particulièrement lucratif puisque des récompenses sont promises. La collaboration est enfin idéologique par ceux qui sont des partisans et défenseurs du nazisme. Ces Français-là, minoritaires, ont été les complices actifs de l’occupant, devenant même pour certains leurs agents zélés.

Choisir son camp, assumer ses choix. Où commence la collaboration pour le Français moyen ? Comment se positionner face à ceux qui sont toujours les ennemis, et en plus les occupants ? Côtoyer les Allemands sans leur manifester d’hostilité, laisser faire, est-ce déjà cela « collaborer » ? Est-ce comparable à ces vedettes françaises (acteurs, comédiens, chanteurs) qui partent en voyage de propagande en Allemagne ? Ou ne faut-il considérer que celles et ceux qui renseignent et aident directement les Allemands dans leur chasse aux juifs et aux résistants ? L’ensemble de la population française ne bascule bien évidemment pas dans le collaborationnisme sans limites. Elle est restée majoritairement, par prudence ou par choix, en retrait face aux événements. Mais, pour chaque Français, l’occupation implique à un moment ou à un autre, sans forcément se positionner clairement, de s’interroger sur l’attitude individuelle à adopter.

La collaboration en Haute-Garonne. Dans le département, les partis politiques d’extrême droite, souvent collaborationnistes, ne sont que des groupuscules. Comme partout, les Hauts-Garonnais ont largement oscillé entre compromis et adaptation. À Toulouse comme ailleurs, la poignée de main de Montoire a été vécue comme un choc. Si la popularité du « héros de Verdun » n’a pas été mise à mal pour autant, il a quand même dû expliquer officiellement cette rencontre. La propagande s’est chargée de vanter ces accords passés entre Vichy et le Reich, quitte à ce que les faits du quotidien démentent chacune des affirmations...

135.



135. La rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire fait la première page des journaux. Paris-Soir Dimanche du 26 octobre 1940.

136.



136 et 137. Cartes d’agents de la Gestapo de Toulouse. Ces documents permettent aux agents de se déplacer librement, au-delà du couvre-feu et en tous lieux. Ils sont également autorisés à porter une arme. L’Allemand Erich Schmidt côtoie le Français Jean-Marie Dedieu au sein de ce service nazi. Le recrutement de personnes locales rend plus efficace le travail de la Gestapo qui s’appuie ainsi sur la connaissance de la langue, des lieux et des gens de ces agents et indicateurs français. Contrairement aux clichés habituels sur la Gestapo allemande, on constate ici que des Français peuvent également collaborer en étant engagés directement dans une administration nazie. À Toulouse, les agents français étaient d’ailleurs majoritaires au sein de l’effectif total de la Gestapo.

137.



Vichy au service des intérêts allemands

La collaboration d'État. Tous les services du gouvernement de l'État français se mettent à la disposition des nazis pour travailler avec eux. Dans certains domaines (économique et policier), Vichy se révèle particulièrement efficace, pour ce qui est notamment de la répression des résistants et de la traque des familles juives. Les rafles de l'été 1942 en sont la démonstration : des moyens considérables (matériels et humains) sont déployés par l'administration pour livrer les juifs arrêtés aux nazis. Plusieurs mesures sont également créées spécialement pour répondre à leurs exigences. C'est le cas du Service du Travail Obligatoire qui fournit de la main d'œuvre au *Reich*, mais aussi de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme. Créé en juillet 1941, cet organisme permet de recruter des soldats français pour les envoyer se battre, sous l'uniforme allemand, sur le front de l'Est. Cette Légion, initiée par plusieurs partis collaborationnistes en France, est un véritable fer de lance de la collaboration.

Le STO. La Relève a échoué, le nombre d'ouvriers demandés par le *Reich* n'a pas été atteint. Le volontariat n'ayant pas suscité beaucoup de vocations, le Service du Travail Obligatoire contraint, à partir de février 1943, les jeunes hommes nés entre 1920 et 1922 à partir travailler en Allemagne et en Autriche. En Haute-Garonne, ce sont entre 8 000 et 9 000 travailleurs qui sont convoqués (dont 3 000 à Toulouse). Les départs les plus importants s'échelonnent de 1943 jusqu'en juin 1944. Néanmoins, le nombre de réfractaires est assez conséquent dans notre région : en janvier 1944, 1303 départs sont enregistrés mais 2600 requis manquent à l'appel. Ces réfractaires deviennent donc hors-la-loi : beaucoup se cachent chez des parents ou dans des fermes amies, d'autres (environ un sur trois) rejoignent la Résistance et notamment les maquis haut-garonnais. La population soutient généralement ces réfractaires car toutes les familles sont touchées. C'est un point de rupture et cela contribue à dresser la population contre les exigences de l'occupant et contre la politique de collaboration de Vichy.

Vichy, terrible machine à réprimer. En avril 1942, le régime se radicalise avec le retour au gouvernement de Pierre Laval. Les « ultras » de la collaboration demandent un engagement plus fort aux côtés du *Reich*, allant vers la collaboration militaire.

« Pour moi, Français, je voudrais que demain nous puissions aimer une Europe dans laquelle la France aura une place qui sera digne d'elle. Pour construire cette Europe, l'Allemagne est en train de livrer des combats gigantesques. [...] Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle, demain, le bolchevisme s'installerait partout. »
Déclaration de Pierre Laval dans un discours radiodiffusé le 22 juin 1942.

À partir de l'automne 1943, Laval s'oriente vers une répression de plus en plus féroce. La Milice en est son bras armé. Son objectif ? Le maintien de l'ordre intérieur en terrorisant, provoquant, agressant,

138.

ÉTAT FRANÇAIS
COMMISSARIAT GÉNÉRAL
AU SERVICE
DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Mod. 3

CARTE DE TRAVAIL

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE
(LOI DU 16 FÉVRIER 1943)

DÉLIVRÉE PAR LA
PRÉFECTURE DE A. Garçon

N° 31

Nom du titulaire. Lefèvre
Prénoms Marcel
Profession Menuisier

4388

138 et 139. Carte de travail et ordre d'affectation de Marcel Lefèvre, requis pour le STO en Allemagne.

139.

Bitte nicht umschreiben : die
Hefrau kommt mit ihrem Mann.

Betrieb in Deutschland
sofort PASS beantragen!

2 bis
ORDRE D'AFFECTATION

NOM : LEFÈVRE Prénoms : Marcel
Né le 25.12.1919 à BOULOGNE Dép' : 23
Domicilié à BOULOGNE Rue TOULOUSE N° 23
Situation Ch. de famille (1) Luncheon
Nombre et âge des enfants : Marlé

Métier appris :
Qualification professionnelle actuelle (2) : Menuisier
Établissement où est employé l'intéressé : C.A.P. du Secrétariat d'Etat à l'Aviation

Affecté à Départ en Allemagne
Se présentera le 29 JUIN 1943 à 24 heures
Pour être employé en qualité de Main d'œuvre
A TOULOUSE, le 24 Juin 1943

Pour le Préfet et par Délégation,
Le Directeur de l'Office Régional

(1) Célibataire, marié ou divorcé.
(2) Indiquée sur le dernier bulletin de pays du Travail.

DEPLACEMENT ALLEMAND
- 2 -
Boul. de Strasbourg
TOULOUSE
L. A. A. **AS8F**

tuant. La traque et la dénonciation sont ses principaux modes de fonctionnement. Le Vichy paternaliste de juillet 1940 est bien loin.

La Milice. Créée en janvier 1943 et dirigée par Joseph Darnand, la Milice est une organisation paramilitaire française placée sous l'autorité du gouvernement de Vichy et collaborant avec les autorités nazies pour traquer les résistants et les personnes frappées par les persécutions « raciales ». En Haute-Garonne, la Milice est sans doute la forme la plus active de la collaboration. Le recrutement de ses membres est un réel succès. Dans ses rangs, on compte plus de 600 miliciens à Toulouse et 900 dans le département. Parmi eux, les francs-gardes sèment la terreur. Ils contrôlent, dénoncent, arrêtent, font des descentes dans les restaurants, chez des particuliers, les volent sans aucune raison. Ils sont souvent à l'origine d'exactions arbitraires comme le meurtre de Maurice Sarraut, patron de *La Dépêche*, abattu le 2 décembre 1943, pour avoir refusé de publier un texte sur la « question juive » et parce qu'il pouvait devenir un concurrent à leurs ambitions politiques du moment.

140.



141.

140 et 141. Carte et brassard d'un membre de la Milice.

142. Défilé de la Milice à Toulouse. Ici lors d'un dépôt de gerbes aux pieds du Monument aux Morts.

142.



COLLABORATEURS TOULOUSAINS AU SERVICE DES NAZIS

Georges Pujol, André Carréra et Jean-Marie Dedieu sont trois des agents français de la Gestapo à Toulouse. Obéissant aux ordres des nazis, ils enquêtent, traquent, arrêtent, interrogent et torturent des résistants. Ils se montrent d’ailleurs particulièrement zélés dans leurs fonctions, faisant preuve d’une grande violence. Ces hommes-là, engagés pour effectuer les basses œuvres, sont avant tout des exécutants. Ce qui n’est pas le cas de Pierre Marty, l’intendant régional de police à Toulouse à partir d’avril 1944. Ce fonctionnaire de Vichy est l’un des membres les plus actifs de la collaboration en Haute-Garonne. Il répond à la fois aux exigences de Vichy en matière de répression de la Résistance et à celles de l’occupant nazi. Sa stratégie de répression s’appuie sur deux piliers fondamentaux : les infiltrations au sein des maquis et groupes de résistants combinées à une extrême brutalité, menée par sa « brigade sanglante » composée d’une dizaine de têtes brûlées au casier judiciaire bien rempli. Ce qui caractérise Marty et sa brigade, c’est leur jusqu’au-boutisme. Sans scrupules ni conscience, Marty passe outre les ordres du préfet pour devenir le fer de lance de la traque des résistants aux côtés d’Allemands qui trouvent en lui un soutien de premier plan.

143. EXtrait de la déclaration de : SCHOHN Henri
condamné à mort par la Cour de Justice
de Toulouse, le 30/9/45
gracié - actuellement détenu à la Maison Centrale
de Rennes -Lot et Garonne-

P.V. du 16 Mars 1945 -Surveillance du Territoire
de TOULOUSE

.....Fin mai 1944, j'ai quitté le M.L.F. 664
atelier allemand des réparations, où j'étais employé comme
électricien, pour entrer au G.S. (groupe d'action) pour la
Justice sociale du P.F.F.

..... Le 17 ou le 20 juin 1944, tous les éléments
jeunes et actifs du G.S. furent regroupés sous le commande-
ment de MAGISTER et s'installa Rue Legué-David, à proximité
de la Gestapo.

..... De ce qui concerne les opérations auxquelles
j'ai participé en qualité de membre du G.S., voici celles
dont je me souviens :

ELUCUTION D'UN HOMME A LA FORÊT DE BOUNOURE -

Le matin, vers 8 heures, j'étais à la
villa des Palmiers attendant mon tour de garde, lorsque
MAGISTER vint nous chercher et nous conduisit dans la cour de
la Gestapo. RENEF, ARREDET, CARRERA, MAGISTER, FLEURY, et moi,
montâmes dans une camionnette pilotée par FRANÇOIS .

Nous nous rendîmes à BOUNOURE où nous
retrouvâmes SCHNEIDER, le grand chef BURE qui était très souvent
d'ailleurs avec SCHNEIDER, CARRERA et PUJOL, à trois cents
mètres de la route, dans la forêt de Bounouren.

CARRERA et PUJOL se tenaient à côté d'un
jeune homme de 21/ 22 ans, im:58 - trapu, blond, visage
carré, teint hâlé, qui vêtu d'une chemise kaki, pantalonne
gris, chaussé de brodequins, portant des menottes, attendait
d'être exécuté. CARRERA et PUJOL firent adosser le jeune
homme à un arbre et nous nous plaçâmes en ligne à quatre ou
cinq mètres de lui. Nous l'abattîmes à la mitrailleuse, coup
par coup. C'est SCHNEIDER qui commandait le feu et c'est PUJOL
qui donna le coup de grâce. Nous rentrâmes en camionnette.



145. J.P. RÉGION DE TOULOUSE 194 ⑦
INTENDANCE DE POLICE
CABINET 2
Toulouse le 2 Juin 1944
TELEGRAMME CHIFFRE
INTENDANT REGIONAL DU MAINTIEN DE L'ORDRE
TOULOUSE
A
SECRETAIRE GENERAL DU MAINTIEN DE L'ORDRE
VICHY
N° 2198
VOUS DEMANDE ALLOCATION URGENTE MILLE LITRES
ESSENCE EN VUE IMPORTANTE OPERATION COMBINEE
AVEC MILICE FIN SEMAINE PROCHAINE FIN
1950/2/6/44
L'INTENDANT REGIONAL DU MAINTIEN
DE L'ORDRE :
Jury

146. 2335
8 Juin 1944
NOTE
pour Monsieur L O IG N O N
Je vous rappelle encore une fois, que je vou-
drais bien être le dernier, que les travaux
de réfection que j'ai demandés, depuis plus d'un
mois maintenant, à l'Intendance n'ont pas en-
core commencé et qu'il semble que vos services
d'architecture sont encore en train de mettre
au point leur projet.
Je me permets de vous rappeler à ce sujet,
et vous en ferez part à vos architectes, que
lorsque Pierre le Grand a voulu faire constru-
ire sa capitale de Saint Pétersbourg, il a
donné trois jours francs à son architecte pour
lui établir les plans de la ville. Trois jours
après, les plans étaient prêts. Il est vrai
que l'architecte aurait été pendu s'il avait
eu du retard.
L'Intendant Régional du Maintien
de l'Ordre :
Signé P. MARTY

148. 321.- Je ne me souviens pas, du moins pour le moment, d'autres nomx
d'agents français ayant travaillé pour la Gestapo, sauf DEDIEU et CARRERA,
dont vous venez de me parler. J'ai vu de mes yeux DEDIEU frapper des Fran-
çais et même leur brûler les parties sexuelles, il posédait également un
appareil à haute tension qu'il appliquait sur ses victimes pour obtenir
des aveux.

143. Extrait de la déclaration d'Henri Schohn du 14 mars 1945.
144, 144^{bis} et 144^{ter}. Photographie d'identité de Georges Pujol, d'André
Carrera et Jean-Marie Dedieu.

145. Télégramme de Pierre Marty demandant une livraison d'une quantité
très importante d'essence pour organiser une « opération combinée avec
la Milice ». Selon toute vraisemblance, cela fait référence à des actions de
répression lancées contre la Résistance. La note est datée du 2 juin 1944,
un certain nombre d'entre elles ont d'ailleurs lieu quelques jours plus tard.

146. Note de Pierre Marty pour le commissaire divisionnaire le 16 juin
1944. Marty a réquisitionné la villa de Mme Barat à Toulouse. En d'autres
termes, il s'est attribué d'office cette maison où il s'installe avec sa femme,
et a fait expulser la propriétaire qui se voit alors refuser l'accès à son domi-
cile. À travers ce simple document, on saisit l'arrogance du personnage
qui outrepassa ses compétences et abuse de sa fonction pour s'approprier
cette demeure.

147. Note de Pierre Marty adressée à Monsieur Loignon, le 8 juin 1944.
Grâce à ce document, on perçoit toute l'intransigeance de Marty, qui me-
nace à demi-mot son architecte de le pendre s'il ne commence pas rapide-
ment les travaux de réfection de son domicile. Les mots qu'il utilise, froids,
cassants, et sans équivoque, traduisent bien l'état d'esprit de cet homme
imbu de son pouvoir, qu'il utilise pour faire pression sur ses semblables en
dehors du cadre de ses fonctions.

148. La réputation d'extrême violence de ces trois agents est confirmée
par les archives de la Commission d'enquête des crimes de guerre qui
auditionnent les gestapistes allemands œuvrant avec eux. Extrait du pro-
cès-verbal de Karl Ehrlich du 6 février 1945.

147. 16 Juin 44
NOTE
POUR MONSIEUR LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE
Chef du Service Régional de la Sécurité Publique
Je vous prie de bien vouloir, à partir du samedi 20 Juin 1944,
à midi, placer à la porte de la villa que je vais habiter, 10, rue
des Vases, soit un gardien de la Paix, soit un Inspecteur, filtrant
tous les visiteurs se présentant à la villa.
Ne devront, en principe, y pénétrer que :
- la famille, (pour l'instant en femme seulement).
- les ouvriers y travaillant régulièrement.
- les membres du personnel de la police étant en service.
Tout autre visiteur ne devra franchir la grille que tout au-
tant que son nom aura été communiqué à ma femme, si elle est là,
faute de quoi, aucun étranger ne devra pénétrer dans la villa.
Cette consigne est tout particulièrement applicable à la
propriétaire, Mme BARAT, qu'il s'agit de déshabiller rapidement
de venir s'installer dans la villa comme si elle l'habitait encore.
ce qui est particulièrement indiscret et gênant pour nous-mêmes.
L'Intendant Régional du Maintien
de l'Ordre :
Signé P. MARTY

brutale, qui s'accompagne de pillages, destructions, arrestations, tortures, déportations, exécutions. De novembre 1942 à la libération, les agents de la Gestapo sont responsables de 5 à 6 arrestations en moyenne par jour en Haute-Garonne. Ces nombreuses interpellations sont possibles aussi grâce à l'aide des miliciens, dénonciateurs et autres agents français collaborateurs. La violence devient donc quotidienne, même si c'est surtout durant l'hiver 1943 et sur les six premiers mois de l'année 1944 que les coups de filet sont les plus nombreux. Plusieurs réseaux de résistance à Toulouse sont décimés ; le chef de la Résistance locale, François Verdier, est arrêté et exécuté ainsi que plusieurs autres figures importantes, déportées en camps de concentration en Allemagne et en Autriche.

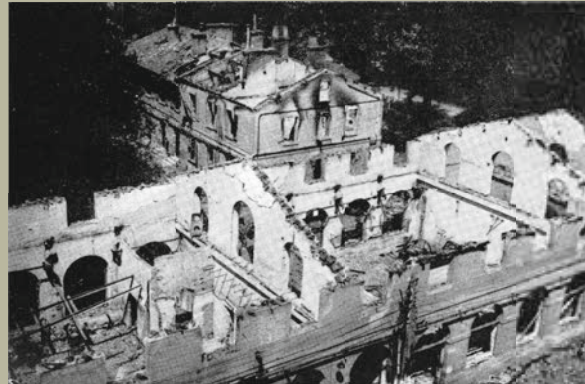
La spirale de la répression (printemps-été 1944)

La Résistance monte en puissance. Ses actions se multiplient et se durcissent (attentats, sabotages, etc.) ; ses rangs grossissent notamment depuis l'instauration du STO. Les maquis se créent et se multiplient. En réponse, la répression est de plus en plus impitoyable. Mais, au printemps et surtout à l'été 1944, les événements font basculer le pays dans une spirale de violence sans précédent. La Haute-Garonne et sa population paient un très lourd tribut lors de cette période. La propagande des nazis et du régime de Vichy tente de monter les civils contre les résistants en expliquant qu'ils sont responsables de cette violence. Pourtant la solidarité entre les combattants de l'ombre et la population n'a jamais été aussi forte.

Les raisons de ce déchaînement de violence. Les trois derniers mois d'occupation sont sans doute le pire moment de cette période en Haute-Garonne. Le printemps 1944, s'il est d'un côté synonyme d'espoir car la Libération est proche, est aussi celui de la furie nazie. Dès le mois de mai 1944, les actions de la Résistance s'intensifient en Haute-Garonne. Le débarquement allié du 6 juin en Normandie accentue le phénomène, donnant le signal d'une « levée en masse », et déclenche une véritable guérilla destinée à désorganiser les transports et à susciter, en ville comme dans les campagnes, un climat d'insécurité pour l'ennemi. Les sabotages ne se comptent plus, relayant les bombardements alliés qui ont lieu sur Toulouse les 5 et 6 avril, puis le 2 mai, et sur Francazal le 12 août 1944. Les routes secondaires sont coupées et les Allemands ne maîtrisent plus que les axes principaux du département. L'insécurité se généralise. Les nazis et leurs complices de la Milice cherchent par tous les moyens à reprendre le contrôle de la situation. Le haut commandement nazi décide de mettre en place des mesures énergiques afin d'assurer le contrôle des communications et de réduire les principaux foyers de résistance. Après ce 6 juin 1944, l'occupation se transforme en véritable terreur pour les Haut-Garonnais.

La population civile prise pour cible. L'ordre est aussi donné d'agir contre les populations des villages de la région, suspectées d'aider les résistants locaux. Ainsi, Marsoulas ou Betchat (en Ariège), deux communes tranquilles, sont attaquées le 10 juin 1944 par la division S.S. *Das Reich*. Elle

151.



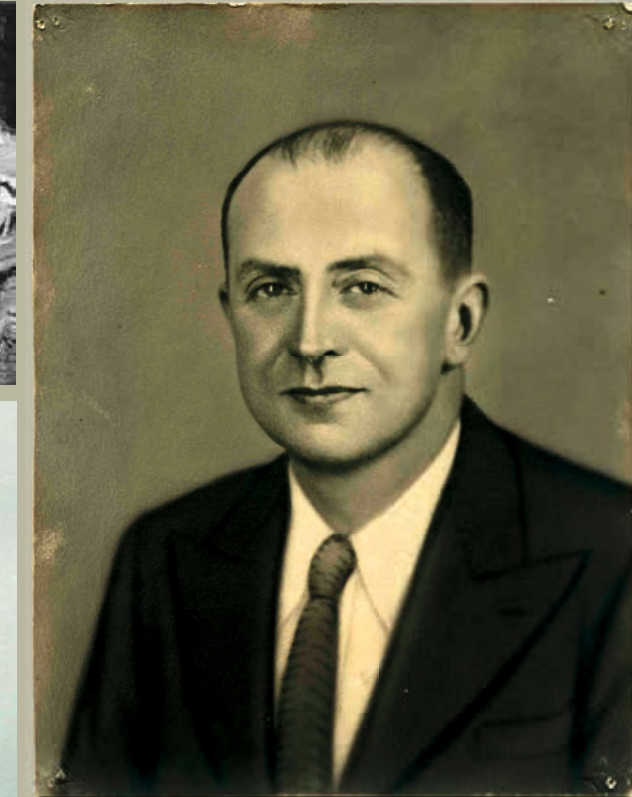
153.



154.



152.



151. Les bombardements à Toulouse. Photographie extraite du *Bulletin Municipal de la ville de Toulouse* publié en septembre 1944.

152. François Verdier, chef de la Résistance locale, est arrêté dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943 lors d'une vaste opération de la Gestapo. Torturé pendant plusieurs semaines, il est finalement exécuté en forêt de Bouconne le 27 janvier 1944. Sa mort est un coup très dur porté à la Résistance et marque un tournant dans la répression nazie.

153. Jeune soldat appartenant à la division S.S. *Das Reich*, régiment « Der Führer » qui est responsable d'un très grand nombre d'exactions lors des dernières semaines d'occupation.

154. Ces officiers S.S. de la division *Das Reich* profitent du calme du Sud-Ouest de la France après leur démobilisation du front de l'Est.

- 98 -

156^{bis}.



NOTICE INDIVIDUELLE

Nom : H A G Y

Prénoms : René

Surnom :

Né le : 2.5.35

à : Tortima (Roumanie) **Nationalité :** apatride

Domicile actuel : Oberfaßbach (Sa.), F.R.G.

Résidences antérieures : Tortima

Fils de : Antilean

et de : Tere Tortima SCHMIDT

Profession de ses derniers : agriculteur agricole

Où est leur domicile ? : Tortima (Roumanie)

Profession de l'ancêtre : agriculteur

Est-il marié ? : n/a

Date et lieu du mariage : -

Nom du conjoint : -

Nombre des enfants vivants : -

Situation de fortune : -

Contribue-t-il à l'entretien de sa famille ? : oui

Où est son degré d'instruction ? : primaire

Situation militaire : Waffen SS -

Grade ou fonction : Sturmmann

Compagnies : Irmann - Hermann

A-t-il appartenu ou parti avec ? : oui

Formation ou fonction : n/a

Antécédents

END

Marques particulières :

cicatrices, épaule droite

groupe sanguin O.

Inscriptions visibles des dents

deux de la main gauche







[illegible]

6 JUILLET 1944 : EXACTIONS, VIOLENCES ET CRIMES EN HAUTE-GARONNE

Les soldats allemands sont de plus en plus harcelés par les résistants début juin 1944. Gagnés par l'exaspération, ils multiplient les exactions contre la population dans toute la Haute-Garonne. Ils espèrent ainsi terroriser et dissuader les résistants et les civils qui les aideraient. Quatre communes (Cier-de-Rivière, Galié, Bessières et Muret) sont elles aussi victimes d'un tout autre type d'exactions, néanmoins reconnues comme crimes de guerre. Le même jour, ce 6 juillet 1944, de part et d'autre du département, dans les petits villages comme dans les bourgs plus importants, les vols et pillages deviennent quotidiens, ordinaires. Les soldats allemands n'ont plus rien à perdre. Ils brutalisent les villageois, parfois même tuent sans raison. Le choc est d'autant plus grand que ces crimes sont souvent les rares contacts qu'ils aient pu avoir avec l'occupant.

« Vers 9 heures, un officier allemand est venu avec ses hommes (...) le malheureux maître-valet pris de peur n'a pas obéi aux sommations de la patrouille et a voulu prendre la fuite. J'indiquerai que Isaïa était sourd et qu'il y a huit jours se rendant à la garde sur la voie ferrée, il avait été frappé par les soldats d'une patrouille allemande et il faut peut être voir dans ces mauvais traitements l'origine des sentiments de peur qui l'ont déterminé à se sauver. J'avais bien recommandé à tout mon personnel d'obéir sans résistance aux sommations des soldats allemands. »

Bessières
Vol de produits fermiers,
linge, argent

« Le 6 juillet 1944 j'ai été victime d'un vol commis à mon domicile par les Allemands. Ils se sont présentés vers 20h. Ils étaient au nombre de trente. Ils ont pénétré dans ma maison d'habitation prétextant qu'ils venaient perquisitionner pour chercher des armes. Voyant qu'ils ne trouvaient rien, et après m'avoir longuement questionné et menacé, ils m'ont volé les produits et lingerie-ci-après : (...) »

Muret

Meurtre de Giuseppe Isaia

TOULOUSE

REVEL

« Le 6 juillet 1944, la Gestapo de Luchon est venue pour me prendre les bêtes (...). Les Allemands m'ont obligé de leur livrer ma seule paire de vaches (...). Je suis père de six enfants et en raison du coût de la vie, je ne puis remplacer ces bêtes. »

Cier-de-Rivière
Vol d'argent
et d'une montre

« Vers 22h regagnant ma chambre sise au premier étage, j'ai constaté la disparition d'une montre qui était déposée sur ma table de nuit. Pris de soupçons, je me suis rendu à une armoire située dans une autre pièce et dans laquelle je serrais mon argent. J'ai constaté la disparition d'une somme de 6 à 7000 francs (...) ».

Galié
Vol de
3 vaches

Communes victimes de la « journée ordinaire » : 6 juillet 1944

□ Lieux de crimes de guerre

Source : CG 31 - Musée départemental de la Résistance
© Cartographie : CG 31 - DAEDL, août 2012

0 10 20 km

157.

159.

158.

[illegible]

160.

[illegible]

158. Muret, meurtre de Giuseppe Isaia, 49 ans. Procès-verbal du 7 juillet 1944. Déposition de René Salle sur les circonstances de la mort de M. Isaia (document versé au dossier « Muret » de la Commission d'enquête des crimes de guerre).

159. Bessières, vol de produits fermiers, de linge et d'argent. Procès-verbal du 20 décembre 1944. Déposition de Roger Jarlan (document versé au dossier « Montastruc-La-Conseillère » de la Commission d'enquête des crimes de guerre).

160. Cier-de-Rivière, vol d'argent et d'une montre. Procès-verbal du 10 juillet 1944. Déposition d'Henri Castex (document versé au dossier « Barbazan » de la Commission d'enquête des crimes de guerre).

161. Galié, vol de deux vaches. Procès-verbal du 16 décembre 1944. Déposition de Joseph Ispa (document versé au dossier « Barbazan » de la Commission d'enquête des crimes de guerre).

L'ÉQUIPEMENT D'UN DOUANIER ALLEMAND

FICHE D'IDENTITÉ DU DOCUMENT

Nature : Téléphone portatif de campagne, trois pattes d'épaule et un tour de manche d'un douanier allemand de la « zone réservée » des Pyrénées, en poste sur la commune de Cierp (Haute-Garonne).

Date : Inconnue.

Format : 9 cm x 26 cm x 20 cm (téléphone portatif) ; 22 cm (tour de manche) ; 3 cm x 10 cm (pattes d'épaule).

Numéro d'inventaire : 234 (téléphone portatif) ; 201 (pattes d'épaule et tour de manche).

Présentation.

L'utilisateur de ces objets était vraisemblablement un douanier appartenant à l'armée allemande, la *Wehrmacht*. La *Grenzschutz* (le service des douaniers) est souvent composée d'hommes mûrs, des soldats confirmés mais surtout aguerris à une activité montagnarde. Rapidement, ils s'installent dans les villages frontaliers, occupant parfois certains refuges, et s'approprient les chemins de montagne et sentiers. Ces « douaniers » ont essentiellement pour mission de surveiller la zone et d'intercepter les candidats à l'évasion clandestine (réfractaires au STO, résistants cherchant à passer en Espagne dans l'idée de rejoindre la France Libre, autres personnes persécutées) ainsi que leur passeur.

Contexte.

En envahissant la zone non occupée le 11 novembre 1942, les nazis se positionnent très vite le long de la frontière franco-espagnole pour contrôler cette partie stratégique du territoire. Ils créent une « zone réservée des Pyrénées » soumise à des règles extrêmement strictes de résidence et de circulation. Seuls les Français y étant domiciliés avant le 1er novembre 1942 ont le droit de se déplacer librement. Mais chaque habitant doit cependant justifier de la régularité de cette résidence. Toute autre personne qui souhaite s'y rendre doit demander un *Sonderausweis* (« laissez-passer spécial ») ou un *Einreise-Erlaubnis* (« sauf-conduit ») au maire de la commune visitée. Pour obtenir l'autorisation d'accéder à la « zone réservée », il est nécessaire de fournir un nombre conséquent de pièces d'identité et autres justificatifs. Au-delà de ces aspects, tout séjour dans cette partie du territoire est limité dans le temps.

Pour aller plus loin.

Le donateur de ses objets est Daniel Latapie. Il a fait ce don au Musée, parmi beaucoup d'autres, le 29 janvier 1977. Originaire de L'Isle-en-Dodon, Daniel Latapie entre en résistance en 1941. Cet instituteur, membre de *Combat* et de l'Armée Secrète, mène diverses actions de résistance dans le Sud du département : passages clandestins, transports d'armes, distribution de tracts et de journaux etc. Il participe aussi à la libération de Saint-Gaudens. Dans l'après-guerre, il contribue à la création des comités de libération dans le secteur de Luchon et de Saint-Béat. Retournant à son travail de professeur, il consacre les décennies suivantes à l'étude historique de la Résistance en Haute-Garonne. Il en devient ainsi l'un des historiens en collectant une très importante somme de documents et d'archives dont il fait don au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation mais aussi aux Archives départementales de la Haute-Garonne et à la Bibliothèque municipale de Toulouse. Son travail de recherche a considérablement contribué à entretenir la mémoire de cette période dans notre département.

162.



LA LIBERTÉ RETROUVÉE

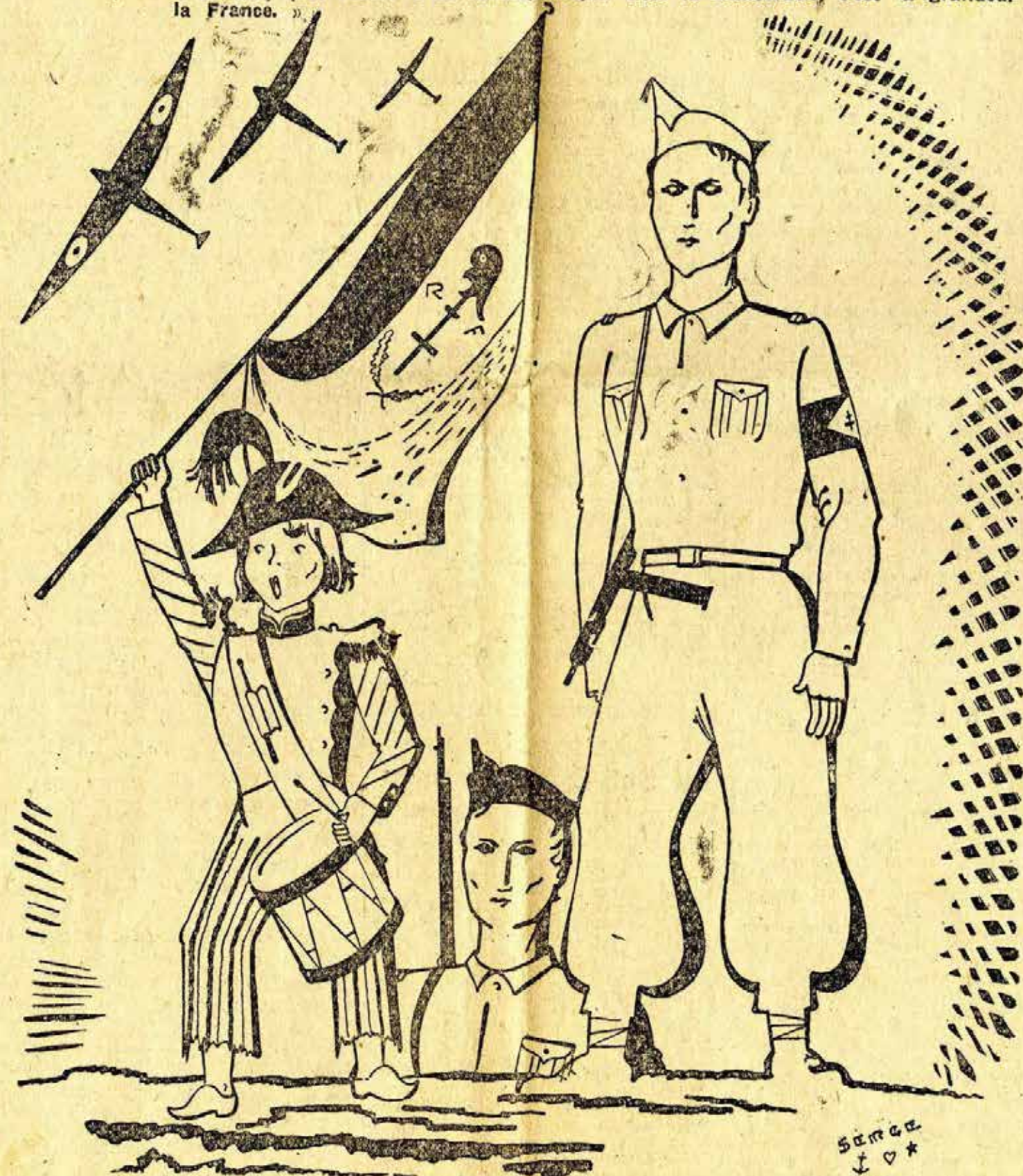
« La guerre est finie, la paix nous est rendue, et le pouvoir nous est donné de reconstruire notre patrie et de nous créer une république. En ces jours qui sont tout ensemble des jours de commémoration et d'espoir, toutes les âmes du peuple français vibrent à l'unisson. Les rues et les places de Toulouse s'empliront de votre fervente unanimité. »

Texte de Jean Cassou en août 1945, à l'occasion du 1^{er} anniversaire de la Libération.

Page suivante. Le Patriote du Sud-Ouest du dimanche 17 septembre 1944. Dessin réalisé à l'occasion de la venue du général De Gaulle à Toulouse.

DE GAULLE PARLE A TOULOUSE

« ... La gloire de nos armées, celles qui sont venues de l'Empire et celles aussi qui sont sorties spontanément du sol national et dont les unes et les autres ne font qu'une seule et grande armée française, indivisible comme la France elle-même... »
« Ce but, quel est-il? C'est la République, c'est la démocratie, c'est la grandeur de la France. »



La République nous appelle...

RECONQUÉRIR LA LIBERTÉ

Les Trois Glorieuses

Le contexte de libération. Depuis 1943 et la défaite de Stalingrad, l'armée allemande recule. Les Français sentent la Libération proche. Il faut pourtant attendre le 6 juin 1944 pour que les Alliés débarquent sur les plages normandes puis le 15 août en Provence. L'affrontement final est enfin là. La libération du pays est donc possible grâce aux troupes alliées qui progressent rapidement d'Ouest en Est jusqu'à Paris, libérée le 25 août 1944. Sur le reste du territoire, ce sont les résistants, les maquis qui poussent les nazis dans leurs derniers retranchements et précipitent leur repli. Le maquis d'Aspet réussit même à capturer des soldats ennemis à Saint-Bertrand-de-Comminges et à les garder prisonniers à Juzet-d'Izaut.

La fuite des nazis. Partout en France, à partir du débarquement en Provence, les Allemands paniquent et commencent à fuir. Ils tentent de détruire par tous les moyens les traces de leurs exactions. Ils brûlent des archives (celles du Consulat d'Allemagne et de la Gestapo, à Toulouse) et exécutent les derniers résistants arrêtés lors des semaines précédentes. Le 18 août 1944, la *Wehrmacht* reçoit l'ordre d'évacuer. Les dernières unités allemandes quittent Toulouse dans la précipitation au matin du 19 août 1944 alors que les combats de la Libération font encore rage dans les rues de la ville.

Les combats de libération. Les « Trois Glorieuses » correspondent en fait aux trois jours de lutte qui aboutissent à la libération totale de Toulouse. Les combats se déclenchent véritablement le 18 août 1944. Des groupes de résistants s'opposent aux derniers soldats allemands présents, gênant ainsi leur départ. Cependant, les affrontements se déroulent essentiellement entre miliciens et résistants. La journée du 19 août est sans doute la plus tendue. Les combats, très localisés dans certains quartiers de Toulouse, font 35 morts parmi les libérateurs. La prison Saint-Michel, abandonnée aux gardiens français, où sont encore retenus plusieurs dizaines de résistants, est prise d'assaut par des proches de prisonniers. L'ambiance dans la ville est survoltée. Finalement, Toulouse et la Haute-Garonne sont réellement libérées le 20 août 1944. Mais la région reste une zone sensible et le calme ne revient véritablement qu'à partir du 25 août.

Rassemblements et manifestations. Les Haut-Garonnais se retrouvent pour célébrer la liberté. Les rues, les places sont envahies par une population qui a besoin de s'extérioriser. On s'embrasse, on chante, on danse... C'est la liesse. Les résistants sortent de l'ombre : des défilés de maquisards s'organisent un peu partout, à Toulouse, Saint-Gaudens et Montréjeau. La fête est totale le 16 septembre 1944 quand le général De Gaulle vient dans la ville rose. La place du Capitole est saturée de monde. Les funérailles de certains maquisards tombés au combat sont aussi l'occasion de fédérer la population dans le recueillement et l'hommage aux morts. Les obsèques des membres du maquis de Saint-Lys, place Saint-Etienne à Toulouse, le 23 août 1944, réunit une assistance nombreuse.

163.



164.



165.



166.



163. La foule se masse sur la place du Capitole le 21 août 1944.

164. Le colonel Serge Ravanel, Pierre Bertaux, commissaire de la République, et Albert Carovis, président du Comité départemental de Libération, rendent hommage aux résistants morts pendant les combats de la Libération. Toulouse, le 22 août 1944.

165. Défilé des guérilleros espagnols en octobre 1944 à Montréjeau.

166. Tract diffusé à l'occasion de la visite officielle du général De Gaulle le 16 septembre 1944.

Espoirs et désillusions

Le rétablissement de la légalité républicaine. La Libération suscite de très grands espoirs au sein de la population, à la hauteur des souffrances et des sacrifices endurés. Les résistants quittent leur vie clandestine pour assumer à présent de nouvelles responsabilités, politiques cette fois. Les élections municipales ont lieu le 29 avril 1945, les cantonales le 23 septembre 1945 et les législatives le 10 novembre 1946. Certains responsables de la Résistance accèdent à des fonctions importantes comme cela était prévu avant même la fin de la guerre. Les Français retournent aux urnes ; le droit de vote est rétabli cinq ans après sa suppression par le régime de Vichy. Dans ce foisonnement des libertés retrouvées, les résistants mettent également en place de nouvelles structures qui permettent à de plus en plus de personnes, par l'éducation à la citoyenneté, de s'emparer du projet de société imaginé dans la clandestinité. Globalement, un nouvel élan et un très fort enthousiasme parcourent la population qui veut participer à la reconstruction du pays et au rétablissement de la République. Un profond désir de changement l'anime.

L'explosion de la presse toulousaine. Avec le retour de la liberté d'expression et de la presse, on assiste en Haute-Garonne à une multiplication des titres dans les jours suivant la Libération. On trouve en kiosque *La République*, *L'Espoir*, *Le Patriote*, *La Victoire*, *La Démocratie*, etc. Au total, ce sont sept nouveaux quotidiens qui apparaissent, tous très différents dans les opinions exprimées. Le retour aux grandes libertés et la fin de la censure participent à ce bouillonnement culturel d'après-guerre.

Le statut des femmes. Leur rôle central dans la vie quotidienne de la France pendant cette occupation, leur implication à tous les niveaux de responsabilités dans la Résistance expliquent que le droit de vote et le droit de représentation aux corps élus soient accordés aux femmes en avril 1945. Elles sont enfin reconnues comme les égales des hommes dans la Constitution en 1946. Leur volonté d'acquérir une place plus importante dans la société de l'après-guerre est forte. Espoirs souvent déçus car leur statut reste finalement assez similaire à celui de l'entre-deux-guerres. Elles restent encore pour une large part sous la tutelle de leurs pères et maris. Ce n'est qu'en 1965 que les femmes peuvent seules gérer leurs biens, ouvrir un compte en banque, exercer une profession sans l'autorisation de leur époux. Au lendemain de la guerre, les femmes doivent donc rentrer dans le rang après avoir été à la tête de leurs familles. Leurs actions de résistance sont rapidement oubliées, peu d'entre elles sont récompensées officiellement.

Les restrictions continuent. Après plusieurs jours marqués de faits exceptionnels, après une Libération tant attendue, la vie reprend très vite son cours. Contrairement à ce que l'on peut croire, la Libération ne met pas un terme aux difficultés quotidiennes. La population sort épuisée de quatre années de guerre et d'occupation. Les tickets de rationnement restent dans les portes-monnaies

167.



167. La Libération n'a pas résolu tous les problèmes, bien au contraire. Les revendications restent nombreuses comme sur ce tract du Comité départemental de Libération en mars 1945.

168. Les femmes françaises aux urnes pour la première fois de l'histoire du pays. Article publié dans *La Victoire* le 4 mai 1945.

169. La France de l'après-guerre est un pays exsangue, à reconstruire. La pénurie continue et l'essence, comme bien d'autres produits ou denrées, est toujours rationnée.

168.



169.

jusqu'en 1949 pour certaines denrées. De nouvelles manifestations de femmes s'organisent pour réclamer un assouplissement des restrictions.

Le retour des absents. Les nazis capitulent le 8 mai 1945. Le printemps et l'été marquent le retour au pays des prisonniers de guerre, des requis du STO et des déportés, dont la plupart avait disparu sans que leur famille ne sache rien de leur sort. Pour certains d'entre eux, la réadaptation est très délicate après plusieurs années emprisonnés, loin de la France et des leurs. Les prisonniers de guerre sont presque devenus des étrangers pour leurs épouses après une séparation de quatre à cinq ans ; les divorces se multiplient en 1945-1946. Quant aux déportés, leur situation est très particulière. Leur état de santé est extrêmement précaire et leurs parents se trouvent souvent impuissants face à leurs souffrances. Leur réinsertion est sans doute la plus difficile pour ces personnes survivantes de l'enfer. Ce qu'ils ont vécu reste largement incompréhensible pour leur entourage. De plus, la majeure partie de la population refuse d'écouter leur histoire, de s'y intéresser, ce qui les contraint au silence, eux qui avaient fait le serment de témoigner s'ils revenaient des camps. Dans cette France libérée déjà depuis plusieurs mois, on veut oublier, passer à autre chose. Les déportés et leurs blessures sont mis de côté, d'autant plus qu'à cette époque, par méconnaissance et incompréhension, on fait encore l'amalgame entre le sort des prisonniers de guerre, des STO et celui des déportés.

170.



171.

« L'EAU sera pour moi le meilleur des remèdes », nous dit Alfred NAKACHE, un des revenants de BUCHENWALD.

DEPUIS 1943, les Toulousains n'avaient pas revu Alfred Nakache. Interdit comme nageur, pour les championnats de France, il fut déporté au début de 1944. Les Américains l'ont délivré de Buchenwald. Après un court séjour à Paris, nécessité par un abcès à l'oreille, Nakache est revenu à Toulouse, samedi, les Dauphins du T. O. E. C. l'ont accueilli.

Alfred Nakache rapporte d'affreux souvenirs du « Camp de la Mort ».

« Il lui faut oublier tout ça, nous a dit M. Ders, président des Dauphins. Parmi ses amis, il apprendra à revivre. Il repart pour Paris vendredi, mais j'espère qu'il nous reviendra vite. »

Alfred Nakache, qui aura trente ans en novembre, n'a pas changé physiquement. Il pense que la natation sera pour son moral le meilleur remède. Il lui tarde de retrouver « son » eau. Il veut encore défendre son record du monde du 200 mètres brasse (2' 38" 8/10) et son record d'Europe du 100 mètres brasse (1' 8" 6/10).

Le plus heureux des Toulousains est M. Minville qui, on peut le dire, battit avec lui ces records.

« J'ai mon équipe, dit-il, en pensant déjà au 4x200 mètres. Le Bras, qui reprend confiance; Jany, qui a « poussé »; Talli, que j'ai retrouvé, et Nakache, qui revient. Et au 10x100 mètres, nous pouvons être de longtemps imbattables. »

Henriette CAMBON.

D'UN SPORT à l'autre

JEUDI, Toulouse F. C. jouera à Saint-Etienne, en championnat, avec l'équipe qui battit Alès di manche. Voici les autres matches : Bordeaux-Alès, Nîmes-Nice, Cannes-Lyon, Montpellier-Sète.

A PARIS, jeudi, le Racing et Lille seront encore aux prises, mais cette fois en championnat de France.

BOULES. — Dimanche 13 mai 1945, à 9 h. 30, au siège, café Boules, place du Capitole, réu-

170. Accueil des déportés à leur retour en France dans les gares.

171. Alfred Nakache, un des plus grands nageurs français, multiple champion de France, d'Europe et du monde, est arrêté le 20 novembre 1943 avec sa femme et sa fille à Toulouse. Ils sont tous les trois déportés parce que juifs, vers Auschwitz-Birkenau (Pologne). Nakache est le seul survivant, sa femme et sa fille ont été gazées à leur arrivée. Il est libéré le 11 avril 1945 au camp de Buchenwald en Allemagne où il a été transféré en janvier 1945. Dès 1946, cet homme à la force de caractère incroyable redevient le champion qu'il était, bat à nouveau des records et remonte sur les podiums. Article publié dans *La République du Sud-Ouest* le 8 mai 1945.

LA PRESSE DE LA LIBERTÉ

La résistance toulousaine sort de l'ombre, ses journaux clandestins aussi. Sept nouveaux quotidiens sont publiés à la libération de Toulouse et dans les semaines suivantes alors qu'il n'en existait que quatre avant la guerre. S'ils expriment des opinions différentes, ils défendent par contre tous les idées de la Résistance. On trouve ainsi dès le 20 août 1944, *La République* (ou *La République du Sud-Ouest*) et *Le Patriote* qui installent leur rédaction rue Bayard à l'ancien siège de *La Dépêche* qui a été suspendue ; le 22 août 1944, *Vaincre*, le journal des F.F.I., paraît également puis *L'Espoir* le lendemain, dirigé par Paul Debauges et Raymond Badiou. Le mouvement de résistance « Libérer et Fédérer » publie un nouveau journal intitulé *Liberté* ; le parti communiste fait réapparaître son ancien journal *La voix du Midi*. Enfin, le journal *La Victoire* est imprimé à partir du 13 septembre 1944. Quatorze nouveaux hebdomadaires sont également créés : *Valmy*, *Luttes*, *Témoignage chrétien*, *Renaissance*, *L'action des femmes*, *Jeunesse*, *L'Appel*, *Terre occitane*, etc. Cependant, ces titres vont avoir du mal à survivre à la fin de la décennie. De cette presse de la liberté, seul *Le Patriote* se maintient jusqu'en 1956.

172.



172. *L'Espoir* (« Journal du socialisme »), n°1, 23 août 1944.

173. *Le Patriote du Sud-Ouest* (« Organe du Front National de lutte pour la libération, l'indépendance et la grandeur de la France »), n°27, 16 septembre 1944.

174. *Jeunesse* (« Organe des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique de la Haute-Garonne »), n°1.

175. *La Victoire* (« Journal pour tous »), n°24, 18 septembre 1944.

176. *Vaincre* (« Grand quotidien des Forces Françaises de l'Intérieur »), n°13, 17 septembre 1944.

177. *L'Appel* (« Organe régional des Milices Patriotiques »), n°1, 22 août 1944.



173.

174.



176.



175.



177.



RENDRE JUSTICE

La découverte des horreurs de l’occupation

Un dur retour à la réalité. Après la liesse et la joie provoquées par la liberté retrouvée, les habitants du département sont rattrapés par les horreurs perpétrées par l’occupant nazi. Les premiers jours de septembre 1944 amènent leur lot de découvertes macabres en Haute-Garonne. Tous ces événements choquent considérablement la population, saturée de violences. Avant un retour à la normale, le quotidien des habitants passe aussi dans l’après-guerre par une succession d’épisodes dramatiques et de cérémonies rendant hommage aux victimes civiles. Le village de Marsoulas reçoit la médaille de la Résistance, celui de Buzet-sur-Tarn érige un monument en souvenir des crimes subis par certains habitants. De nombreuses stèles, plaques, noms de rue fleurissent dans les communes du département, maintenant ainsi les Haut-Garonnais dans une ambiance de recueillement bien sûr, mais aussi de ressassement des douleurs endurées pendant l’occupation.

La Haute-Garonne panse ses blessures. Plusieurs fosses communes sont découvertes et concernent essentiellement des résistants fusillés dans les dernières semaines avant la Libération. C’est le cas à Lacroix-Falgarde, sur un champ de tir, où trois résistants ont été fusillés début juin 1944. Il en est de même à Pibrac où les corps de quatre détenus de la prison Saint-Michel sont mis à jour après leur exécution datant de juillet 1944. Pour certaines familles, sans nouvelles d’un de leurs proches depuis longtemps, c’est un dénouement tragique et douloureux. Cependant, le sort de bien des résistants et résistantes, arrêtés par la Gestapo, ne sera jamais élucidé.

Les forêts de Haute-Garonne. Plusieurs d’entre d’elles ont été le théâtre d’exactions pendant la seconde guerre mondiale. Les nazis choisissent bois et forêts pour fusiller loin des regards. En forêt de Bouconne, une série d’exécutions a lieu entre octobre 1943 et juin 1944. Mais au lendemain de la Libération, ce sont surtout les sites de Castelmaurou et de Buzet-sur-Tarn qui révèlent les terribles derniers instants de certains patriotes. Au bois de la Reule, 15 résistants ont été fusillés le 27 juin 1944. L’identification de leur corps dans l’après-guerre est particulièrement délicate. Ce n’est qu’en 2012 que le corps de l’un d’entre eux, Charley de Hepcée, a été identifié. Quatre restent encore anonymes. Le 17 août 1944, 54 détenus de la prison Saint-Michel à Toulouse sont amenés par camions en bordure de la forêt de Buzet. Les prisonniers sont fusillés par des soldats de la *Wehrmacht* et leurs corps sont brûlés. Il semblerait que les Allemands et leurs complices français aient voulu se débarrasser de témoins compromettants au moment de leur fuite. Aujourd’hui, seulement 19 victimes ont été identifiées.

Bordelongue. Début septembre 1944, trois fosses ont été découvertes au lieu-dit « Bordelongue », sur la commune de Toulouse (route de Seysses). Les Allemands y ont jeté les corps de 27 résistants exécutés suite à leur condamnation devant le tribunal militaire de Toulouse entre novembre 1943 et avril 1944.

178.



180.



UN NOUVEAU CHARNIER à Miremont

179.



181.

182.

ARRESTATIONS DE MILICIENS et de membres de la Gestapo

183.

Les tortionnaires de la Gestapo

Trois condamnations à mort

On finit parfois par où on aurait dû commencer. La première séance de la nouvelle cour martiale instituée par l'arrêté du 4 septembre dernier dans le but de simplifier et de hâter la procédure pénale en ce qui concerne les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, a eu lieu le samedi 9 septembre, à 8 h. 30 dans la salle de la cour d'assises du palais de justice de Toulouse.

Des l'ouverture de l'audience, le banc des accusés, quatre tortionnaires et agents directs de la Gestapo : André Carrère, Jean-Marie Dedieu, Georges Pujol et la femme Madeleine Haug, née Fagès.

Tous quatre sont accusés de trahison et de commerce avec l'Allemagne. Il est, en outre, retenu contre les trois hommes, des faits atroces de tortures et d'assassinats.

UN PRETENDU AGENT DOUBLE

Pujol a 21 ans. C'est un homme de taille et de corpulence moyennes.

L'ACTE D'ACCUSATION

Après la prestation du serment de loyauté par les jurés et l'interrogatoire d'identité des quatre inculpés, le greffier lit l'acte d'accusation.

L'assistance est aussi nombreuse et passionnée qu'à la première séance du tribunal militaire.

Après la prestation du serment de loyauté par les jurés et l'interrogatoire d'identité des quatre inculpés, le greffier lit l'acte d'accusation.

L'assistance est aussi nombreuse et passionnée qu'à la première séance du tribunal militaire.

Le 4 juin, quatre jeunes gens sont fusillés dans la forêt de Bouconne en sa présence. Il donnerait même un coup de grâce.

Il dirige à Montreuil une expédition en vue d'arrêter les partisans clandestins de patriotes en Espagne. Nouvelle expédition contre le maquis près de Calmoit. Avec ses complices, il pille puis fait passer à la plume le château du Born et celui du comte d'Orléans. Il prépare une entrevue perdue avec des chefs de la Résistance montaise, sous le prétexte fallacieux d'une livraison d'armes, et ce n'est encore une fois qu'un geste apens sanglant.

DEDIEU LE BOURREAU

Dedieu est né en 1903. C'est un ancien soudier à la T. O. D. T. De novembre 1941 à mai 1942 il a fait partie de la Milice et a participé à des opérations contre le maquis, et a des vols de denrées, de l'ordre en particulier.

Mais la sinistre Milice c'est trop peu pour lui. La rue Magnac va lui réserver des voluptés autrement atroces et des raffinements d'une cruauté moins ordinaire. Il devient le bourreau attitré de la Gestapo. L'abominable spécialiste auquel on se réfère hautement dans les cas douteux et les interrogatoires difficiles et qui se fait un plaisir abominable de donner un coup de main aux tortures motus, ajoute que lui dans la même atrocité des travaux.

Les tortures auxquelles il procède dépassent en horreur et sadisme tout ce qu'on peut concevoir. Il tailladait les chairs au rasoir et versait de l'acide chlorhydrique sur les plaies. Il promenait sur tout le corps des patients des torches de papier.

Lui aussi arrêté et dénoncé. Il participe aux mêmes pillages que Pujol. Il est activement à l'œuvre dans les fusillades et exécutions de Bouconne, entre autres. Il tue des jeunes gens à la Roquette. Il pille un restaurant place Dupuy.

Enfin dénoncé, il a l'air totalement inconscient de ce qui se passe autour de lui. C'est lui, le seul de la part des patriotes indignés un premier châtiment, dont il porte visiblement les marques sévères. Mais sa face brutale et fauve, marquée par une barbe hirsute, est assez eloquemment al-

Le 4 juin, quatre jeunes gens sont fusillés dans la forêt de Bouconne en sa présence. Il donnerait même un coup de grâce.

Il dirige à Montreuil une expédition en vue d'arrêter les partisans clandestins de patriotes en Espagne. Nouvelle expédition contre le maquis près de Calmoit. Avec ses complices, il pille puis fait passer à la plume le château du Born et celui du comte d'Orléans. Il prépare une entrevue perdue avec des chefs de la Résistance montaise, sous le prétexte fallacieux d'une livraison d'armes, et ce n'est encore une fois qu'un geste apens sanglant.

DEDIEU LE BOURREAU

Dedieu est né en 1903. C'est un ancien soudier à la T. O. D. T. De novembre 1941 à mai 1942 il a fait partie de la Milice et a participé à des opérations contre le maquis, et a des vols de denrées, de l'ordre en particulier.

Mais la sinistre Milice c'est trop peu pour lui. La rue Magnac va lui réserver des voluptés autrement atroces et des raffinements d'une cruauté moins ordinaire. Il devient le bourreau attitré de la Gestapo. L'abominable spécialiste auquel on se réfère hautement dans les cas douteux et les interrogatoires difficiles et qui se fait un plaisir abominable de donner un coup de main aux tortures motus, ajoute que lui dans la même atrocité des travaux.

Les tortures auxquelles il procède dépassent en horreur et sadisme tout ce qu'on peut concevoir. Il tailladait les chairs au rasoir et versait de l'acide chlorhydrique sur les plaies. Il promenait sur tout le corps des patients des torches de papier.

Lui aussi arrêté et dénoncé. Il participe aux mêmes pillages que Pujol. Il est activement à l'œuvre dans les fusillades et exécutions de Bouconne, entre autres. Il tue des jeunes gens à la Roquette. Il pille un restaurant place Dupuy.

Enfin dénoncé, il a l'air totalement inconscient de ce qui se passe autour de lui. C'est lui, le seul de la part des patriotes indignés un premier châtiment, dont il porte visiblement les marques sévères. Mais sa face brutale et fauve, marquée par une barbe hirsute, est assez eloquemment al-

Chercher et punir les coupables

L'épuration. Ce terme regroupe toutes les procédures sommaires ou judiciaires auxquelles sont soumis les Françaises et Français accusés de trahison, de crimes liés à l'occupation et à la collaboration avec l'ennemi. À Toulouse comme partout en France, miliciens et collaborateurs sont arrêtés. L'épuration est un passage obligé après quatre ans de souffrances et de privations. Elle est aussi le résultat d'une répression toujours plus atroce. Au moment même de la Libération, les rancœurs se déchaînent; on assiste à de nombreuses exécutions sommaires et à des scènes d'humiliation publique de femmes accusées d'avoir eu des relations avec des soldats allemands. La mise en place d'une Cour martiale puis d'un Tribunal militaire permet de retrouver un peu de sérénité et d'encadrer cette épuration. Trois agents de la Gestapo, dont Jean-Marie Dedieu et Georges Pujol, sont arrêtés par la Résistance, condamnés à mort par la Cour martiale de Toulouse puis exécutés en septembre 1944. Marty, l'intendant de police, est reconnu également coupable de multiples exactions. Condamné à mort par la Cour de justice de Toulouse, il est exécuté en juillet 1949.

La Commission d'enquête des crimes de guerre. La France demande des comptes, a besoin d'un exutoire pour se reconstruire une identité commune. Le Gouvernement Provisoire de la République Française crée donc en octobre 1944 une « délégation régionale du service de recherches de crimes de guerre ennemis », dépendante du Ministère de la Justice. Elle doit enquêter sur tous les crimes de guerre commis pendant l'occupation et trouver les responsables. Ce service compile alors les exactions et parvient parfois à interpeller certains coupables, même si poursuivre les criminels nazis n'a pas été évident dans la France et surtout l'Europe de l'après-guerre. Mais l'objectif est avant tout de faire connaître à la population l'étendue des horreurs commises.

La Commission en Haute-Garonne. Dans le département, un travail minutieux a été réalisé commune par commune. Il nous révèle aujourd'hui une réalité souvent tragique de ce que fut l'occupation. Les auditions des personnes, les photos prises, les plans dessinés deviennent alors, près de soixante-dix ans après, autant de témoignages des exactions commises par les troupes allemandes, qui allaient du vol d'œufs ou d'un vélo, au massacre aveugle des populations civiles.

L'ÉPURATION EN HAUTE-GARONNE

Après les terribles dernières semaines de violence vécues, la population exprime un désir de vengeance très fort, aux lendemains de la Libération. Les résistants souhaitent également que justice soit rendue et qu'elle le soit vite, mais aussi, d'une certaine manière, que cette épuration permette de jeter les bases d'une nouvelle France à construire. Une ambiance survoltée règne à Toulouse et dans le département à la suite des journées de libération qui sont le théâtre d'arrestations arbitraires, de bavures parfois. On fait la chasse aux « collabos », aux traîtres. Pour mettre fin à ces actes, pour apaiser les esprits, des tribunaux d'exception sont créés en Haute-Garonne. La cour martiale de Toulouse tient trois séances les 9, 11 et 15 septembre 1944 et condamne à mort huit personnes (dont une femme) pour des faits graves de collaboration. Mais la déception est finalement importante. Pour beaucoup, trop peu de responsables ont réellement été punis malgré les arrestations nombreuses. La sévérité voulue des débuts s'est essoufflée progressivement...

184.

TROIS TRAITRES, ASSASSINS, condamnés à mort

(Suite de la 1re page)

Le jugement, fortement motivé, dit notamment que la qualité d'israélite de l'inculpée et le fait que ses rapports sexuels avec des Allemands ont été tolérés témoignent contre elle, que le fait qu'elle a prévenu une famille

la nazification de la pensée française sous l'égide de Pétain.

Frayssines subira le châtimement suprême. Ainsi en décide le tribunal.

G. P.

mbre

185.

Traîtres, assassins, tortionnaires, pillards

Suzanne NEIDHAC Fonquernie et Frayssines condamnés à mort

Devant une salle comble, l'audience est ouverte à 14 heures, sous la présidence du lieutenant-colonel Fourès, le capitaine Roger occupant le siège de l'accusation.

La femme Suzanne Fourès, épouse Millau, accusée de trahison et intelligence avec l'ennemi.

Son mari, agent du 2e Bureau, a été arrêté par la Gestapo en septembre 1943.

Elle a été successivement la maîtresse d'un nommé Remy, son de son mari, qui lui a prêté 837.800 francs pour l'achat d'un fonds de bonneterie, rue du Taur, puis celle d'un nommé

186.

Deux procès-vedette en cour de justice

Le rôle de la cour de justice — dont la session s'ouvrira cet après-midi, dans la salle des assises — est particulièrement chargé.

Huit audiences et vingt-six affaires d'intelligence avec l'ennemi, de pillage ou de marché noir.

Comme nous l'avons déjà annoncé, c'est le sinistre intendant Hornus, assassin et tortionnaire, qui comparaitra le premier, suivi, lundi, par ces demoiselles de l'état-major boche, dénonciatrices du maquis de Grenade.

188.

Devant la Cour martiale de Toulouse

Dedieu, Pujol et Carrera agents et bourreaux de la Gestapo ont été condamnés à mort

Ils ont été exécutés six heures après le prononcé de la sentence

190.

« BULLETIN SANITAIRE »

Les directeurs des Variétés et du Plaza, les deux cinémas de Toulouse qui se sont le plus distingués par leur zèle hitlérophile, ont été enfermés dans une salle obscure. Avec une cruche d'eau et 100 gr. de pain.

Mlle Laviolle est chef de service des expulsions et des naturalisations à la préfecture de la Haute-Garonne.

Elle porte un bien joli brassard bleu, blanc et rouge. Elle n'a, bien entendu, de commun que le nom avec Mlle Laviolle, chef de service des expulsions et des naturalisations à la préfecture de la Haute-Garonne sous Vichy, responsable personnellement de l'expulsion de milliers d'Espagnols et qui s'opposa à la destruction de la liste réclamée par la Gestapo de nos compatriotes juifs.

Si Mlle Laviolle était bien Mlle Laviolle, ce serait trop fort, n'est-ce pas?

Il y a des Industriels qui fabriquent du ciment. Il y a des entrepreneurs de construction. Il y a des transporteurs.

Il faut de tout pour faire un monde.

Il faut de tout aussi pour construire le mur de l'Atlantique.

Bien sûr, nombre de patrons ont comme leurs ouvriers travaillé à contre-cœur pour le compte de l'Allemagne.

A contre-cœur! Mais non pas contre leur porte-monnaie.

Nous ne doutons pas un instant que les biens de ceux qui n'ont pas spontanément versés les bénéfices ainsi acquis aux caisses publiques

se les verront réclamer avec toute l'énergie nécessaire.

Frossard, chef de la Milice, provocateur et assassin, fait savoir, pour conserver le peu d'honneur qui lui reste, qu'il n'a rien de commun que le nom avec L.-O. Frossard, renégat.

Docteur GUILLOTIN.

Demain dimanche

La fête du M. L. N.

au Stade JACQUES-CHAPOU (ex-stade Huntziger)

Grande Fête

artistique et sportive

du Mouvement de Libération Nationale

Brèves allocutions de

BOUCONNE, chef régional du M. L. N.

et de M. MAURIU

Vice-président de l'Assemblée consultative

MATCH DE FOOTBALL

Une mi-temps de rugby

Epreuves masculines et féminines d'athlétisme

Assauts de fleurets et de sabres

LE BALLET DES ALLIÉES

conçu et dansé par

Simone Tchénezy et l'école municipale de danse

La musique de l'Air

Prix d'entrée : 5 francs

189.

FROSSARD et SAINT-JEAN ont payé leurs crimes

Hier matin les miliciens Frossard et Saint-Jean, condamnés à mort le 9 avril, ont payé leurs crimes.

A La Croix-Falgarde, à 7 h. 55, deux pelotons d'exécution ont fait justice des crimes abominables dont le chef milicien et son séide portent la responsabilité.

Les deux miliciens Garin et Teoulé, condamnés à mort à la même date, ont été graciés et transférés à la centrale d'Eyssez.

Le châtimement des hommes de main comme Frossard et Saint-Jean serait dérisoire si le même traitement n'atteignait pas les chefs : les Darnand, Laval, de Brinon, Pétain.

Vite, qu'on leur donne la mort qu'ils méritent!

184. La presse locale multiplie les articles et gros titres sur les collaborateurs arrêtés. Ce qui contribue à entretenir un climat tendu et vengeur dans la population. *La Voix du Midi* du 29 septembre 1944.

185. *La Voix du Midi* du 29 septembre 1944.

186. Pierre Marty, encadré par deux policiers, lors de son procès. Photographie Archives départementales de la Haute-Garonne.

187. *Le Patriote du Sud-Ouest* du 2 décembre 1944.

188. *Le Patriote* du 15 mai 1944.

188. Les trois agents de la Gestapo, Carréra, Dedieu et Pujol, sont arrêtés par un groupe de résistants alors qu'ils tentaient de s'enfuir. Ramenés sur Toulouse, ils sont jugés le 9 septembre 1944, condamnés à mort et exécutés immédiatement. Article et photographie publiés dans *La République du Sud-Ouest* du 10 septembre 1944.

190. Le « Bulletin sanitaire » du Docteur Guillotin est publié dans le journal communiste *Le Patriote*. Son directeur, André Wurmser, utilise ce pseudonyme dans cette rubrique consacrée à l'épuration. Pour lui, les sanctions ne sont pas assez dures, les procédures trop longues et lentes. *Le Patriote du Sud-Ouest* du 19 septembre 1944.

- 118 -

- 119 -

VIVRE DANS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Quel quotidien attend les Français et les Haut-Garonnais dans l'après-guerre ? Quelle nouvelle société se met en place ? Quelles en sont les principales caractéristiques ?

Une société issue de la clandestinité

Résister pour une autre société. La Libération est évidemment un objectif pour les résistants, mais ils considèrent aussi que leur combat doit aboutir au rétablissement de la République et à la mise en place de nouvelles mesures. Les responsables de la Résistance ont bien conscience des écueils de la IIIe République. Ils savent également qu'en sortant de la clandestinité, ils auront à pourvoir des fonctions importantes.

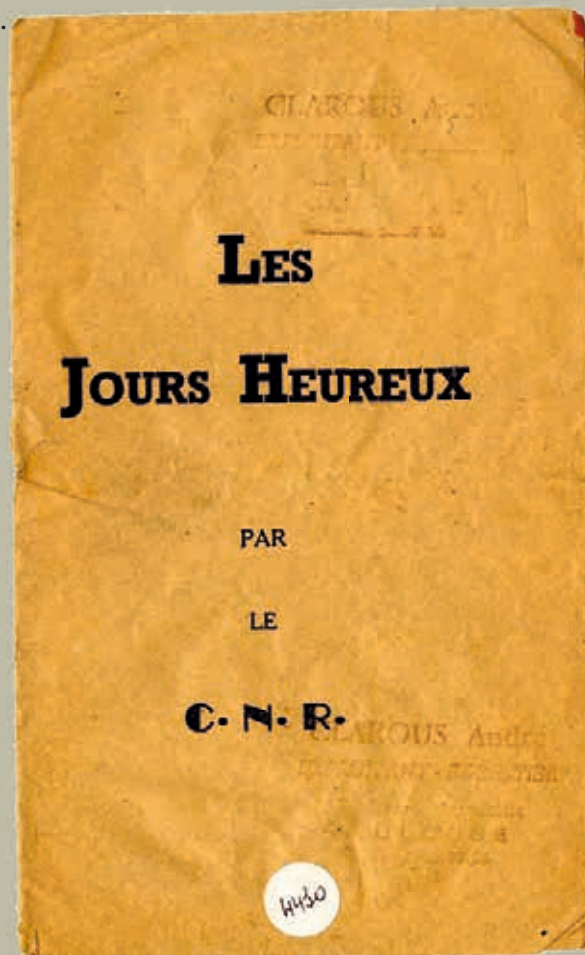
Le Conseil National de la Résistance. Il est fondé le 27 mai 1943 et regroupe les différents représentants des mouvements et réseaux de résistance français. À sa tête, Jean Moulin, désigné par le général De Gaulle, est chargé de l'unification de la Résistance et de la concrétisation du programme du CNR pour la refondation de la République après la Libération. Ce programme intitulé *Les jours heureux* est édité sous l'occupation et diffusé en régions auprès des groupes de résistance.

Le contenu du programme. Son objectif est de construire un programme politique, économique et social conforme aux aspirations de l'immense majorité. Trois grands volets sont prévus : les nationalisations, la planification économique et le domaine social.

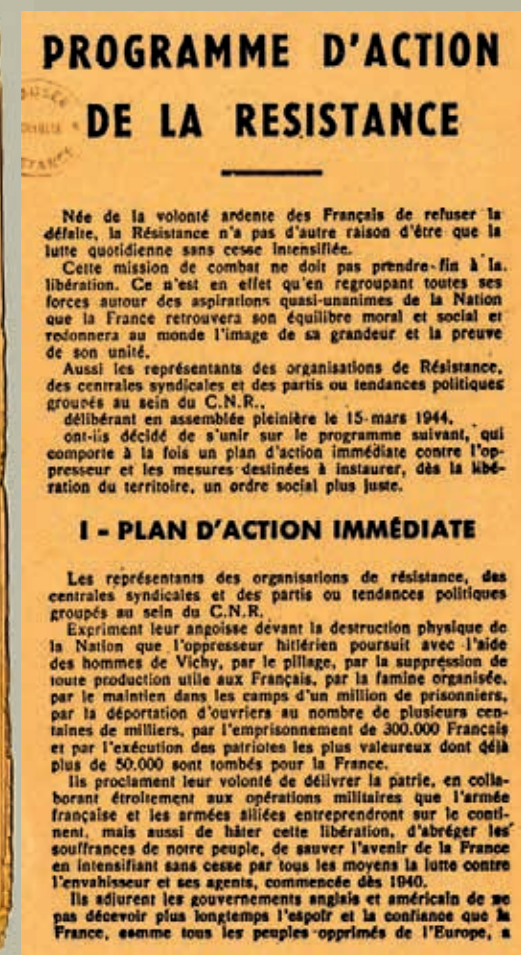
Quelle réalité pour ce programme à la Libération ? Le 10 septembre 1944, la législation de Vichy est abolie. Le Gouvernement Provisoire de la République Française utilise *Les jours heureux* comme guide pour réaliser les réformes. Les mesures proposées par le programme du CNR sont d'ailleurs quasiment toutes mises en place avec le soutien de presque toutes les tendances politiques. De 1944 à 1946, les nationalisations concernent les secteurs clés de l'économie (nationalisation de la Banque de France et des principales banques de dépôt), de l'énergie (gaz, charbon et électricité sont alors considérés comme un bien public), du transport aérien (Air France) et de l'automobile (nationalisation des usines Renault). Les progrès sociaux sont considérables. On doit au programme du CNR le développement des prestations sociales (mise en place d'une assurance vieillesse pour certaines catégories de non salariés ; allocations logement en 1948) et la création de la Sécurité Sociale (octobre 1945). La notion de solidarité est placée au cœur du système avec également la mise en place des comités d'entreprise. La France connaît une vague de réformes comme rarement auparavant dans son histoire. De quoi modifier considérablement la vie quotidienne des Français pour des décennies.

1945-1949. Le rêve d'une libération ramenant la sérénité, la prospérité et surtout remplissant les étals des commerçants est éphémère. Le gouvernement français se trouve face à un véritable défi : reconstruire un pays détruit par la guerre et épuisé par les réquisitions nazies, redonner confiance aux

191.

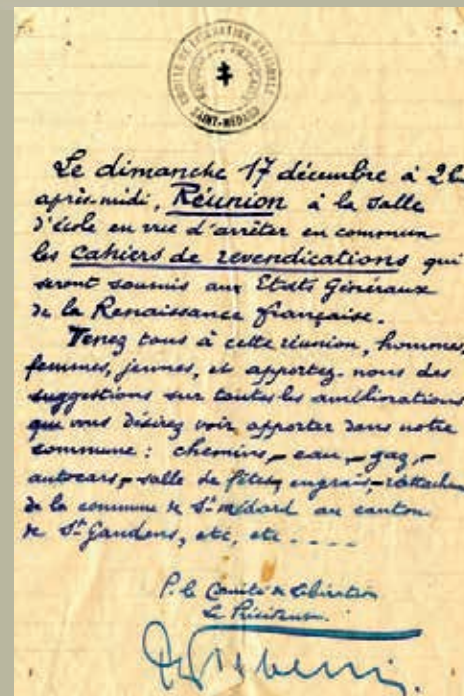
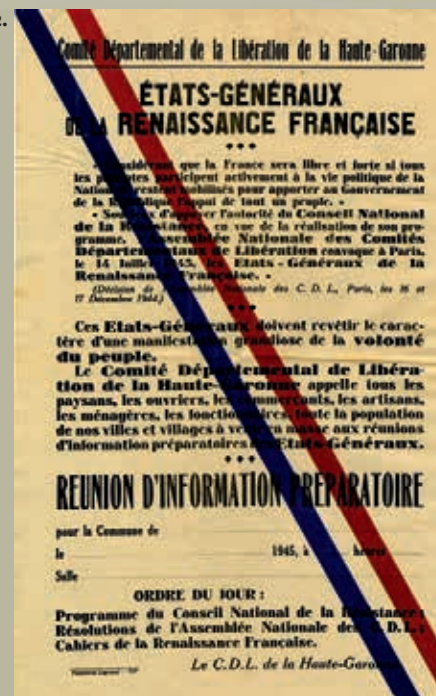


191.



191^{bis}.

192.



193.

191 et 191^{bis}. Le programme du Conseil National de la Résistance est publié dans la clandestinité.

192. Affiche annonçant une réunion d'information en vue des États-Généraux de la Renaissance française. Ces réunions sont aussi l'occasion d'expliquer et de populariser le programme du CNR.

193. Appel à la population pour la tenue d'une réunion en vue de l'élaboration du cahier de doléances de la commune de Saint-Médard.

habitants, pallier aux énormes difficultés de logement, gérer la pénurie qui perdure. Les espoirs de jours meilleurs, même si la liberté est retrouvée, se trouvent déçus. Les frustrations sont nombreuses et les mesures du CNR n’ont pas d’effets immédiats et se verront à plus long terme. Il faut se rendre à l’évidence : la crise matérielle et alimentaire du pays va être longue. Si un début d’amélioration se fait sentir à partir de 1949, les Français doivent s’armer de patience et supporter les désagréments quotidiens hérités de la guerre.

La Haute-Garonne entre dans une nouvelle ère

L’accueil du programme du CNR en Haute-Garonne. Celui-ci est très positif et va réellement servir de feuille de route. Ce programme répond en effet parfaitement aux attentes du département. Les principaux chefs de la Résistance locale veulent le mettre en place immédiatement et anticipent même les mesures nationales. Dès la Libération, une activité politique fébrile s’empare des plus importants lieux de production et secteurs économiques. Trois semaines après la fin de l’occupation, des réformes novatrices et spécifiquement toulousaines apparaissent. Les débats sur la question de l’avenir se révèlent très intenses. Dans le domaine militaire, par exemple, un projet d’armée nouvelle faite de soldats-citoyens est expérimenté à l’école des officiers FFI du château de Lospinet, près de Toulouse. Des régies municipales sont créées dans les secteurs des transports (tramway), du gaz et de l’électricité. Le concept de l’autogestion est au cœur de cette réforme. Usagers et employés doivent être parties prenantes de la gestion de l’entreprise.

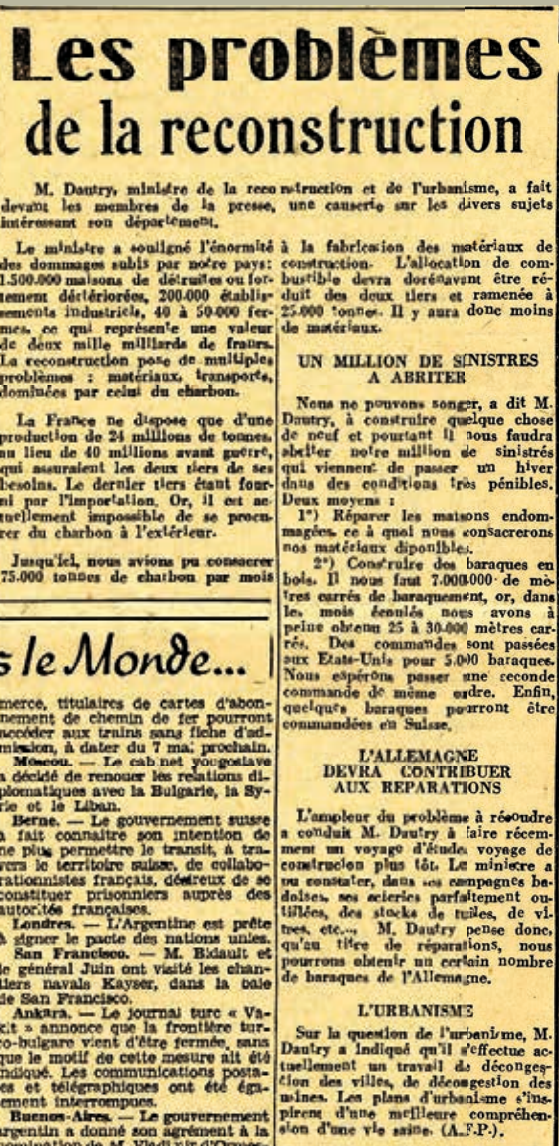
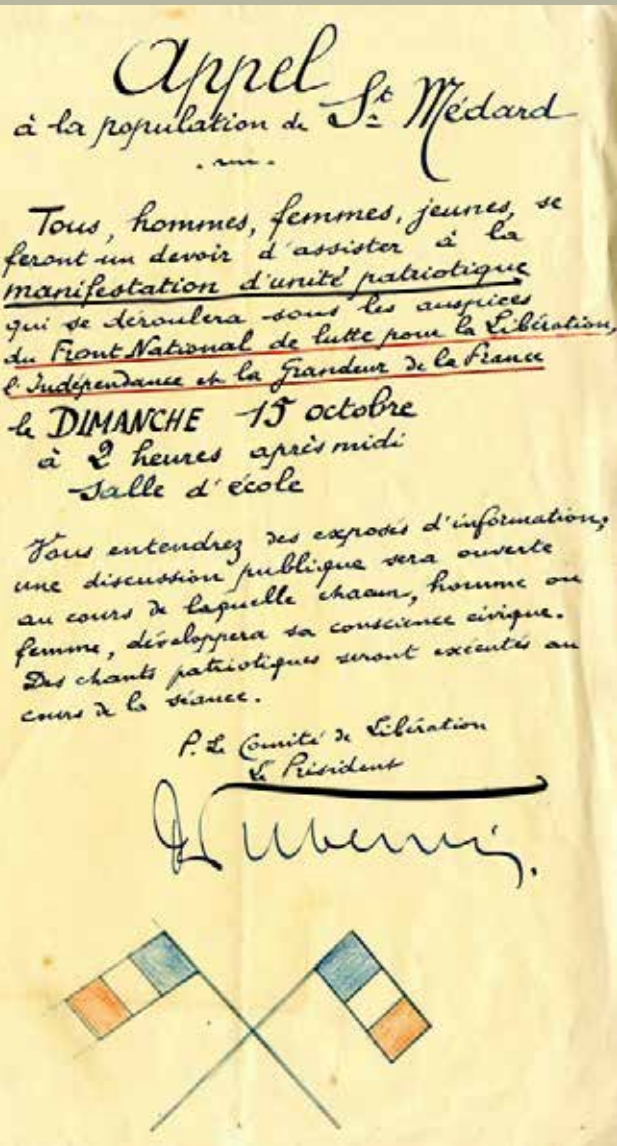
Les accords de Toulouse. Cette réforme réorganise le secteur de l’aéronautique en septembre 1944. On souhaite que la participation du personnel soit plus importante dans la gestion et le fonctionnement de l’entreprise. Le travailleur doit avoir des responsabilités nouvelles. Des Comités Mixtes de Production sont mis en place dans lesquels représentants du personnel et dirigeants sont associés.

Le retour des cahiers de doléances. La population haut-garonnaise est sollicitée dans les premières semaines de la Libération pour participer à des réunions d’informations sur les nouvelles mesures mais aussi pour exprimer ses souhaits. Les comités de Libération sont chargés de la tenue de ces réunions et de consigner sur des cahiers de doléances les idées formulées par les citoyens. L’héritage de la Révolution Française est évident dans cette initiative. C’est donc l’occasion pour la population de s’informer et de prendre part au débat public. Par la suite, des États-Généraux de la Renaissance Française se déroulent le 14 juillet 1945 à Paris. Des délégués de tous les départements représentent la population et ses revendications ; pour la Haute-Garonne, c’est Sylvain Dauriac, résistant et déporté, qui est investi de cette mission.

194. Les problèmes économiques, matériels, financiers, immobiliers sont le quotidien des Français dans l’après-guerre. De nombreux efforts leur sont encore demandés pour redresser le pays. Les bons de souscription qui les sollicitaient en 1939 pour la défense de la France, les appellent désormais à la générosité pour sa reconstruction. *Le Patriote du Sud-Ouest* du 2 décembre 1944.

195. Affichette convoquant la population de la commune de Saint-Médard à participer à une « manifestation d’unité patriotique ».

196. L’un des grands défis de l’après-guerre : recréer un espace urbain dans de nombreuses villes bombardées, détruites. Au-delà de la nécessité de réparer et de reconstruire, la crise du logement se révèle être un sujet très délicat qui handicape et fragilise bien des Français jusqu’au début des années 1950. Article publié *dans Liberté* du 4 mai 1945.



LE MANIFESTE DE *LIBÉRER ET FÉDÉRER*

FICHE D'IDENTITÉ DU DOCUMENT

Nature : Journal clandestin de la résistance toulousaine. Numéro 15-16.

Date : Avril-Mai 1944.

Format : 21 cm x 26 cm.

Numéro inventaire : 1517.

Présentation.

Le mouvement de résistance toulousain *Libérer et Fédérer* publie ce manifeste conjointement avec *L'Insurgé*, mouvement lyonnais. *Libérer et Fédérer* naît en 1942 après le démantèlement du groupe Bertaux fin 1941. Plusieurs de ses membres, comme Achille Auban et Clément Laurent, se retrouvent très vite pour rassembler à nouveau, malgré les risques, des compagnons. Ils sont rejoints par Adolphe Coll et Maurice Fonvieille, tous deux militants socialistes, et déjà engagés dans l'avant-guerre. Le mouvement édite un journal qui porte le même nom. Seize numéros paraissent jusqu'à la Libération, plus ou moins régulièrement car les difficultés matérielles sont nombreuses (trouver du papier, de l'encre, des fonds, etc.). Ils sont imprimés notamment dans les ateliers d'Henri Lion et de Raymond Castellvi. *L'Insurgé* est un mouvement socialiste de résistance créé en 1940 à Lyon qui fusionne fin 1943 avec *Libérer et Fédérer*. Il édite vingt-six journaux clandestins.

Contexte.

Sur quatre pages denses, les mouvements défendent l'idée d'un socialisme basé sur le respect de la liberté individuelle et de la personne humaine, en passant par une révolution sans guerre civile excluant les anciens hommes et les anciens partis. Depuis plusieurs numéros, le journal *Libérer et Fédérer* expose ses idées pour une nouvelle société. En ce printemps 1944, la victoire alliée et la Libération deviennent des espoirs concrets ; de nombreux mouvements de résistance, qui se projettent depuis longtemps déjà dans l'après-guerre, détaillent leurs programmes politiques, économiques et sociaux pour l'avenir des Français. L'introduction de ce manifeste l'exprime d'ailleurs très clairement : « *Après plus de trois années d'oppression, de misère et de lutte, la France entrevoit enfin sa libération. Le moment est proche où aux sacrifices de la résistance se substitueront les devoirs de la reconstruction.* »

Pour aller plus loin.

Le premier numéro de *Libérer et Fédérer* est publié le 14 juillet 1942. Tiré à 20 000 exemplaires, véritable record pour l'époque, le journal s'ouvre par une véritable profession de foi intitulée « *Ce que nous sommes, Ce que nous voulons* » : pour le mouvement, la préparation de l'avenir doit autant compter que la libération du pays. Il faut gagner la guerre, « *réduire à l'impuissance les pays totalitaires* », et gagner la paix, c'est-à-dire « *unir les nations européennes pour créer les conditions d'une paix durable* ». L'objectif est donc de « Libérer » (la France et l'Europe) et de « Fédérer » (les peuples européens pour la paix). Au cours des 16 numéros édités, *Libérer et Fédérer* va progressivement multiplier les articles de fond, qui s'ajoutent aux textes dénonçant les exactions nazies ou les collaborateurs français et les dégâts qu'ils causent. Les résistants n'étaient pas seulement des personnes en révolte contre une idéologie de haine. Ils avaient à cœur de promouvoir une nouvelle société plus juste et plus fraternelle, qui sache prendre en compte les erreurs du passé pour bâtir un futur meilleur. Soixante-dix ans plus tard, leur idéal reste le même.

LIBÉRER ET FÉDÉRER L'INSURGÉ

Organe du Mouvement Révolutionnaire Socialiste

MANIFESTE

Après plus de trois années d'oppression, de misère et de lutte, la France entrevoit enfin sa libération. Le

moment est proche où aux sacrifices de la résistance se substitueront les devoirs de la reconstruction.

La victoire ne résoudra pas tous les problèmes...

Car la paix, si elle restitue à la France son indépendance et la libre disposition d'elle-même, n'effacera pas automatiquement les lourdes conséquences de l'état de choses créé par la guerre.

Au lendemain de la victoire notre pays devra rebâtir ses villes détruites, ses usines démolies, reconstituer

ses réserves de matières premières épuisées, trouver du travail aux millions de prisonniers, déportés, réfugiés, assainir les administrations publiques et les débarrasser des traîtres et des incapables dont Vichy les a remplies, reverter la nation en lui donnant pour charpente un idéal nouveau puisé dans l'esprit de solidarité et animé par la conscience du bien commun.

La reconstruction de la France devra se faire au profit du peuple...

Or il ne servirait à rien au peuple d'avoir gagné la guerre s'il ne se montrait capable d'accomplir ces tâches et de les accomplir à son profit.

Si demain les maisons sont rebâties pour être livrées aux propriétaires voutours, si les usines sont reconstruites pour redevenir les bagnes de la classe ouvrière, si l'économie française n'est relevée que pour replacer la paysannerie sous le joug des intermédiaires capitalistes, si enfin la vie politique du pays ne retrouve son rythme normal que pour permettre le retour au pouvoir des politiciens démagogues et incapables de

l'ancien régime, à quoi auraient servis les sacrifices de tous ceux qui sont morts dans les Flandres et en Afrique, qui tombent chaque jour en Italie et dans les maquis, qui subissent en Allemagne la déportation, qui souffrent ou agonisent dans les camps de prisonniers, dans les géoles de Vichy ou de la Gestapo ? Non seulement les exploitants traditionnels du peuple seraient les seuls bénéficiaires de la paix, mais la France, entre les mains de ceux qui l'ont toujours trahie, divisée et affaiblie, se trouverait définitivement reléguée au rang de nation de seconde zone.

Gagner la guerre et gagner la paix...

Gagner la guerre n'a donc de sens et de valeur pour le peuple que s'il est capable, au lendemain de la victoire, de gagner et de mériter la paix.

Mais la paix se gagnera au prix des mêmes sacrifices, de la même discipline que la guerre elle-même. Les combattants devenus travailleurs, devront dans les usines, dans les champs, dans les bureaux, faire preuve d'un courage, d'une volonté, d'un désir de vaincre, égaux à ceux qu'ils auront déjà déployés sur les champs de bataille. La victoire n'apportera pas, avec la fin des opérations militaires, l'abondance et la facilité. De longs mois, des années peut-être, s'écouleront avant que le

peuple puisse s'accorder le droit et le temps de jouir de la paix. Son premier devoir sera de s'assurer par le travail, la volonté, voire la force, un avenir d'où ne puisse sortir pour lui ni un nouveau régime d'oppression ni une nouvelle guerre.

Cette bataille de la paix, pas plus que la bataille militaire, ne s'improvise. La France le sait, qui en 1918 a perdu la paix après avoir gagné la guerre, parce qu'elle n'est pas restée mobilisée pour gagner la gigantesque bataille politique, économique et sociale de l'après-guerre. Dès maintenant il importe donc d'organiser l'armée de la reconstruction.

Programme d'Action

Le Mouvement Révolutionnaire Socialiste, est un mouvement populaire pour la libération et la renaissance dans une Europe unifiée d'une France reconstruite sur les bases d'un socialisme garantissant à l'individu le plein épanouissement de sa personnalité au sein de collectivités fondées sur la communauté des intérêts et jouissant dans ce cadre de la plus large autonomie.

La réalisation de ce but étant conditionnée par la défaite de l'Allemagne hitlérienne, *Le Mouvement Révolutionnaire Socialiste*, entend participer à la résistance contre l'occupant, sous l'égide du Comité Français de Libération Nationale, seul Gouvernement reconnu par le Peuple français pour diriger l'effort de guerre de notre pays et assurer la gestion des intérêts français jusqu'à la victoire.

Au lendemain de la victoire, *le Mouvement Révolutionnaire Socialiste*, est disposé à joindre son action à celle de toutes les forces révolutionnaires de la Nation, notamment le mouvement syndicaliste, le Parti Communiste, les mouvements chrétiens sociaux pour la réalisation du programme suivant :

A. - LIQUIDATION DES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE PAR :

1° - Le jugement et châtiment rapide des traîtres, des spéculateurs et des profiteurs des malheurs de la patrie.

2° - Le rétablissement de la souveraineté de la France sur tous les territoires qui lui appartenaient avant 1939 et le retour à la France de tous les biens qui ont quitté le sol français depuis l'armistice du 24 juin 1940.

3° - Le rétablissement dans la mesure compatible avec les principes du nouveau régime, de tous les droits et libertés violés depuis la pénétration en France des armées allemandes.

4° - La reconstruction dans le cadre de la France nouvelle, de ce qui a été détruit du fait de la guerre.

B. - CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ARMATURE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIALE, qui supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, assure la gestion de l'économie dans l'intérêt du peuple et garantisse à chaque individu le plein épanouissement de sa personne par la participation effective aux différentes activités et responsabilités sociales et, aux diverses familles professionnelles et spirituelles de la Nation, la coordination de leur activité et le développement de leur solidarité dans le maximum de respect de leur autonomie.

Pour atteindre ce but, les mesures suivantes devront être prises :

1° - Nationalisation de toutes les entreprises qui ont acquis le caractère d'un service public :

mines ;

forces motrices (charbon, énergie hydraulique, pétrole, etc.) ;

moyens de transports (chemin de fer, compagnies de navigation, transports aériens) ;

assurances ;

banques.

2° - Remise de toutes les autres grandes entreprises industrielles, commerciales et agricoles aux communautés de travailleurs et gestion de ces entreprises par des conseils d'administration élus au suffrage universel et au scrutin secret par l'assemblée des ouvriers et agents de maîtrise.

Respect de la propriété individuelle de la petite entreprise et de la propriété artisanale.

3° - Sauvegarde de la petite propriété agricole ; gestion des affaires agricoles par les conseils de paysans élus directement par les agriculteurs de chaque circonscription rurale ; développement de la coopération paysanne ; établissement dans chaque circonscription rurale d'un équipement mécanique ; revalorisation des produits de la terre.

4° - Organisation de l'économie française en économie planifiée et adaptation de son fonctionnement à son rôle Européen, de sorte que son insertion au sein de l'économie continentale puisse se réaliser sans crise grave et sans préjudice pour le peuple français.

5° - Contrôle du commerce extérieur.

6° - Instauration d'un régime de la presse, du cinéma et de la radio qui en réalise l'épuration et en garantisse la liberté.

7° - Etablissement d'un régime de la famille garantissant sa stabilité, sa continuité et sa mission d'éducation.

8° - Organisation d'une nouvelle armature politique par l'élection des conseils des différentes entreprises, œuvres, institutions, établissements exprimant les diverses activités et fonctions collectives (industrielles, agricoles, éducatives, culturelles, spirituelles, morales, d'entraide, etc.) et la fédération de ces conseils par branches d'activité et sur le plan communal, départemental, régional et national en liaison avec une représentation du peuple établie sur la base du suffrage universel et de l'égalité civique des sexes.

C. - INTÉGRATION DE LA FRANCE DANS LES ÉTATS UNIS D'EUROPE.

Le peuple français ne peut compter que sur lui-même pour forger son destin...

Cette levée en masse est d'autant plus urgente et nécessaire que, si, sur le plan militaire, la France compte sur l'aide de ses alliés, le peuple français ne doit compter que sur lui-même pour forger son destin. Un peuple ne peut pas, sans abdiquer sa mission et renoncer à son indépendance, attendre de ses voisins les éléments de son relèvement. Et en serait-il même autrement, rien ne permet de supposer que les solutions apportées par les armées de libération - anglo-américaines

tendraient vraiment à rebâtir la France au profit du peuple.

C'est en lui-même, et en pleine souveraineté, que le peuple français doit trouver le chemin de son avenir.

Ce chemin est d'ailleurs celui que suit la France depuis plus de 150 ans et qui est jalonné par plusieurs révolutions inspirées par un idéal traditionnel de JUSTICE, de LIBERTÉ et de PAIX.

Le capitalisme doit faire place à un régime socialiste !...

La justice sociale ne peut être réalisée que par la suppression du capitalisme et par l'instauration d'un régime socialiste qui remettra les instruments de production aux masses travailleuses et organisera la vie économique dans l'intérêt du peuple et en vue de la satisfaction toujours plus large de ses besoins.

LE SOCIALISME N'EST PLUS AUJOURD'HUI UNE UTOPIE.

Tout le monde reconnaît maintenant non seulement qu'il est l'unique voie de salut, mais qu'il s'impose inexorablement à tous les peuples qui veulent survivre. L'exemple russe est d'ailleurs une illustration magistrale de ce que peut valoir la construction socialiste, et ce n'est pas la terrible confrontation germano-soviétique

qui fournira des arguments à tous ceux qui essaient de représenter le socialisme comme une doctrine d'impuissance et de régation.

Encore les conditions dans lesquelles les peuples de l'U. R. S. S. ont du travailler et lutter, ont-elles longtemps ralenti leur action et leur ont-elles imposé le recours à des méthodes que les défenseurs du capitalisme se sont complus à opposer au socialisme véritable. Obligés de rattrapper un retard économique et social de plus de deux siècles, soumis à la dure nécessité de se préparer jour et nuit à affronter l'agression sans cesse menaçante de puissants voisins, les soviets ont dû s'imposer une véritable discipline de guerre et remettre à des temps meilleurs l'établissement d'un régime socialiste parfait.

Pour un socialisme fondé sur le respect de la liberté individuelle et de la personne humaine...

Mais demain quand le danger fasciste et nazi sera définitivement écarté et qu'une paix durable sera instaurée, les peuples de l'U. R. S. S. comme tous les peuples libérés d'Europe, pourront s'attacher à construire un socialisme inspiré du respect de la liberté individuelle et de la personne humaine.

Dans ce régime où tous les éléments du peuple, individus et collectivités, jouiront, pour la gestion de leurs intérêts propres et particuliers, d'une autonomie et d'une liberté complète et seront associés et fédérés pour la gestion de leurs intérêts communs dans le cadre de l'intérêt général de la nation, le désordre de l'individualisme capitaliste sera aussi radicalement supprimé que l'oppression de l'étatisme centralisateur et totalitaire.

Dans ce régime, la production sera soumise à un plan établi par les représentants du peuple dans l'intérêt du peuple, mais dans le cadre de l'exécution de ce

plan, les entreprises seront gérées en pleine autonomie par les délégués des travailleurs de toutes catégories de chaque entreprise, comme la production agricole sera dirigée par les mandataires des paysans organisés dans chaque circonscription agricole.

Dans ce régime, une fraction du peuple ne pourra plus en opprimer une autre, l'intolérance en matière religieuse disparaîtra devant le respect de la liberté de conscience d'autrui, les divisions entretenues à grand prix par le capitalisme entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, entre paysans et ouvriers, cesseront d'exister, car dans tous les domaines et sur toutes les questions, chacun sera libre, dans la mesure où ses intérêts seuls seront en cause, et tous les individus, comme toutes les collectivités, seront fédérés quand il s'agira de gérer leurs intérêts collectifs.

La paix par les États-Unis d'Europe...

Quant à la paix, elle ne peut être définitivement garantie que par la constitution des ÉTATS-UNIS D'EUROPE. Cette fédération des états européens n'est pas elle non plus une utopie. L'exemple de l'union des 16

républiques soviétiques est là pour attester que des pays de langue, de mœurs, de traditions différentes, peuvent le cas échéant constituer un bloc aussi compact qu'un état centraliste, lorsque les unit le ciment d'un idéal commun.

Pas de renaissance de la France sans Révolution Populaire !...

Cet immense programme qui vise à la renaissance d'une France heureuse, libre et forte ne peut entrer dans le cadre du régime passé : il n'a de chance de se réaliser que grâce à une révolution populaire.

Or cette révolution, le peuple aujourd'hui la souhaite. On peut même dire que c'est l'esprit révolutionnaire qui anime et soutient sa résistance contre l'occupant, car il sent, confusément peut-être, mais fortement, que son émancipation par la Révolution, sera la récom-

pense du combat qu'il mène depuis 1940. D'ailleurs ne sait-il pas que c'est par la révolution qu'il se fera une âme nouvelle, qu'il pourra enfin conquérir sa place dans les élites nouvelles ? C'est par sa révolution de 1789 que la France s'est régénérée à la fin du 18^e siècle, et c'est par sa révolution de 1917 que le peuple russe a su transformer l'empire des Tsars, « colosse aux pieds d'argile », en une nation puissante, débordante de force, de dynamisme, d'enthousiasme.

Pour une révolution sans guerre civile !...

Mais il faut que notre révolution soit une révolution sans guerre civile, une révolution qui n'ajoute pas aux ruines de la guerre étrangère les dévastations, les pillages, les hécatombes de l'émeute.

L'imagerie terrifiante éditée pour discréditer la Révolution par les tenants du capitalisme, doit rester un produit de leur imagination affolée.

Cela est aujourd'hui parfaitement possible, car seuls quelques politiciens tarés et les exploiters traditionnels du peuple, peuvent redouter cette révolution et chercher à la combattre. Or ces hommes se sont pour

la plupart mis en dehors de la communauté nationale en collaborant avec l'ennemi et seront à ce titre châtiés comme traîtres avant même qu'il soit besoin de les écraser comme contre-révolutionnaires. Il ne faut cependant pas que le peuple une fois maître de ses destinées se montre, faute d'unité ou par manque de préparation, incapable de mener sa tâche à bien, et que ses ennemis en profitent pour l'écraser. **C'est pourquoi dès maintenant il faut préparer et organiser la Révolution populaire.**

Ni les anciens hommes, ni les anciens partis !...

Il importe avant tout que le peuple choisisse des chefs capables de mener sa révolution à la victoire. La plupart des anciennes organisations politiques, se sont effondrées en 1940. Elles prétendent, malgré leur émission, reprendre leur place dans la cité, comme si elles étaient capables, après avoir donné les preuves de leur impuissance au moment où elles détenaient le pouvoir dans une France prospère, de diriger le relèvement d'un pays ruiné par la guerre, dépouillé par l'occupation. Les faillites successives auxquelles les anciens partis politiques ont mené la France, leur interdisent aujourd'hui de prendre la tête de sa reconstruction.

Seul des anciens partis, le Parti Communiste pourrait prétendre à cette mission en faisant valoir que seul

dans la tourmente, il a gardé sa cohésion, il a pris une part active à la résistance, il a conservé sa foi révolutionnaire. Mais la composition sociale de la France ne permet pas de penser que le Parti Communiste soit capable de rassembler autour de lui cette unanimité nécessaire au succès d'une révolution véritablement populaire ; d'autre part il est à craindre que toute tentative révolutionnaire dirigée par le Parti Communiste ne soit le prétexte à la formation d'un bloc contre-révolutionnaire, commandé par un nouveau Gallifet et où se retrouveraient, aux côtés de la réaction neo-versaillaise, d'importantes fractions du peuple qu'une peur irraisonnée du communisme aveugle.

Pour un mouvement nouveau, large et populaire..

Le risque d'une nouvelle Commune, infiniment plus sanglante que la précédente, peut au contraire être évité si la Révolution est conduite par un mouvement nouveau, un mouvement jeune et populaire qui, né de l'épreuve et de l'espoir sur les ruines des anciens partis, s'appuierait sur les larges masses du peuple.

Ce qui ne veut pas dire que ce mouvement devrait seul préparer et diriger la révolution. Il ne saurait être question d'ignorer les différentes forces organisées de la nation qui existent déjà et agissent et dont la participation à la reconstruction du pays est à la fois souhaitable et inévitable. Le Parti Communiste est une de ces forces, comme le syndicalisme et les mouvements chrétiens sociaux en sont d'autres. C'est coude à coude avec ces diverses organisations que le relèvement de la France doit être entrepris.

Mais au-dessus de ces organisations qui touchent chacune une fraction particulière de la communauté française, il faut qu'un mouvement immense rassemble la grande masse de tous ceux qui sont restés jusqu'ici en dehors de tout groupement, de tous ceux que l'adhésion aux anciens partis avait dispersés et divisés, de tous ceux qui, membres déjà des organisations de résistance, considèrent, que leur tâche ne sera pas terminée au moment de la Victoire. La fusion dans ce creuset de tous ces éléments, donnera à la Révolution un caractère vraiment populaire en même temps qu'elle lui assurera grâce à la collaboration établie avec les organisations existantes une puissante assise nationale.

C'est ce mouvement que le " MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE " veut être.

Né de la fusion des mouvements " LIBÉRER ET FÉDÉRER " et " L'INSURGÉ ", qui depuis les toutes premières heures de la résistance luttent pour la libération de la France et pour sa reconstruction révo-

lutionnaire, le **" Mouvement Révolutionnaire Socialiste "** étend son influence à presque toutes les régions du pays et groupe d'ores et déjà des dizaines de milliers de militants venus de tous les milieux du peuple et des différents horizons de la vie politique.

Mais cela ne suffit pas. Pour engager la bataille de la paix et pour vaincre, il faut une armée infiniment plus nombreuse et plus puissante. Et c'est pourquoi nous nous adressons à vous et vous appelons à venir renforcer nos rangs.

Ouvriers et paysans, manuels et intellectuels, anciens militants et sans partis, catholiques et libres penseurs, votre place est parmi nous.

Dans les villes et dans les campagnes, dans les ateliers et dans les bureaux, dans les maquis et dans les camps, groupez-vous par trois ou par cinq et constituez les noyaux actifs du **Mouvement Révolutionnaire Socialiste.**

En passant par la voie par laquelle ce manifeste vous est parvenu, établissez la liaison avec l'organisation centrale du Mouvement.

Tout en prenant les plus grandes précautions pour assurer votre sécurité, utilisez tous les moyens dont vous disposez pour faire connaître le **Mouvement Révolutionnaire Socialiste** autour de vous, pour diffuser sa presse et répandre ses mots d'ordre.

Ne dites pas, je m'enrôlerai dans l'armée de la reconstruction quand le moment sera venu.

Ce moment est déjà venu !

Si vous ne voulez pas que la nouvelle Révolution Française se déroule demain dans la confusion, le désordre et au milieu d'un bain de sang inutilement versé, vous devez préparer dès maintenant la Révolution populaire en vous mobilisant en masse autour du drapeau du **Mouvement Révolutionnaire Socialiste.**

Pour les Haut-Garonnais, comme pour tous les Français, l'après-guerre n'est pas forcément synonyme de lendemains radieux. Le pays est dévasté, il a perdu son rang et tant de choses sont à reconstruire. Mais au-delà des destructions matérielles et des problèmes économiques, c'est surtout l'identité d'un pays qui est entièrement à recomposer. Le travail de deuil va être laborieux et les blessures longues à cicatriser. Oublier les fractures, les compromis, les dénonciations, les responsabilités de certains, l'indifférence ou l'attentisme des autres, devient la priorité. Le redressement du pays passe par la construction d'une image idéale d'une France unanimement combattante et résistante. Cette vision déformée de l'histoire de la seconde guerre mondiale et la mémoire tronquée de certains événements expliquent largement que l'on ait passé sous silence la collaboration, l'extermination des juifs, la participation des femmes et des étrangers à la Résistance française, la ferveur pour le maréchal Pétain etc. Il aura donc fallu plusieurs décennies pour que la vie quotidienne des Français soit perçue autrement qu'à travers les traditionnelles images d'Épinal. Elle a longtemps fait écran à tout le reste, aux zones d'ombre notamment.

Pour la Haute-Garonne, les traces de cette période sont toujours bien visibles et palpables. Nombreux sont les lieux publics, les rues, les monuments, les noms d'établissements scolaires qui nous ramènent à ce temps-là. L'identité actuelle du département est donc fortement rattachée à l'histoire de la seconde guerre mondiale et de la Résistance, et marquée par son héritage. À nous de le faire nôtre si nous voulons le préserver.

Les publications
du Musée départemental
de la Résistance
et de la Déportation

Crédits photographiques :

Toutes les illustrations (objets, archives, photographies, journaux, dessins, etc.) sont issues de la collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation sauf :

- illustration n°5 Fonds privé Paco Puentedura.
- illustration n°6 Fonds privé Liliane Salvetat.
- illustration n°13 extraite de l’ouvrage *Affiches 1939-1945. Images d’une certaine France* de Stéphane Marchetti.
- illustration n°31 Fonds privé Brousquisse. Archives municipales de Muret.
- illustration n°101 Collection C. Soula.
- illustration n°186 Photographie Archives départementales de la Haute-Garonne.

Conception et impression :

Conseil Général de la Haute-Garonne

Charte graphique :

François Cadeau

Pour aller plus loin :
Retrouvez sur le site Internet du musée www.musee-resistance31.fr
une chronologie, un glossaire, des cartes, des bibliographies
et d’autres outils de compréhension sur l’histoire de la Haute-Garonne
pendant la seconde guerre mondiale.

Publication du Conseil Général de la Haute-Garonne,
1 boulevard de la Marquette - 31090 Toulouse cedex 9
Création de la mise en page et impression : Service Imprimerie CG31
Achevé d’imprimer : décembre 2012
ISBN : 979-1-09-206501-8
Publication gratuite
Dépôt légal : décembre 2012

Musée départemental de la Résistance
et de la Déportation



haute-garonne.fr